



# **RAPPORT FINANCIER ANNUEL**

**31 décembre 2008**

## SOMMAIRE

|  |           |
|--|-----------|
| <b>ATTESTATION DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL .....</b>                                 | <b>3</b>  |
| <b>RAPPORT DE GESTION.....</b>   | <b>5</b>  |
| <b>RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES.....</b>  | <b>10</b> |
| <b>ETATS FINANCIERS CONSOLIDES.....</b>  | <b>13</b> |
| <b>RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES STATUTAIRES.....</b> | <b>55</b> |
| <b>ETATS FINANCIERS STATUTAIRES.....</b>   | <b>59</b> |
| <b>HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES.....</b>                                  | <b>96</b> |



# **ATTESTATION DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL**

**31 décembre 2008**

## Attestation de la personne physique responsable du rapport financier annuel

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation. Le rapport de gestion ci-joint présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées. Le rapport de gestion inclus dans le présent rapport financier ne contient pas toutes les informations visées par le code de commerce. Celles-ci sont incluses dans le rapport de gestion qui sera présenté à l'assemblée générale des actionnaires.

30 Avril 2009  
Le Président du Conseil d'Administration  
Philippe Gamba





# **RAPPORT DE GESTION**

**31 décembre 2008**

**GROUPE DIAC - ACTIVITE COMMERCIALE (A FIN DECEMBRE 2008)****Les immatriculations**

Le marché automobile toutes marques décline de 0,6% par rapport à 2007, avec 2,51 millions de véhicules vendus.

Dans ce contexte, Renault atteint un volume de 594 084 immatriculations, pour une part de marché VP+VU de 24%, en légère progression par rapport à l'an passé.

Sur le marché Grand Public (y compris PGR), Renault immatricule 260 462 véhicules, en hausse de 10% par rapport à 2007. Les volumes Entreprise sont en diminution de 4% à 277 615 immatriculations.

46 603 véhicules Nissan ont été immatriculés à fin décembre 2008, ce qui représente une hausse de 10% par rapport à 2007. La part de marché de la Marque atteint en conséquence 1,9%, contre 1,7% en 2007.

Les ventes de Dacia s'élèvent à 43 567 immatriculations et la part de marché de la marque s'établit à 1,7% contre 1,3% en 2007.

**L'activité du groupe Diac**

Le groupe Diac a réalisé 283 315 nouveaux dossiers, contre 279 438 en 2007. Hors volumes IL Renault et Véhicules de Courtoisie Nissan, le nombre de nouveaux dossiers s'affiche à 270 276, contre 263 870 en 2007. La performance commerciale du Groupe Diac est en amélioration par rapport à 2007, la pénétration VN toutes marques s'établissant à 32,5% (32,0% en 2007).

L'évolution des taux de refinancement est restée défavorable (en hausse de 61 points de base). Des révisions de tarification ont été mises en place en juin et en septembre pour compenser cette évolution.

Dans ce contexte, la marge instantanée du Groupe Diac s'établit à 4,05% à fin décembre légèrement au dessus de celle de l'an passé (4,00%), la marge instantanée DIAC s'affiche à 4,23% (4,24% en 2007) et celle de Diac Location (yc honoraires et impact du délai de règlement fournisseur) à 3,53% (contre 3,30%).

→ **En VN Renault**, les volumes financés s'inscrivent à 202 651 dossiers, en hausse de 1,8% par rapport à 2007 (198 985 dossiers). Le taux de pénétration sur immatriculations Renault s'établit à 34,1%, supérieur de 0,6 point à l'année précédente.

**DIAC (113 543 dossiers contre 109 334 en 2007)**

Le volume de financements est favorisé par la hausse des ventes du Constructeur, particulièrement prononcée sur le marché Grand Public (+10% - yc PGR), sur lequel Diac voit sa pénétration régresser de 1,2 point (36,7% contre 37,9%).

**DIAC LOCATION (78 924 dossiers contre 76 274 en 2007)**

Sur la même période, les financements Renault aux entreprises de Diac Location s'inscrivent en hausse de 2 650 dossiers. Cette hausse s'explique essentiellement par le renforcement de Diac Location sur le segment des ventes aux Grands Comptes (+3 400 dossiers) et aux Petites et Moyennes Entreprises (+700 dossiers), qui compense les pertes de volumes sur les financements aux Loueurs Courtes Durées (-1 500 dossiers) liées au contingentement des ventes de Renault sur ce marché.

→ **En VN & VO Nissan**, les financements présentent une hausse de 9% (11 393 dossiers), conséquence d'une hausse des ventes du constructeur (+10%) et du maintien de la pénétration VN autour de 21,8%.

→ **L'activité VO Renault** décline de près de 6%, à 59 211 dossiers.

→ Avec 9 553 dossiers à fin décembre et un taux d'intervention VN de 22% (en augmentation de 3 points), **l'activité Dacia** marque une hausse notable (+55%) profitant également de l'évolution des immatriculations du constructeur liée notamment à l'élargissement de la gamme.

→ Les montants financés s'élevèrent à 3,38 GEUR contre 3,28 Geur en 2007 (soit +3,1%). Les encours productifs financiers clientèles (hors affacturage) s'établissent à fin décembre 2008 à 5,50 Geur, contre 5,41 Geur un an auparavant.

→ Les financements aux réseaux (COGERA) affichent un encours productif moyen de 2,2 Geur (hors affacturage), en hausse de 8% par rapport à 2007. Ces chiffres sont à mettre en perspective avec la baisse de l'encours réseau de fin décembre 2008 qui s'établit à 1,7 Geur (contre 2,2Geur fin décembre 2007). Cette baisse est liée à l'accompagnement du constructeur dans sa politique de réduction des stocks du réseau de distribution mise en œuvre à compter du dernier quadrimestre 2008.

→ Concernant l'assurance :

- le passage de 35,5 % à 60 % du taux des commissions à effet du 01.01.2008,
- la récupération par Diac des réserves de stabilité (totalement libérées) à effet du 01.01.2007,
- la suppression des protocoles de participations aux résultats et la mise en place de protocoles de commissions variables à effet du 01.01.2007.

Ces trois constats trouvent leur origine dans la suppression des participations Diac aux résultats des programmes DI-DIPE Quatrem & AGF souscrits par Diac au bénéfice de ses clients, ceci afin de se mettre en conformité avec la réglementation en vigueur depuis mars 2007 (arrêté du 23 avril 2007, concernant les participations aux Bénéfices sur ce type d'assurances et contrats).

### **GROUPE DIAC – PRESENTATION FINANCIERE**

Le résultat avant impôts du Groupe Diac s'établit à fin décembre 2008 à 190 Meur, en progression de +26Meur par rapport à 2007. Cette progression s'explique par :

- ✓ Une amélioration de la marge sur services de +12 Meur, liée :
  - à la perception par Diac de commissions variables supérieures à la participation bénéficiaire assurances perçue l'an passé Diac (+2,5Meur hors SEP),
  - à la hausse de la participation bénéficiaire reçue par Diac Location au titre de l'activité Perte Financière (+0,2Meur),
  - à la libération des réserves de stabilité suite à la renégociation des contrats AGF et Quatrem sur les prestations DIPE à hauteur de 3,1Meur,
  - à la progression des commissions fixes perçues sur la prestation DIPE AGF et Quatrem dont le taux est porté à 60% (+8,5Meur),
- ✓ Les autres produits et charges bancaires progressent de 12Meur, grâce :
  - au dénouement du litige avec Cofinoga concernant la fin de partenariat qui se traduit par une reprise de provision de 2,1Meur, pour une provision initiale de 3,6Meur dotée en 2007 (soit une charge finale de 1,5Meur),
  - aux intérêts moratoires liés au remboursement à Diac Location de TVA sur indemnités d'assurance pour 4,5Meur,
- ✓ Les frais de fonctionnement en baisse de 39,3 Meur, suite notamment :
  - à des reprises de provisions pour risques et charges désormais prescrites (+3,6Meur),
  - à la facturation à RCI Espagne d'une licence pour l'utilisation de l'applicatif de gestion commun France - Espagne Fuse (+1,6Meur),
  - à la restitution à Diac Location de TVA sur indemnités d'assurance pour +12,0Meur
  - et à la charge de -15,9Meur pour contrôle fiscal enregistrée en 2007 dans les comptes de Diac Location
  - les Effectifs s'affichaient à 1 310 CDI / CDD à fin 2007, et s'établissent à fin 2008, 1 270 CDI / CDD.

**En contrepartie :**

- ✓ Une marge brute hors services en recul de -11,9 Meur, s'expliquant par :
  - le retrait du taux de production des encours et notamment sur Diac (MBF en retrait de 40bp, soit -16,5Meur), en partie compensé par un effet volumes sur Cogéra (+2,2Meur). Par ailleurs, la mise à jour de la valorisation à la juste valeur des titres participatifs détenus par DIAC a un impact positif de 6Meur en 2008.

- ✓ Un écart défavorable sur le coût du risque de -17,2 Meur :
  - le coût du risque Diac présente un écart défavorable de -3,3Meur conséquence de l'augmentation des masses entrant au recouvrement, de la dégradation de l'espérance de récupération au cours du dernier trimestre 2008, et de la hausse des volumes de mutations au contentieux.
  - le coût du risque Diac Location augmente de 2,9Meur et s'établit à -5,4Meur contre -2,6Meur en 2007, conséquence de la hausse des entrées au contentieux et de la dégradation des récupérations en raison de repli du marché VO (à l'origine des trois quarts des paiements). A noter cependant l'amélioration de la situation des comptes acheteurs en évolution favorable de +1,5Meur par rapport à l'an passé.
  - Le coût du risque Cogera s'établit à -13,2Meur, en dégradation de -11Meur par rapport à 2007. Cette évolution du coût du risque s'explique essentiellement par :
    - l'augmentation du provisionnement collectif qui s'établit désormais à 1,65 %, soit une dotation de +2,8Meur, et la hausse de 170Meur de l'assiette du provisionnement (croissance de l'encours et rachat par le réseau de fonds de commerce à RRG), qui génère une dotation de 2,8Meur complémentaires.
    - le passage en douteux du groupe Daumont dont l'affaire de Vélizy est entrée dans le cadre d'une procédure collective, impliquant une augmentation de 5,7Meur du niveau de provisionnement du Groupe.
    - Le renforcement du niveau de provisionnement des groupes Girard, Bourgin et Chatillon.
- ✓ Un écart défavorable de 9.8 Meur en coût de distribution trouve sa source dans les facteurs suivants :
  - écart défavorable sur l'accord de marge RPE (-3,9Meur),
  - participation aux campagnes de communication conjointes Renault / Diac favorisant le développement des activités du groupe pour un montant de 5,3Meur en 2008 (-1Meur),
  - augmentation de la rémunération sur financements étalée en compte de résultat liée à la croissance de l'activité depuis le second semestre 2007, qui impacte le résultat à hauteur de -3,1Meur,
  - augmentation des moyens commerciaux non étalables de 1,2Meur liée notamment à la hausse des charges liées à la publicité sur le lieu de vente,
  - augmentation de 0,9Meur des coûts de distribution relatifs aux activités de carte pour promouvoir la Carte Bleue Visa Renault lancée en mars 2007

### **DIAC S.A - ACTIVITE COMMERCIALE (A FIN DECEMBRE 2008)**

Diac SA a financé sur l'exercice 189 454 dossiers (hors IL et VC Nissan), soit une progression de 1,8% par rapport à 2007, la pénétration des dossiers VN sur immatriculations constructeurs s'affichant en hausse de 0,7 points à 18,85%).

Les montants financés s'inscrivent à 2,2 GEUR, en progression de 1,7% par rapport à l'an passé. L'encours moyen productif s'inscrit à 3,7 GEUR contre 3,8 GEUR sur l'exercice précédent.

### **DIAC S.A – PRESENTATION FINANCIERE**

Le résultat avant impôts de DIAC s'établit en 2008 à 87,90 Meur (2,35% de l'encours moyen), en progression de 10,6 Meur par rapport à 2007. Cette évolution s'explique par :

- ✓ La marge brute hors services en baisse de 13.6 Meur avec un encours moyen qui décroît de 28 Meur et un taux de marge financière qui s'affiche en baisse à 4,86% contre 5,26% en 2007. En 2008, la valorisation à la juste valeur des titres participatifs se traduit par produit de 5,8 Meur alors qu'elle représentait une charge de 0,2 Meur en 2007.
- ✓ Une amélioration de la marge sur services de +12,6Meur, liée :
  - à une nouvelle hausse de la participation bénéficiaire assurances perçue par Diac (+2,5Meur)
  - aux révisions des niveaux de commissionnement et de partage de résultat avec nos partenaires sur assurances emprunteurs se traduisant par la libération des réserves de stabilité (+3,1Meur) et une hausse des commissions retenues sur primes qui s'établissent à 60% sur les programmes DIPE (+8,5Meur)
  - la refacturation à Sigma en 2007 de sa participation au litige LGI pour 1Meur.



- ✓ Les autres produits et charges bancaires s'affichent en écart favorable de 6,4 Meur :
  - reprise de provisions sur risque de TVA pour 1,3 Meur en 2007
  - provision passée en 2007 concernant la fin de partenariat avec Cofinoga sur la SEP Rdp Personalis pour 3,6 Meur, reprise partiellement en 2008 pour 2,1 Meur et consommée à hauteur de 1,5 Meur
  
- ✓ Les coûts de distribution sont en écart défavorable de -5,1 Meur :
  - la charge de coûts de distribution étalables augmente de 2,3 Meur, conséquence de l'évolution d'activité des années passées
  - augmentation des moyens commerciaux non étalables de 1,1 Meur liée notamment à la hausse des charges liées à la publicité sur le lieu de vente
  - augmentation de 0,9 Meur des coûts de distribution relatifs aux activités de carte pour promouvoir la Carte Bleue Visa Renault lancée en mars 2007
  - participation aux campagnes de communication conjointes Renault / Diac favorisant le développement des activités du groupe pour un montant de 5,3 Meur en 2008 (-1 Meur).
  
- ✓ Le coût du risque est en évolution défavorable de -3,3 Meur, conséquence de l'augmentation des masses entrant au recouvrement, de la dégradation de l'espérance de récupération au cours du dernier trimestre 2008, et de la hausse des volumes de mutation au contentieux.
  
- ✓ Les frais de fonctionnement sont en évolution favorable de +12,4 Meur essentiellement liés à :
  - Réduction des refacturations Sogesma pour +6,6 Meur (dont +3,4 Meur de refacturations de frais informatiques)
  - Evolution favorable des refacturations de frais de personnel (+0,9 Meur)
  - Reprises de diverses provisions prescrites à hauteur +2,4 Meur
  - Refacturation à RCI Espagne de la License Fuse pour 1,6 Meur

### PERSPECTIVES 2009

En 2009, les constructeurs devront faire face à une contraction générale du marché automobile. La Diac entend cependant augmenter sa pénétration à particulier compte tenu d'un plan d'aide à la vente par le financement élaboré avec le constructeur très important en 2009. L'activité VO devrait être moins importante, eu égard à la problématique du risque inhérent à cette activité. Concernant l'activité entreprise, Diac location anticipe un retrait de ses volumes, notamment sur les marchés DL Clients ainsi que sur les LCD. Le nombre de dossiers Groupe Diac s'affichera donc en léger retrait.

Compte tenu de ce contexte, les encours s'afficheront en léger retrait ainsi que les ratios de marge sur encours productif. La marge sur service s'affichera également en légère diminution en raison de la diminution du portefeuille de contrats. Le coût du risque devrait également se dégrader compte tenu de l'environnement économique défavorable. Enfin, les efforts entrepris sur la maîtrise des frais de fonctionnement et de coûts de distribution devraient atténuer la diminution de nos profits. Ainsi, le résultat avant impôts devrait donc s'inscrire en retrait par rapport à une année 2008 exceptionnellement bonne.



**RAPPORT GENERAL DES  
COMMISSAIRES AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES CONSOLIDES**

**31 décembre 2008**

ERNST & YOUNG AUDIT  
Faubourg de l'Arche – 11, allée de l'Arche  
92037 Paris-La Défense Cedex

DELOITTE & ASSOCIES  
185 avenue Charles de Gaulle  
92524 Neuilly-sur-Seine Cedex

## **DIAC**

Société Anonyme

14, avenue du Pavé Neuf  
93168 Noisy-le-Grand Cedex

---

### **Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés**

Exercice clos le 31 décembre 2008

---

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2008, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société DIAC, tels qu'ils sont joints au présent rapport;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

## **I. Opinion sur les comptes consolidés**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

## **II. Justification des appréciations**

Les estimations comptables concourant à la préparation des états financiers au 31 décembre 2008 ont été réalisées dans un contexte de difficulté certaine à appréhender les perspectives économiques. Ces conditions sont décrites dans la note 4 de l'annexe des comptes. C'est dans ce contexte que, conformément aux dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce, nous avons procédé à nos propres appréciations que nous portons à votre connaissance :

Estimations comptables

DIAC constitue des provisions pour couvrir les risques de crédit inhérents à ses activités, ainsi qu'exposé dans la note 2-D de l'annexe.

Nos travaux ont consisté à examiner le dispositif de contrôle relatif au suivi du risque de crédit, à apprécier les données et hypothèses sur lesquelles se fondent les estimations et à revoir les calculs effectués par la société. Nous avons, sur ces bases, procédé à l'appréciation du caractère raisonnable de ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

## **III. Vérification spécifique**

Nous avons également procédé à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Paris-La Défense et Neuilly-sur-Seine, le 19 mars 2009

Les Commissaires aux Comptes

ERNST & YOUNG AUDIT

DELOITTE & ASSOCIES

Micha MISSAKIAN

Damien LEURENT



# **ETATS FINANCIERS CONSOLIDES**

**31 décembre 2008**

## SOMMAIRE

|  |           |
|--|-----------|
| <b>BILAN ET COMPTE DE RESULTAT .....</b>   | <b>14</b> |
| <b>TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES .....</b>                          | <b>17</b> |
| <b>TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES .....</b>                                     | <b>18</b> |
| <b>ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES .....</b>   | <b>19</b> |
| 1. APPROBATION DES COMPTES - DISTRIBUTIONS .....   | 19        |
| 2. REGLES ET METHODES COMPTABLES .....   | 19        |
| A) <i>Principes de consolidation</i> .....   | 20        |
| B) <i>Présentation des états financiers</i> .....  | 20        |
| C) <i>Estimations et jugements</i> .....   | 21        |
| D) <i>Prêts et créances sur la clientèle et contrats de « Location Financement »</i> ..... | 21        |
| E) <i>Opérations entre le groupe DIAC et l’alliance Renault - Nissan</i> .....             | 24        |
| F) <i>Comptabilisation et évaluation du portefeuille de titres (IAS 39)</i> .....          | 25        |
| G) <i>Immobilisations (IAS16 / IAS36)</i> .....  | 25        |
| H) <i>Impôts sur les résultats (IAS12)</i> .....   | 26        |
| I) <i>Engagements de retraite et assimilés (IAS19)</i> .....                               | 26        |
| J) <i>Conversion des transactions en monnaie étrangère</i> .....                           | 26        |
| K) <i>Passifs financiers (IAS 39)</i> .....  | 27        |
| L) <i>Emissions structurées et dérivés incorporés (IAS 39)</i> .....                       | 27        |
| M) <i>Instruments financiers dérivés et comptabilité de couverture (IAS 39)</i> .....      | 27        |
| N) <i>Information sectorielle (IAS 14)</i> .....   | 29        |
| 3. STRUCTURE DU GROUPE .....   | 30        |
| 4. ADAPTATION A L'ENVIRONNEMENT DE CRISE FINANCIERE .....                                  | 30        |
| 5. NOTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES .....  | 33        |
| 6. LISTE DES SOCIETES CONSOLIDEES .....  | 54        |

## BILAN CONSOLIDE

| ACTIF - en millions d'euros                        | Notes  | 12/2008      | 12/2007      |
|--|--------|--------------|--------------|
| Instruments dérivés                                | 2      | 3            | 31           |
| Prêts et créances sur les établissements de crédit | 3      | 429          | 292          |
| Prêts et créances sur la clientèle                 | 4 et 5 | 7 764        | 8 178        |
| Comptes de régularisation et actifs divers         | 6      | 209          | 141          |
| Immobilisations corporelles et incorporelles       | 7      | 20           | 22           |
| <b>TOTAL ACTIF</b>                                 |        | <b>8 425</b> | <b>8 664</b> |

| PASSIF - en millions d'euros                                  | Notes | 12/2008      | 12/2007      |
|---|-------|--------------|--------------|
| Instruments dérivés   | 2     | 58           | 26           |
| Dettes envers les établissements de crédit                    | 8.2   | 3 466        | 3 164        |
| Dettes envers la clientèle                                    | 8.3   | 490          | 466          |
| Dettes représentées par un titre                              | 8.4   | 3 162        | 3 880        |
| Comptes de régularisation et passifs divers                   | 10    | 540          | 471          |
| Provisions  | 11    | 54           | 65           |
| Dettes subordonnées   | 13    | 8            | 19           |
| Capitaux propres  |       | 647          | 573          |
| <i>- Dont capitaux propres part du groupe</i>                 |       | 643          | 569          |
| <i>Capital souscrit et réserves liées</i>                     |       | 61           | 61           |
| <i>Réserves consolidées et autres</i>                         |       | 469          | 383          |
| <i>Gains ou pertes latents</i>                                |       | (10)         | 19           |
| <i>Résultat de l'exercice</i>                                 |       | 123          | 106          |
| <i>- Dont capitaux propres part revenant aux minoritaires</i> |       | 4            | 4            |
| <b>TOTAL PASSIF</b>   |       | <b>8 425</b> | <b>8 664</b> |

## HORS-BILAN CONSOLIDE

| ENGAGEMENTS HORS-BILAN - en millions d'euros | Notes | 12/2008      | 12/2007      |
|--|-------|--------------|--------------|
| <b><u>Engagements donnés</u></b>             | 17    | <b>1 173</b> | <b>980</b>   |
| Engagements de financement                   |       | 1 173        | 936          |
| Engagements sur titres                       |       |              | 44           |
| <b><u>Engagements reçus</u></b>              | 18    | <b>4 206</b> | <b>3 408</b> |
| Engagements de financement                   |       | 1 269        | 1 251        |
| Engagements de garantie                      |       | 2 937        | 2 157        |

## COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

| En millions d'euros   | Notes | 12/2008    | 12/2007    |
|---|-------|------------|------------|
| Intérêts et produits assimilés  | 19    | 608        | 571        |
| Intérêts et charges assimilées  | 20    | (377)      | (318)      |
| Commissions (Produits)  |       | 2          | 2          |
| Commissions (Charges)   |       | (2)        | (2)        |
| Gains (pertes) nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat                   |       | 6          |            |
| Gains (pertes) nets sur actifs financiers disponibles à la vente et autres                      |       |            | (1)        |
| Produits (charges) nets des autres activités  | 21    | 107        | 89         |
| <b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>   |       | <b>344</b> | <b>341</b> |
| Charges générales d'exploitation  | 22    | (108)      | (148)      |
| Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations incorporelles et corporelles |       | (5)        | (5)        |
| <b>RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>   |       | <b>231</b> | <b>188</b> |
| Coût du risque  | 23    | (41)       | (24)       |
| <b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>  |       | <b>190</b> | <b>164</b> |
| Gains ou pertes nets sur autres actifs immobilisés  |       |            |            |
| <b>RESULTAT AVANT IMPOTS</b>  |       | <b>190</b> | <b>164</b> |
| Impôts sur les bénéfices  | 24    | (66)       | (57)       |
| <b>RESULTAT NET</b>   |       | <b>124</b> | <b>107</b> |
| Dont Résultat net - Part revenant aux minoritaires  |       | 1          | 1          |
| Résultat net - Part revenant au Groupe  |       | 123        | 106        |
| Résultat net - Part revenant au Groupe par action et en euros                                   |       | 30,86      | 26,50      |



## TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

| En millions d'euros   | Capital<br>(1) | Réserves<br>liées au<br>capital | Réserves<br>consolidées<br>(2) | Ecart de<br>conversion | Gains /<br>pertés<br>latents ou<br>différés<br>(3) | Résultat net<br>Part du<br>groupe | Capitaux<br>propres<br>(Part du<br>groupe) | Capitaux<br>propres<br>(Part des<br>mino.)<br>(4) | Total<br>capitaux<br>propres<br>conso. |
|---|----------------|---------------------------------|--------------------------------|------------------------|--|-----------------------------------|--|---|--|
| <b>Capitaux propres au 31 décembre 2006</b>   | <b>61</b>      |                                 | <b>383</b>                     |                        | <b>25</b>  | <b>103</b>                        | <b>572</b>                                 | <b>5</b>  | <b>577</b>                             |
| Affectation du résultat de l'exercice précédent   |                |                                 | 103                            |                        |  | (103)                             |  |   |  |
| <b>Capitaux propres au 1 janvier 2007</b>   | <b>61</b>      |                                 | <b>486</b>                     |                        | <b>25</b>  |                                   | <b>572</b>                                 | <b>5</b>  | <b>577</b>                             |
| Variations de valeur des instruments financiers et des immobilisations affectant les capitaux propres |                |                                 |                                |                        | (6)  |                                   | (6)  |   | (6)                                    |
| Résultat de la période avant affectation  |                |                                 |                                |                        |  | 106                               | 106  | 1   | 107                                    |
| <b>Total des produits et charges de la période</b>  |                |                                 |                                |                        | <b>(6)</b>   | <b>106</b>                        | <b>100</b>                                 | <b>1</b>  | <b>101</b>                             |
| Distribution de l'exercice  |                |                                 | (103)                          |                        |  |                                   | (103)                                      | (2)   | (105)                                  |
| <b>Capitaux propres au 31 décembre 2007</b>   | <b>61</b>      |                                 | <b>383</b>                     |                        | <b>19</b>  | <b>106</b>                        | <b>569</b>                                 | <b>4</b>  | <b>573</b>                             |
| Affectation du résultat de l'exercice précédent   |                |                                 | 106                            |                        |  | (106)                             |  |   |  |
| <b>Capitaux propres au 1 janvier 2008</b>   | <b>61</b>      |                                 | <b>489</b>                     |                        | <b>19</b>  |                                   | <b>569</b>                                 | <b>4</b>  | <b>573</b>                             |
| Variations de valeur des instruments financiers et des immobilisations affectant les capitaux propres |                |                                 | 1                              |                        | (29)   |                                   | (28)                                       |   | (28)                                   |
| Résultat de la période avant affectation  |                |                                 |                                |                        |  | 123                               | 123  | 1   | 124                                    |
| <b>Total des produits et charges de la période</b>  |                |                                 | <b>1</b>                       |                        | <b>(29)</b>  | <b>123</b>                        | <b>95</b>                                  | <b>1</b>  | <b>96</b>                              |
| Distribution de l'exercice  |                |                                 | (21)                           |                        |  |                                   | (21)                                       | (1)   | (22)                                   |
| <b>Capitaux propres au 31 décembre 2008</b>   | <b>61</b>      |                                 | <b>469</b>                     |                        | <b>(10)</b>  | <b>123</b>                        | <b>643</b>                                 | <b>4</b>  | <b>647</b>                             |

- (1) Le capital social de DIAC est de 61 millions d'euros est composé de 4.000.000 actions de 15,25 euros entièrement libérées et détenues par RCI Banque.
- (2) La distribution des dividendes en 2008 correspond à un versement de 21 millions d'euros décidé par l'Assemblée Générale Ordinaire du 23 mai 2008. Pour mémoire, l'Assemblée Générale Ordinaire du 23 Mai 2008 a voté la distribution d'un dividende de 111 millions d'euros, soit un complément de 21 millions d'euros par rapport à l'acompte de 90 millions d'euros décidé par le Conseil d'Administration du 22 novembre 2007.
- (3) Comprend notamment les variations de juste valeur des instruments financiers dérivés utilisés en couverture des flux de trésorerie.
- (4) Les intérêts minoritaires correspondent, au 31 décembre 2008 à la part détenue par Renault sas dans Cogéra.

## TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

| En millions d'euros  | 12/2008     | 12/2007      |
|--|-------------|--------------|
| Résultat net revenant au Groupe  | 123         | 106          |
| Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles                 | 5           | 5            |
| Dotations nettes aux provisions  | 45          | 18           |
| Produits et charges d'impôts différés  | 18          | 10           |
| Résultat net - part des minoritaires   | 1           | 1            |
| Autres (portefeuille d'instruments dérivés en juste valeur par résultat)                             | (6)         |              |
| <b>Capacité d'autofinancement</b>  | <b>186</b>  | <b>140</b>   |
| Autres mouvements (créances et dettes rattachées, charges constatées d'avance)                       | 46          | (1)          |
| <b>Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net et autres ajustements</b>           | <b>109</b>  | <b>33</b>    |
| Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit   | 595         | 405          |
| - Encaissements /décaissements liés aux créances sur établissements de crédit                        | (25)        | 301          |
| - Encaissements /décaissements liés aux dettes sur établissements de crédit                          | 620         | 104          |
| Flux liés aux opérations avec la clientèle   | 364         | (203)        |
| - Encaissements /décaissements liés aux créances sur la clientèle                                    | 339         | (194)        |
| - Encaissements /décaissements liés aux dettes sur la clientèle                                      | 25          | (9)          |
| Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers                           | (713)       | 82           |
| - Encaissements /décaissements liés au portefeuille de titres de placements                          |             | 5            |
| - Encaissements /décaissements liés aux dettes représentées par des titres                           | (717)       | 79           |
| - Encaissements /décaissements liés aux valeurs à l'encaissement                                     | 4           | (2)          |
| <b>Diminution / augmentation nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles</b> | <b>246</b>  | <b>284</b>   |
| <b>Flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle (A)</b>                               | <b>478</b>  | <b>423</b>   |
| Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles   | (3)         | (2)          |
| <b>Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (B)</b>                                | <b>(3)</b>  | <b>(2)</b>   |
| Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires                                       | (22)        | (106)        |
| - Dividendes versés  | (22)        | (106)        |
| Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement                                | (5)         |              |
| <b>Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (C)</b>                                  | <b>(27)</b> | <b>(106)</b> |
| <b>Augmentation / (diminution) nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie (A+ B+C+D)</b>    | <b>448</b>  | <b>315</b>   |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture :  | (1 114)     | (1 429)      |
| - Comptes (actif et passif) et prêts / emprunts à vue auprès des établissements de crédit            | (1 114)     | (1 429)      |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture :   | (666)       | (1 114)      |
| - Comptes actif et prêts à vue auprès des établissements de crédit                                   | 282         | 171          |
| - Comptes passif et emprunts à vue auprès des établissements de crédit                               | (948)       | (1 285)      |
| <b>Variation de la trésorerie nette</b>  | <b>448</b>  | <b>315</b>   |

La ligne 'Trésorerie et équivalents de trésorerie' est composée de dépôts à vue et opérations au jour le jour. Ces éléments constitutifs sont présentés en notes 3 et 8.2.

## ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES

### 1. APPROBATION DES COMPTES - DISTRIBUTIONS

Les comptes consolidés du groupe DIAC, pour l'année 2008, ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 18 mars 2009 et seront présentés pour approbation à l'Assemblée Générale Ordinaire du 22 mai 2009 à laquelle sera également proposée une distribution de dividendes de 31,60 euros par action, soit un total de 126,4 millions d'euros.

Pour mémoire, l'Assemblée Générale Ordinaire du 23 mai 2008 a voté la distribution d'un dividende de 27,72 euros par action, soit 111 millions d'euros.

Les comptes consolidés sont exprimés en millions d'euros, sauf indication contraire.

### 2. REGLES ET METHODES COMPTABLES

En application du règlement n° 1606/2002 adopté le 19 juillet 2002 par le Parlement européen et le Conseil européen, les états financiers consolidés du groupe DIAC de l'exercice 2008 sont préparés en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) publié par l'IASB (International Accounting Standards Board) au 31 décembre 2008 et tels qu'adoptés dans l'Union européenne à la date de clôture des comptes.

Les amendements suivants, parus au Journal Officiel de l'Union européenne à la date de clôture des comptes annuels, sont appliqués pour la première fois sur l'exercice 2008 :

- amendements aux normes IAS 39 « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation » et IFRS 7 « Instruments financiers : informations à fournir » relatifs au reclassement d'actifs financiers, d'application obligatoire à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2008.

L'application de ces amendements n'a pas d'impact sur les comptes arrêtés au 31 décembre 2008.

Le Groupe n'a appliqué aucune norme ni interprétation par anticipation, en particulier, aucune des normes et interprétations, ni aucun des amendements suivants, parus au Journal Officiel de l'Union européenne au 31 décembre 2008 :

- l'amendement à la norme IFRS 2 « Paiement fondé sur des actions » relatif aux conditions d'acquisition des droits et à la comptabilisation d'une annulation, applicable aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2009 ;
- la norme IFRS 8 « Secteurs opérationnels » en remplacement de la norme IAS 14 « Information sectorielle », applicable aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2009 ;
- la norme IAS 1 « Présentation des états financiers » révisée en 2007, applicable aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2009 ;
- l'interprétation IFRIC 11 « Actions propres et transactions intra-groupe », applicable aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2009 ;
- l'interprétation IFRIC 13 « Programmes de fidélisation de la clientèle », applicable aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2009 ;
- l'interprétation IFRIC 14 IAS 19 « Le plafonnement de l'actif au titre des régimes à prestations définies, les exigences de financement minimal et leur interaction », applicable aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2009.

- la norme IAS 23 « Coûts d'emprunt » révisée en 2007, applicable aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2009.

Le Groupe n'anticipe à ce jour aucun effet significatif sur les comptes consolidés du fait de l'adoption de ces nouvelles normes et interprétations ou amendements.

Les comptes consolidés du groupe DIAC sont, par ailleurs, intégrés globalement dans ceux de RCI Banque.

## **A) Principes de consolidation**

### **Périmètre et méthodes de consolidation**

Le périmètre de consolidation comprend, outre DIAC S.A., les filiales sous contrôle exclusif, les participations sous contrôle conjoint (co-entreprises) ainsi que les sociétés sous influence notable (entreprises associées). Les sociétés sous contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale.

Les actifs titrisés de Diac, Cogéra ainsi que les prêts consentis à Renault Retail Groupe refinancés par l'emprunt à recours limité pour lesquels le groupe DIAC a conservé la majorité des risques et avantages, sont consolidés par intégration globale.

Les entités sur lesquelles le groupe DIAC exerce un contrôle conjoint sont consolidées par intégration proportionnelle.

Les sociétés sur lesquelles le groupe DIAC exerce une influence notable sont consolidées par mise en équivalence.

Les transactions significatives entre les sociétés consolidées, ainsi que les profits internes non réalisés, sont éliminés.

Les sociétés consolidées par DIAC sont principalement les sociétés de financement des ventes de véhicules Renault, Nissan et Dacia ainsi que les sociétés de service associées.

### **Coût d'acquisition des titres et écarts d'acquisition**

Le coût d'acquisition des titres est égal au montant de la rémunération remise au vendeur par l'acquéreur majoré des coûts directement imputables à l'acquisition.

Les écarts d'acquisition correspondent à la différence entre le coût d'acquisition ajusté des frais directement attribuables et la juste valeur des actifs et passifs acquis. Si une telle transaction génère un écart d'acquisition négatif, celui-ci est enregistré immédiatement en résultat.

Les écarts d'acquisition positifs relatifs aux sociétés consolidées par intégration globale ou proportionnelle figurant à l'actif du bilan du groupe DIAC ne sont pas amortis. En revanche, un test de dépréciation est pratiqué au minimum annuellement et dès qu'il existe un indice de perte de valeur. Les écarts d'acquisition sont donc évalués à leur coût diminué du cumul des pertes de valeur éventuelles. Le cas échéant, cette dépréciation est inscrite au compte de résultat.

Les écarts d'acquisition constatés lors du rachat de parts minoritaires sur des sociétés antérieurement contrôlées par intégration globale sont comptabilisés en diminution des réserves consolidées.

## **B) Présentation des états financiers**

Les états de synthèse sont établis selon le format proposé par le Conseil National de la Comptabilité dans sa recommandation n°2004-R03 relative au format des documents de synthèse des entreprises relevant du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière sous référentiel comptable international, à l'exception de la présentation sur trois exercices.

Le résultat d'exploitation inclut l'ensemble des produits et coûts directement liés aux activités du Groupe, que ces produits et charges soient récurrents ou qu'ils résultent de décisions ou d'opérations ponctuelles, comme les coûts de restructuration.

## C) Estimations et jugements

Pour établir ses comptes, DIAC doit procéder à des estimations et faire des hypothèses qui affectent la valeur comptable de certains éléments d'actif et de passif, de produits et de charges, ainsi que les informations données dans certaines notes de l'annexe. DIAC revoit ses estimations et appréciations de manière régulière pour prendre en compte l'expérience passée et les autres facteurs jugés pertinents au regard des conditions économiques. En fonction de l'évolution de ces hypothèses ou de conditions différentes de celles qui avaient été prévues, les montants figurant dans ses futurs états financiers pourraient différer des estimations actuelles.

La valeur recouvrable des créances sur la clientèle et les provisions sont les principaux postes des états financiers dépendant d'estimations et jugements.

## D) Prêts et créances sur la clientèle et contrats de « Location Financement »

### Principe d'évaluation (hors dépréciation) et de présentation des prêts et créances sur la clientèle

Les créances de financement des ventes à la clientèle finale et de financement du réseau appartiennent à la catégorie des « prêts et créances émis par l'entreprise ». A ce titre, elles sont enregistrées initialement à la juste valeur et comptabilisées au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Le taux d'intérêt effectif (TIE) est le taux de rendement interne jusqu'à l'échéance ou, pour les créances à taux révisable, jusqu'à la date la plus proche de refixation du taux. L'amortissement actuariel de toute différence entre le montant initial de la créance et son montant à l'échéance est calculé selon la méthode du TIE.

Le coût amorti des créances de financement des ventes comprend, outre la part contractuelle de la créance, les bonifications d'intérêt reçues du constructeur ou du réseau, les frais de dossiers payés par les clients et les rémunérations versées aux apporteurs d'affaires. Ces différents éléments, qui concourent au rendement de la créance, sont présentés en minoration ou majoration du montant de la créance. Leur constatation au compte de résultat fait l'objet d'un étalement actuariel au TIE des créances auxquelles ils sont rattachés.

Les résultats des opérations de revente de véhicules à l'issue des contrats de Location Financière sont classés parmi les « Produits (et charges) net(te)s des autres activités ».

Ainsi, les plus et moins values sur revente de véhicules relatives aux contrats sains, les flux de provisions pour risques sur valeurs résiduelles ainsi que les plus et moins values sur véhicules dégagées à l'occasion de sinistres et les indemnités d'assurance correspondantes sont classés dans les « Autres produits d'exploitation bancaire » et « Autres charges d'exploitation bancaire ».

### Identification du risque de crédit

Différents systèmes de notation interne sont actuellement utilisés dans le groupe DIAC :

- Une notation groupe pour les emprunteurs « Réseau », utilisée aux différentes phases de la relation avec l'emprunteur (acceptation initiale, suivi du risque, provisionnement),
- Une notation groupe pour les contreparties bancaires, établie à partir des ratings externes et du niveau de fonds propres de chaque contrepartie,
- Pour les emprunteurs « Entreprises », l'appréciation du risque se base sur des combinaisons de scores, d'analyses financières, de notes externes et de systèmes experts,
- En ce qui concerne les emprunteurs « Grand Public », différents systèmes de score d'acceptation sont utilisés en fonction des types de financement concernés.

Toute créance présentant un risque avéré de non recouvrement partiel ou total est classée parmi l'une des deux catégories suivantes :

- Encours douteux : le classement en créance douteuse intervient au plus tard lorsqu'une échéance est impayée depuis plus de trois mois. Le classement en douteux d'une créance entraîne le transfert en créance douteuse de l'intégralité des encours sur le client concerné.
- Encours douteux compromis : l'identification des encours compromis intervient lorsque la déchéance du terme (crédit) ou la résiliation du contrat (location) est prononcée en raison de la situation financière dégradée de la contrepartie. En l'absence de déchéance du terme ou résiliation, elle intervient un an au plus tard après le classement en encours douteux.

Le retour d'un encours douteux vers l'encours sain intervient lorsque les arriérés ont été apurés.

### **Facteurs réducteurs de risque**

Le groupe DIAC pratique de manière limitée et localisée le recours à la cession des créances douteuses.

### **Dépréciation pour risque de crédit**

Des dépréciations pour risque de crédit avéré sont constituées pour couvrir les risques de non - recouvrement des créances. Ces dépréciations sont déterminées sur base individuelle (selon le cas, de manière unitaire ou à partir d'une approche statistique des risques) ou sur base collective et classées au bilan en déduction des postes d'actif auxquels elles se rattachent.

#### Activité Grand Public

L'approche statistique sur base individuelle est appliquée à l'activité Grand Public. Elle vise à estimer la perte finale sur l'encours douteux, l'encours compromis et l'encours avec incident de paiement. Les créances « Grand Public » sont dépréciées par groupes de risque représentatifs des types de financement et des biens financés.

Les flux prévisionnels utilisés dans le cadre de la dépréciation statistique sont déterminés par l'application au montant des créances lors du défaut, d'un taux de récupération périodique en fonction de l'âge au douteux. Les flux de récupération sont projetés sur une durée de plusieurs années à l'issue de laquelle le dernier flux représente un forfait des récupérations au-delà de cette durée. Les taux de récupération utilisés résultent de l'observation des récupérations réelles, lissées sur une période de 12 mois.

La dépréciation sur encours douteux est calculée en comparant la valeur recouvrable estimée, constituée des flux de récupération prévisionnels actualisés, avec la valeur comptable des créances concernées. Etant donné le caractère statistique de la méthode permettant de mesurer les flux de récupération prévisionnels, le calcul de la valeur recouvrable estimée est effectué non pas individuellement pour chaque créance, mais collectivement par génération de contrats.

L'encours incidenté non douteux est déprécié en tenant compte de la probabilité de passage en douteux et sur la base d'un taux de récupération au moment du passage en douteux.

#### Activité Réseau

Pour les encours les plus importants, tels que les créances réseau, la dépréciation des douteux est déterminée de façon unitaire sur base individuelle, en fonction d'une classification des entreprises et des phases de recouvrement ou de procédure engagées.

Les créances non douteuses font l'objet d'une approche reposant sur un examen individuel et un examen collectif du risque de crédit.

Les créances non douteuses dont l'examen individuel fait néanmoins apparaître un indicateur objectif de dépréciation sont distinguées des autres créances non douteuses et regroupées dans la catégorie des créances incidentées, créée à cet effet. La dégradation de la structure financière, de la rentabilité et du comportement de paiement de la contrepartie constitue le fait générateur du classement dans la catégorie des créances incidentées. Elle constitue également le fait générateur de la dépréciation.

Les créances incidentées font l'objet d'une dépréciation associant le taux de dépréciation des créances douteuses au taux de mutation des créances incidentées au douteux.

Compte tenu de la connaissance personnalisée de chaque contrepartie, les dépréciations sur créances incidentées peuvent également faire l'objet d'un ajustement d'expertise.

Les créances non douteuses dont l'examen individuel ne révèle pas d'indicateur objectif de dépréciation sont regroupées dans la catégorie des créances saines. Elles font l'objet d'un examen collectif du risque de crédit, appréhendé au travers du risque sectoriel.

### Activité Entreprises

La clientèle Entreprises est dépréciée selon l'approche statistique sur base individuelle également appliquée à la clientèle Grand Public.

Cette méthode est appliquée dans la mesure où cette approche est pertinente. Dans le cas contraire, les créances incidentées et douteuses font l'objet d'un suivi unitaire, la dépréciation est alors déterminée en fonction d'une classification des entreprises et des phases de recouvrement ou de procédure engagées.

Une approche collective par portefeuille a été mise en œuvre pour les créances saines, sans impact significatif sur les comptes de DIAC.

### Activités Grand Public et Entreprises

Les intérêts échus et courus sur créances douteuses sont intégralement dépréciés. Les flux de dépréciation viennent en déduction du poste d'intérêts et produits auxquels ils se rapportent.

### **Règles de passage en pertes**

Lorsqu'une créance présente un risque avéré depuis trois ans et qu'aucun élément ne permet d'envisager le recouvrement, le montant de la dépréciation est repris et l'encours brut est passé en pertes sur créances irrécouvrables.

### **Dépréciation des valeurs résiduelles**

Le groupe DIAC assure un suivi systématique et régulier des valeurs de revente des véhicules d'occasion afin notamment d'optimiser la tarification des opérations de financement.

La détermination des valeurs résiduelles des contrats se fait dans la plupart des cas par l'utilisation de grilles de cotation qui fournissent pour chaque catégorie de véhicules une valeur résiduelle caractéristique du couple durée / kilométrage.

Pour les contrats dans lesquels la valeur de reprise des véhicules n'est pas garantie au terme contractuel par un tiers externe au groupe DIAC, une dépréciation est constituée si la valeur de revente estimée est inférieure à la valeur résiduelle d'origine.

Cette dépréciation est constituée en comparant :

- a) la valeur économique du contrat : à savoir, la somme des flux futurs contractuels et de la valeur résiduelle réestimés aux conditions de marché à la date d'évaluation et actualisés au taux du contrat ;
- b) la valeur comptable inscrite au bilan au moment de la valorisation.

La valeur de revente prévisionnelle est estimée en prenant notamment en compte l'évolution récente et connue du marché des véhicules d'occasion, qui peut être influencée par des facteurs externes (situation économique, fiscalité) ou internes (évolution de la gamme, baisse des tarifs du constructeur).

La dépréciation est calculée sans compensation avec les profits éventuels.

### **E) Opérations entre le groupe DIAC et l'alliance Renault - Nissan**

Le Groupe DIAC contribue à conquérir et fidéliser les clients des marques de l'alliance Renault - Nissan en apportant une offre de financements et de services intégrée à leur politique commerciale.

Les principaux indicateurs et flux entre les deux entités sont les suivants :

#### **L'aide à la vente**

En 2008, le groupe DIAC a assuré 3 487 millions d'euros de nouveaux financements (cartes incluses) contre 3 407 millions d'euros en 2007.

#### **Relations avec le réseau de concessionnaires**

Le groupe DIAC agit en partenaire financier afin de garantir et maintenir la bonne santé financière des réseaux de distribution de l'alliance Renault – Nissan.

Au 31 décembre 2008, les financements réseaux nets de provisions s'élèvent à 1 601 millions d'euros contre 2 135 millions d'euros au 31 décembre 2007.

Au 31 décembre 2008, 256 millions d'euros sont des financements directement consentis à des filiales ou succursales du groupe Renault contre 487 millions d'euros au 31 décembre 2007.

En 2008, le réseau de concessionnaires a perçu, en tant qu'apporteur d'affaires, une rémunération de 80 millions d'euros contre 79 millions d'euros en 2007.

#### **Relations avec les constructeurs**

Le groupe DIAC règle les véhicules livrés aux concessionnaires dont il assure le financement. A l'inverse, en fin de contrat, le groupe DIAC est réglé par le groupe Renault du montant des engagements de reprise des véhicules dont ce dernier s'est porté garant. Ces opérations génèrent d'importants flux de trésorerie entre les deux groupes.

Au titre de sa politique commerciale et dans le cadre de campagnes promotionnelles, le constructeur participe à la bonification des financements octroyés à la clientèle par le groupe DIAC.

En 2008, cette participation s'élève à 54 millions d'euros contre 50 millions d'euros en 2007.



## F) Comptabilisation et évaluation du portefeuille de titres (IAS 39)

Les portefeuilles de titres sont classés suivant les catégories d'actifs financiers fixées par la norme IAS 39.

### Titres détenus jusqu'à l'échéance

Ce sont les titres que l'entreprise a l'intention de conserver jusqu'à leur échéance. Ils sont évalués et comptabilisés selon la méthode du coût amorti. Sauf cas exceptionnels, ils ne peuvent en principe pas être cédés avant leur échéance.

Les provisions pour dépréciations sont constituées uniquement lorsqu'il existe une forte probabilité de défaillance de l'émetteur.

### Titres détenus à des fins de transaction

Ce sont les titres destinés à être cédés à une très brève échéance ou détenus afin de réaliser des plus values.

L'évaluation de ces titres se fait à la juste valeur (coupons courus inclus), les variations de valeur étant comptabilisées au compte de résultat.

### Titres disponibles à la vente

Catégorie par « défaut », elle regroupe les titres qui ne sont ni destinés à être détenus jusqu'à l'échéance, ni détenus à des fins de transaction.

L'évaluation de ces titres se fait à la juste valeur (coupons courus inclus), les variations de valeur (hors coupons courus) sont comptabilisées en réserve de réévaluation directement dans les capitaux propres. Les intérêts courus sont comptabilisés au compte de résultat. Au cas où une dépréciation de ces titres serait jugée durable, celle-ci serait comptabilisée directement en compte de résultat et non en capitaux propres. Les pertes de valeur sur les titres à revenu variable qui présentent un caractère irréversible sont également comptabilisées au compte de résultat, mais ne peuvent être reprises ultérieurement.

## G) Immobilisations (IAS16 / IAS36)

Les immobilisations sont comptabilisées et amorties selon l'approche par composants. Les éléments d'un ensemble plus ou moins complexe sont séparés en fonction de leurs caractéristiques et de leurs durées de vie ou de leur capacité à procurer des avantages économiques sur des rythmes différents.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût historique d'acquisition.

Les immobilisations corporelles autres que les terrains sont généralement amorties linéairement sur les durées estimées d'utilisation suivantes :

- Constructions 15 à 40 ans
- Autres immobilisations corporelles 4 à 8 ans

## H) Impôts sur les résultats (IAS12)

Les retraitements apportés aux comptes annuels des sociétés consolidées afin de les mettre en harmonie avec les normes IAS, ainsi que les reports d'imposition dans le temps qui existent dans les comptes sociaux, dégagent des différences temporaires entre le résultat fiscal et le résultat comptable. Une différence temporaire est également constatée dès lors que la valeur comptable d'un actif ou d'un passif est différente de sa valeur fiscale.

Ces différences donnent lieu à la constatation d'impôts différés dans les comptes consolidés. Selon la méthode du report variable retenue par le groupe DIAC, les impôts différés sont calculés en appliquant le dernier taux d'impôt voté à la date de clôture et applicable à la période de reversement des différences temporaires. Au sein d'une même entité fiscale (société juridique, établissement ou groupe d'entités redevable de l'impôt auprès de l'administration fiscale), les impôts différés actifs et passifs sont présentés de manière compensée, dès lors que celle-ci a le droit de compenser ses actifs et passifs d'impôts exigibles. Les actifs d'impôts différés sont dépréciés lorsque leur réalisation n'est pas probable.

Pour les sociétés intégrées globalement, un passif d'impôt différé est reconnu à hauteur des impôts de distributions dont le versement est anticipé par le Groupe.

## I) Engagements de retraite et assimilés (IAS19)

### Méthode d'évaluation des passifs relatifs aux régimes à prestations définies

Pour les régimes à prestations définies concernant les avantages postérieurs à l'emploi, les coûts des prestations sont estimés en utilisant la méthode des unités de crédit projetées.

Selon cette méthode, les droits à prestation sont affectés aux périodes de service en fonction de la formule d'acquisition des droits du régime, en prenant en compte un effet de linéarisation lorsque le rythme d'acquisition des droits n'est pas uniforme au cours des périodes de service ultérieures.

Les montants des paiements futurs correspondant aux avantages accordés aux salariés sont évalués sur la base d'hypothèses d'évolution des salaires, d'âges de départ, de mortalité, puis ramenés à leur valeur actuelle sur la base des taux d'intérêt des obligations à long terme des émetteurs de première catégorie.

Lorsque les hypothèses de calcul sont révisées, il en résulte des écarts actuariels qui sont enregistrés en capitaux propres, conformément à l'option offerte par l'amendement à la norme IAS 19.

La charge nette de l'exercice, correspondant à la somme du coût des services rendus, du coût lié à la désactualisation diminuée de la rentabilité attendue des actifs du régime, et de l'étalement du coût des services passés, est entièrement constatée dans les charges de personnel.

## J) Conversion des transactions en monnaie étrangère

Les opérations libellées dans une monnaie différente de la monnaie fonctionnelle de l'entité qui les réalise sont initialement converties et comptabilisées dans la monnaie fonctionnelle au cours en vigueur à la date de ces transactions.

À la date de clôture, les actifs et passifs monétaires exprimés dans une monnaie différente de la monnaie fonctionnelle de l'entité sont convertis au cours de change à cette même date. Les différences de change qui résultent de ces opérations sont comptabilisées dans le compte de résultat.

## **K) Passifs financiers (IAS 39)**

Le groupe DIAC enregistre un passif financier constitué de titres de créances négociables, de titres émis dans le cadre des opérations de titrisation ainsi que de dettes auprès des établissements de crédit.

Les éventuels frais d'émission et primes qui y sont rattachés sont étalés actuariellement selon la méthode du taux d'intérêt effectif sur la durée de l'émission.

Lors de leur comptabilisation initiale, les passifs financiers sont mesurés à la juste valeur nette des coûts de transaction qui sont directement attribuables à leur émission.

A chaque clôture, en dehors des modalités spécifiques liées à la comptabilité de couverture, les passifs financiers sont évalués à leur coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les charges financières ainsi calculées prennent en compte les frais d'émission et les primes d'émission ou de remboursement.

Les passifs faisant l'objet d'une couverture de juste valeur sont comptabilisés selon les principes exposés dans les règles et méthodes comptables au point : Instruments financiers dérivés et comptabilité de couverture (IAS 39)

## **L) Emissions structurées et dérivés incorporés (IAS 39)**

Les émissions structurées sont présentes en faible nombre. Elles sont adossées à des instruments dérivés qui viennent neutraliser le dérivé sous jacent de façon à obtenir un passif synthétique à taux révisable.

Les seuls dérivés incorporés identifiés dans le groupe DIAC correspondent à des sous-jacents contenus dans des émissions structurées. Lorsque les dérivés incorporés ne sont pas étroitement liés au contrat hôte, ils sont évalués et comptabilisés séparément à la juste valeur. Les variations de juste valeur sont alors comptabilisées en compte de résultat. Après extraction du dérivé, l'émission structurée (contrat hôte) est évaluée et comptabilisée au coût amorti.

Les émissions structurées sont ainsi associées à des swaps dont la branche actif présente des caractéristiques strictement identiques à celles du dérivé incorporé, assurant sur le plan économique une couverture efficace. Néanmoins, la couverture d'un dérivé par un autre dérivé étant interdite par l'IAS 39, les dérivés incorporés séparés du contrat hôte et les swaps associés aux émissions structurées sont comptablement réputés détenus à des fins de transaction.

## **M) Instruments financiers dérivés et comptabilité de couverture (IAS 39)**

### **Le risque de taux**

Le portefeuille d'actifs commerciaux est suivi quotidiennement en sensibilité et fait l'objet d'une couverture systématique

L'objectif est de couvrir tout risque de taux afin de protéger la marge commerciale du groupe DIAC.

Une souplesse limitée reste cependant admise en matière de couverture du risque afin de tenir compte de la difficulté à ajuster exactement la structure des emprunts et celle des prêts à la clientèle.

Les calculs de sensibilité actif / passif sont effectués quotidiennement par le département contrôle interne et risques financiers pour le groupe DIAC.

La situation de chaque entité du groupe au regard de sa limite est vérifiée chaque jour et des directives de couverture immédiate sont données si la situation l'impose.

La sensibilité du groupe DIAC au risque de taux constatée au 31 décembre 2008 est de 414 milliers d'euros au dessous de la limite des 1.5 millions d'euros.

Les instruments financiers dérivés sont contractés par le groupe DIAC dans le cadre de sa politique de gestion des risques de change et de taux. La comptabilisation des instruments financiers en tant qu'instruments de couverture dépend ensuite de leur éligibilité ou non à la comptabilité de couverture.

Les instruments financiers utilisés par DIAC peuvent être qualifiés de couverture de juste valeur ou de flux futurs de trésorerie. Une couverture de juste valeur permet de se prémunir contre les variations de juste valeur des actifs et passifs couverts. Une couverture de flux futurs permet de se prémunir contre les variations de valeur des flux de trésorerie associés à des actifs ou des passifs existants ou futurs.

### **Evaluation**

Les dérivés sont mesurés à leur juste valeur lors de leur comptabilisation initiale. Par la suite, à chaque clôture, la juste valeur des dérivés est réestimée.

- La juste valeur des contrats de change à terme et des swaps de devises est déterminée par actualisation des flux financiers, en utilisant les taux (change et intérêt) du marché à la date de clôture.
- Celle des dérivés de taux représente ce que le Groupe recevrait (ou paierait) pour dénouer à la date de clôture les contrats en cours, en prenant en compte les plus ou moins-values latentes déterminées à partir des taux d'intérêts courants à la date de clôture.

### **Couverture de juste valeur**

DIAC a choisi d'appliquer la comptabilité de couverture de juste valeur (« fair value hedge ») dans les cas suivants :

- Couverture du risque de taux d'un passif à taux fixe par un swap ou cross currency swap receveur fixe / payeur variable ;
- Couverture du risque de change d'un actif ou passif en devises par un cross currency swap.

Cette comptabilité de couverture est appliquée sur la base d'une documentation de la relation de couverture à la date de mise en place et des résultats des tests d'efficacité des couvertures de juste valeur qui sont réalisés à chaque arrêté.

Les variations de valeurs des dérivés de couverture de juste valeur sont comptabilisées au compte de résultat.

Pour les passifs financiers couverts en juste valeur, seule la composante couverte est évaluée et comptabilisée à la juste valeur, conformément aux dispositions de la norme IAS 39. Les variations de valeur de la composante couverte sont comptabilisées en résultat. La fraction non couverte de ces passifs est évaluée et comptabilisée au coût amorti.

En cas d'arrêt anticipé de la relation de couverture, le dérivé de couverture est qualifié d'actif ou de passif détenu à des fins de transaction et l'élément couvert est comptabilisé au coût amorti pour un montant égal à sa dernière évaluation en juste valeur.

### **Couverture de flux de trésorerie**

DIAC a choisi d'appliquer la comptabilité de couverture de flux de trésorerie (« cash-flow hedge ») dans les cas suivants :

- Couverture du risque de taux sur des passifs à taux variable par un swap receveur variable / payeur fixe ;
- Couverture du risque de taux associé au remplacement des actifs à taux fixe (sur le plan économique, il s'agit de la macro-couverture) ;

Des tests d'efficacité des couvertures de flux de trésorerie sont réalisés à chaque arrêté pour s'assurer de l'éligibilité des opérations concernées à la comptabilité de couverture. En ce qui concerne le deuxième type de couverture, le test pratiqué consiste à s'assurer que l'exposition au risque de taux issue des remplacements des actifs financiers non dérivés est bien réduite par les flux liés aux instruments dérivés utilisés en couverture.

Les variations de valeur de la part efficace des dérivés de couverture de flux de trésorerie sont comptabilisées en capitaux propres, dans un compte spécifique de réserve de réévaluation.

### Opérations de transaction

On retrouve dans ce poste les opérations non éligibles au sens d'IAS 39 à la comptabilité de couverture.

Les variations de valeur de ces dérivés appliquées à la comptabilité de couverture sont comptabilisées en compte de résultat.

Il s'agit essentiellement :

- des swaps contractés dans le cadre des opérations de titrisation,
- des swaps de taux variables/variables sur une même devise couvrant le risque de taux d'émissions à taux variable.

### N) Information sectorielle (IAS 14)

La segmentation de l'information sectorielle du groupe DIAC s'articule autour de deux axes : la notion de marché et celle de secteur géographique.

Conformément à la norme, la répartition par marché a été adoptée en tant que premier niveau d'information. Elle correspond à l'axe stratégique développé par l'entreprise. Le second niveau présenté est la zone géographique, il correspond au suivi analytique de gestion.

La segmentation des activités s'articule autour de la notion de catégories de clientèle :

- le marché Grand Public recouvre l'ensemble des financements et services associés réalisés avec les non professionnels.
- le marché Entreprises regroupe l'ensemble des prestations de financement, de fleet management et les services associés destinés aux professionnels.
- l'activité Réseau recouvre les financements octroyés au Réseau de concessionnaires de l'alliance Renault-Nissan.

Les résultats de chacun de ces trois segments de marché sont présentés séparément.

Les activités de financements des ventes Renault, Nissan, Dacia et Multimarques sont regroupées.

La détermination des résultats par secteur d'activité repose sur des conventions analytiques internes de refacturation ou de valorisation des moyens affectés. Les fonds propres alloués à chacun des pôles d'activité sont ceux effectivement mis à la disposition des filiales et succursales, répartis ensuite entre activités en fonction de règles analytiques internes.

### 3. STRUCTURE DU GROUPE

#### Evolution du périmètre de consolidation en 2008 :

Néant.

#### Evolution du périmètre de consolidation en 2007 :

DIAC SA a absorbé RECA SA en date du 31 décembre 2007 avec effet rétroactif au 1er janvier 2007.

### 4. ADAPTATION A L'ENVIRONNEMENT DE CRISE FINANCIERE

Dans un environnement économique en profonde mutation, le groupe DIAC a adapté son mode de fonctionnement au contexte financier actuel.

#### Liquidité

Le pilotage du risque de liquidité du groupe DIAC est assuré par RCI Banque et décrit ci-après :

La gestion du risque de liquidité est fondée sur plusieurs indicateurs ou analyses, réactualisés mensuellement sur la base des dernières prévisions d'encours (clientèle et réseau) et des opérations de refinancement réalisées.

**La liquidité statique** : l'objectif de RCI Banque est d'avoir une liquidité statique positive. Les actifs générés dans le passé ont été financés par des dettes d'une maturité supérieure.

**La liquidité dynamique « scénario noir »** : cet indicateur prend en compte les prévisions d'activité nouvelle, dans un contexte de stress test maximum qui n'envisage aucun accès à de la ressource nouvelle. Ce scénario permet d'établir deux indicateurs :

- o nombre de jours d'activité commerciale possibles sans accès au marché, en utilisant seulement les lignes bancaires confirmées et les mobilisations BCE (indicateur de pilotage interne),
- o réserve de liquidité (indicateur de pilotage interne et de communication externe).

**La liquidité dynamique « scénario central du management »** réalisée à partir d'hypothèses de refinancement diversifié incluant marché obligataire, placements privés, financement bancaire à long terme, titrisation (y compris conduit et BCE) et recours aux plans de soutien européens. Ce scénario constitue l'indicateur de communication externe notamment vis-à-vis des agences de notation qui demandent une visibilité sur la liquidité à 12 mois. Cette analyse est complétée par une simulation de l'évolution de la liquidité statique prévisionnelle.

**La réserve de liquidité** est calculée comme la différence entre les sécurités disponibles et l'encours de commercial paper. Elle reflète la capacité de RCI Banque à lever des nouvelles ressources de manière certaine, que ce soit sur les marchés des certificats de dépôts et commercial paper, sous forme de mobilisations en Banque Centrale ou par utilisation des lignes de financements confirmées. Celle-ci atteint ainsi 3 988 M€, en progression de 911 M€ par rapport au 31 décembre 2007. Cette progression s'explique principalement par la titrisation du portefeuille leasing en Allemagne, conservée par RCI Banque comme collatéral BCE pour un montant nominal de 675 M€, et par la mise en place d'un mécanisme de déclaration bi-hebdomadaire des créances commerciales acceptées par la Banque de France en garantie des opérations de politique monétaire pour environ 220 M€.

## **Risque au titre de l'activité de crédit**

La politique d'acceptation stricte et réactive a été maintenue et affinée. Les comités risques mensuels permettent le suivi régulier de la performance réelle et l'ajustement régulier des scores (objectifs par marché). Ces instances de pilotage ont été renforcées par un suivi dynamique du risque, grâce à l'évolution méthodologique de nos modèles.

En 2008, les objectifs de PD moyenne (Probabilité de Défaut prévisionnelle) ont été abaissés. Un suivi fin par secteur d'activité et l'ajustement des scores ont permis un maintien du coût du risque proche de celui enregistré en 2007.

Le recouvrement fait l'objet d'une attention particulière et reste avec l'acceptation un enjeu majeur. L'optimisation des plateformes (managers dédiés, renforcement des effectifs), la mise en place de nouveaux outils et le maintien de la politique de récupération des véhicules améliorent les performances de recouvrement des créances incidentées et douteuses.

Dans une conjoncture économique incertaine, le groupe DIAC reste attentif à un environnement changeant, avec pour cible de maintenir le coût du risque global à un niveau compatible avec les attentes de la communauté financière et les cibles de profitabilité.

## **Rentabilité**

Les marges de crédit constatées sur les marchés ont subi des mouvements significatifs. Dans ce contexte volatile, le groupe DIAC a fait preuve d'une grande réactivité et révisé à plusieurs reprises les coûts de liquidité internes utilisés pour la tarification des opérations clientèle, permettant ainsi de maintenir une marge sur la production de nouveaux crédits en ligne avec les cibles budgétaires. De façon similaire, la tarification des financements accordés aux concessionnaires a été revue, et l'introduction d'un « taux de base Crédit Réseau » révisé mensuellement doit permettre de stabiliser la rentabilité de cette activité.

## **Gouvernance**

Le suivi de la position de liquidité statique, de la position de liquidité dynamique dans un stress scénario de totale fermeture de nouvelles sources de financement, et de la réserve de liquidité ont fait l'objet d'un point spécifique à chacun des Comités Financiers mensuels, sur base consolidée au niveau du groupe RCI.

## **Expositions à la crise**

Le contexte économique en 2008 a été caractérisé par le déplacement de la crise financière du risque essentiellement « subprime » à l'origine, à un risque généralisé au secteur financier dans son ensemble. La période récente s'est traduite par l'aggravation des risques sur certains types de contreparties déjà en risque fin 2007 (monolines, contreparties bancaires, hedge funds) ainsi que par les faillites d'établissements de crédit (Lehmann Brothers, banques islandaises).

Le groupe DIAC ne détient pas d'expositions directes de type « subprime », monolines, hedge funds, CDO (Collateralized Debt Obligations) ou CMBS (Commercial Mortgage-Backed Securities). Il n'était pas non plus engagé dans des opérations avec des établissements ayant fait défaut. Aucune perte n'a donc été enregistrée à ce titre.

Dans le contexte économique actuel, le Comité de Contrepartie a par ailleurs décidé de supprimer ou geler temporairement les limites sur un certain nombre de contreparties sensibles ou en risque. Les suivis de dépassements de limites réalisés par le groupe n'ont pas mis en évidence de dépassements significatifs.

## **Principes et méthodes comptables**

En préalable, l'analyse de la situation du groupe et les mesures prises dans le contexte actuel, telles que décrites précédemment, ne conduisent pas à remettre en cause l'hypothèse de continuité d'exploitation retenue pour l'arrêté des comptes.

Compte tenu de la nature de ses activités et portefeuilles d'instruments financiers, le groupe DIAC n'a pas procédé dans le cadre de la clôture 2008 à des changements de méthodes comptables ou de valorisation ou des estimations comptables significatives autres que celles habituellement retenues, en particulier sur les points suivants :

**Valorisation des instruments financiers en juste valeur en cas de marchés non actifs** : en l'absence de problématique nouvelle particulière de valorisation, les méthodes d'évaluation à la juste valeur appliquées par le groupe DIAC, décrites en paragraphe 2.F (titres) et 2.M (instruments dérivés), sont restées inchangées.

**Transferts de portefeuilles** : le groupe DIAC n'a pas effectué de reclassements de portefeuilles d'actifs financiers, tels que permis par l'amendement à la norme IAS 39 publié en octobre 2008.

S'agissant des prêts et créances à la clientèle et contrats de location financement, les méthodes de dépréciation, décrites en paragraphe 2.D sont restées inchangées ; les dépréciations comptabilisées ont donc été actualisées au regard de l'évolution du portefeuille et de l'environnement économique.

Aucune autre estimation comptable particulière n'a été retenue par le groupe DIAC dans le cadre de la clôture des comptes 2008.



## 5. NOTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES

### Note 1 : Information sectorielle

#### 1.1 - Segmentation par marché

| En millions d'euros          | Grand public | Entreprises | Réseau | Autres | Total 12/2008 |
|------------------------------|--------------|-------------|--------|--------|---------------|
| Encours productif moyen      | 3 745        | 1 988       | 2 217  |        | 7 949         |
| Produit net bancaire         | 193          | 116         | 39     | (4)    | 344           |
| Résultat brut d'exploitation | 114          | 88          | 29     |        | 231           |
| Résultat d'exploitation      | 91           | 83          | 16     |        | 190           |
| Résultat avant impôts        | 92           | 82          | 16     |        | 190           |

| En millions d'euros          | Grand public | Entreprises | Réseau | Autres | Total 12/2007 |
|------------------------------|--------------|-------------|--------|--------|---------------|
| Encours productif moyen      | 3 773        | 1 881       | 2 047  |        | 7 701         |
| Produit net bancaire         | 188          | 127         | 26     |        | 341           |
| Résultat brut d'exploitation | 99           | 70          | 19     |        | 188           |
| Résultat d'exploitation      | 79           | 68          | 17     |        | 164           |
| Résultat avant impôts        | 79           | 68          | 17     |        | 164           |

Les contributions par marché sont analysées sur les principaux agrégats du compte de résultat ainsi que sur l'encours moyen productif associé aux différentes périodes présentées. Les marchés et les principes associés sont définis dans les règles et méthodes comptables au point : Information sectorielle (IAS 14).

#### 1.2 Segmentation géographique

L'intégralité des opérations du Groupe Diac est réalisée en France.

**Note 2 : Instruments dérivés**

| En millions d'euros   | 12/2008  |           | 12/2007   |           |
|---|----------|-----------|-----------|-----------|
|   | Actif    | Passif    | Actif     | Passif    |
| <b>Juste valeur des actifs et passifs financiers désignés en couverture</b> | <b>3</b> | <b>58</b> | <b>31</b> | <b>26</b> |
| Instruments dérivés de taux : Couverture de flux de trésorerie futurs       | 3        | 58        | 31        | 26        |
| <b>Total des instruments dérivés (*)</b>                                    | <b>3</b> | <b>58</b> | <b>31</b> | <b>26</b> |
| <i>(*) Dont entreprises liées</i>   | 3        | 58        | 31        | 26        |

Ces postes comprennent essentiellement des instruments dérivés contractés sur les marchés de gré à gré par le groupe DIAC dans le cadre de sa politique de couverture de l'exposition aux risques de taux d'intérêt.

Les opérations ayant donné lieu à une comptabilisation dans ce poste sont décrites dans les règles et méthodes comptables aux points : Passifs financiers (IAS 39) et Instruments financiers dérivés et comptabilité de couverture (IAS 39).

**Ventilation des nominaux d'instruments dérivés par durée résiduelle et par intention de gestion**

| En millions d'euros                 | Inférieur à 1 an | de 1 an à 5 ans | Supérieur à 5 ans | Total 12/2008 |
|-------------------------------------|------------------|-----------------|-------------------|---------------|
| <b>Couverture du risque de taux</b> |                  |                 |                   |               |
| <u>Opérations de swap de taux</u>   |                  |                 |                   |               |
| Prêteurs                            | 1 281            | 3 385           |                   | <b>4 666</b>  |
| Emprunteurs                         | 1 281            | 3 385           |                   | <b>4 666</b>  |

| En millions d'euros                 | Inférieur à 1 an | de 1 an à 5 ans | Supérieur à 5 ans | Total 12/2007 |
|-------------------------------------|------------------|-----------------|-------------------|---------------|
| <b>Couverture du risque de taux</b> |                  |                 |                   |               |
| <u>Opérations de swap de taux</u>   |                  |                 |                   |               |
| Prêteurs                            | 2 669            | 4 570           |                   | <b>7 239</b>  |
| Emprunteurs                         | 2 669            | 4 570           |                   | <b>7 239</b>  |

**Variation de la réserve de réévaluation des instruments financiers de couvertures de flux de trésorerie**

| En millions d'euros                                | Couvertures de flux de trésorerie | Echéancier de transfert en résultat de la réserve de couverture de flux de trésorerie |              |           |
|--|-----------------------------------|---|--------------|-----------|
|  |                                   | < à 1 an  | de 1 à 5 ans | > à 5 ans |
| <b>Solde au 31 décembre 2006</b>                   | <b>25</b>                         | <b>16</b>   | <b>9</b>     |           |
| Variation de juste valeur en capitaux propres      | (19)                              |   |              |           |
| Transfert en résultat net d'impôt sur les sociétés | 12                                |   |              |           |
| <b>Solde au 31 décembre 2007</b>                   | <b>18</b>                         | <b>15</b>   | <b>3</b>     |           |
| Variation de juste valeur en capitaux propres      | (36)                              |   |              |           |
| Transfert en résultat net d'impôt sur les sociétés | 8                                 |   |              |           |
| <b>Solde au 31 décembre 2008</b>                   | <b>(10)</b>                       | <b>(10)</b>   |              |           |

Le tableau ci-dessus indique pour les couvertures de flux de trésorerie, les périodes au cours desquelles DIAC s'attend à ce que les flux de trésorerie interviennent et influent sur le résultat.

La variation de la réserve de couvertures de flux de trésorerie résulte d'une part de la variation de la juste valeur des instruments de couverture portée en capitaux propres, ainsi que du transfert en résultat de la période selon le même rythme que l'élément couvert.

**Note 3 : Prêts et créances sur les établissements de crédit**

| En millions d'euros   | 12/2008    | 12/2007    |
|---|------------|------------|
| <b>Créances à vue sur les établissements de crédit</b>                  | <b>283</b> | <b>171</b> |
| Comptes ordinaires débiteurs  | 282        | 171        |
| Créances rattachées   | 1          |            |
| <b>Créances à terme sur les établissements de crédit</b>                | <b>146</b> | <b>121</b> |
| Comptes et prêts à terme  | 144        | 119        |
| Créances rattachées   | 2          | 2          |
| <b>Total des prêts et créances sur les établissements de crédit (*)</b> | <b>429</b> | <b>292</b> |

(\*) Dont entreprises liées

276

158

Les créances à vue sont un élément constitutif du poste « Trésorerie et équivalents de trésorerie » figurant dans le tableau de flux de trésorerie.

**Note 4 : Opérations avec la clientèle et assimilées**

| En millions d'euros                                     | 12/2008      | 12/2007      |
|---|--------------|--------------|
| <b>Prêts et créances sur la clientèle</b>               | <b>7 764</b> | <b>8 178</b> |
| Opérations avec la clientèle                            | 4 740        | 5 359        |
| Opérations de location financière                       | 3 024        | 2 819        |
| <b>Total opérations avec la clientèle et assimilées</b> | <b>7 764</b> | <b>8 178</b> |

**4.1 - Opérations avec la clientèle**

| En millions d'euros  | 12/2008      | 12/2007      |
|--|--------------|--------------|
| <b>Créances sur la clientèle</b>                                 | <b>4 897</b> | <b>5 483</b> |
| Affacturage  | 377          | 338          |
| Autres créances commerciales                                     | 102          | 127          |
| Autres crédits à la clientèle                                    | 4 056        | 4 733        |
| Comptes ordinaires débiteurs                                     | 59           | 39           |
| Créances douteuses et compromises                                | 303          | 246          |
| <b>Créances rattachées sur clientèle</b>                         | <b>35</b>    | <b>34</b>    |
| Autres crédits à la clientèle                                    | 19           | 20           |
| Comptes ordinaires débiteurs                                     | 3            |              |
| Créances douteuses et compromises                                | 13           | 14           |
| <b>Eléments intégrés au coût amorti sur créances clientèle</b>   | <b>32</b>    | <b>36</b>    |
| Etalement des frais de dossiers et divers                        | (14)         | (11)         |
| Etalement de la participation reçue du constructeur ou du réseau | (25)         | (27)         |
| Etalement des rémunérations versées aux apporteurs d'affaires    | 71           | 74           |
| <b>Dépréciation des créances sur la clientèle</b>                | <b>(224)</b> | <b>(194)</b> |
| Dépréciation sur créances incidentées ou à risque                | (54)         | (50)         |
| Dépréciation des créances douteuses et compromises               | (170)        | (144)        |
| <b>Total net des créances sur la clientèle</b>                   | <b>4 740</b> | <b>5 359</b> |

Les opérations de titrisation, intervenues chez DIAC et Cogéra, n'ont pas eu pour conséquence de déconsolider l'encours cédé par ces sociétés. Les créances cédées, les intérêts courus qui y sont rattachés ainsi que les provisions afférentes figurent toujours à l'actif du bilan du groupe.

Les créances d'affacturage résultent de l'acquisition par le groupe de créances commerciales de Renault sur des entreprises localisées en Europe.

## 4.2 - Opérations de location financière

| En millions d'euros   | 12/2008      | 12/2007      |
|---|--------------|--------------|
| <b>Créances sur opérations de location financière</b>                         | <b>3 083</b> | <b>2 845</b> |
| Crédit-bail et location longue durée  | 2 986        | 2 789        |
| Créances douteuses et compromises   | 97           | 56           |
| <b>Créances rattachées sur opérations de location financière</b>              | <b>3</b>     | <b>7</b>     |
| Crédit-bail et location longue durée  | 2            | 4            |
| Créances douteuses et compromises   | 1            | 3            |
| <b>Eléments intégrés au coût amorti sur opérations de location financière</b> |              | <b>4</b>     |
| Etalement de la participation reçue du constructeur ou du réseau              | (33)         | (26)         |
| Etalement des rémunérations versées aux apporteurs d'affaires                 | 33           | 30           |
| <b>Dépréciation des créances sur opérations de location financière</b>        | <b>(62)</b>  | <b>(37)</b>  |
| Dépréciation sur créances incidentées ou à risque                             | (10)         | (8)          |
| Dépréciation des créances douteuses et compromises                            | (52)         | (29)         |
| <b>Total net des créances sur opérations de location financière</b>           | <b>3 024</b> | <b>2 819</b> |

## Rapprochement entre l'investissement brut dans les contrats de location financière à la date de clôture et la valeur actualisée des paiements minimaux à recevoir

| En millions d'euros   | < 1 an       | de 1 à 5 ans | > 5 ans  | Total 12/2008 |
|---|--------------|--------------|----------|---------------|
| Location financière - Investissement net  | 1 270        | 1 813        | 3        | <b>3 086</b>  |
| Location financière - Intérêts futurs à recevoir  | 82           | 42           |          | <b>124</b>    |
| <b>Location financière - Investissement brut</b>  | <b>1 352</b> | <b>1 855</b> | <b>3</b> | <b>3 210</b>  |
| Valeur résiduelle garantie revenant au groupe RCI   | 823          | 1 027        | 1        | <b>1 851</b>  |
| <i>Dont valeur résiduelle garantie par les parties liées</i>  | <i>390</i>   | <i>456</i>   | <i>1</i> | <b>847</b>    |
| Paiements minimaux à recevoir au titre de la location<br>(hors montants garantis par les parties liées en application d'IAS 17) | 962          | 1 399        | 2        | <b>2 363</b>  |

| En millions d'euros   | < 1 an       | de 1 à 5 ans | > 5 ans  | Total 12/2007 |
|---|--------------|--------------|----------|---------------|
| Location financière - Investissement net  | 1 240        | 1 613        | 3        | <b>2 856</b>  |
| Location financière - Intérêts futurs à recevoir  | 76           | 39           |          | <b>115</b>    |
| <b>Location financière - Investissement brut</b>  | <b>1 316</b> | <b>1 652</b> | <b>3</b> | <b>2 971</b>  |
| Valeur résiduelle garantie revenant au groupe RCI   | 517          | 606          | 1        | <b>1 124</b>  |
| <i>Dont valeur résiduelle garantie par les parties liées</i>  | <i>367</i>   | <i>428</i>   | <i>1</i> | <b>796</b>    |
| Paiements minimaux à recevoir au titre de la location<br>(hors montants garantis par les parties liées en application d'IAS 17) | 949          | 1 225        | 2        | <b>2 176</b>  |

### 4.3 - Exposition maximale au risque de crédit et indication sur la qualité des créances jugées saines par RCI

L'exposition consolidée maximale au risque de crédit s'établit à 9 557 millions d'euros au 31 décembre 2008. Cette exposition comprend principalement les encours nets de financement des ventes, débiteurs divers et produits dérivés actifs ainsi que les engagements de financement irrévocables présents au hors bilan consolidé de DIAC.

#### Montant des créances échues

| En millions d'euros              | 12/2008    | dont non dépréciées <sup>(1)</sup> | 12/2007    | dont non dépréciées <sup>(1)</sup> |
|----------------------------------|------------|------------------------------------|------------|------------------------------------|
| <b>Total des créances échues</b> | <b>198</b> | <b>4</b>                           | <b>145</b> | <b>4</b>                           |
| Depuis 0 à 3 mois                | 5          | 4                                  | 5          | 4                                  |
| Depuis 3 à 6 mois                | 23         |                                    | 24         |                                    |
| Depuis 6 mois à 1 an             | 24         |                                    | 24         |                                    |
| Depuis plus de 1 an              | 146        |                                    | 92         |                                    |

(1) Ne comprend que les créances de financement des ventes non dépréciées, soit totalement, soit partiellement sur une base individuelle.

(1) Ne comprend que les créances de financement des ventes non dépréciées, soit totalement, soit partiellement sur une base individuelle.

Les risques sur la qualité des crédits de la clientèle font l'objet d'une évaluation (par système de score) et d'un suivi par type de clientèle (Grand public, Entreprises et Réseaux). A la date de clôture des comptes, aucun élément ne remet en cause la qualité de crédit des créances de financement des ventes non échues et non dépréciées.

Par ailleurs, il n'existe pas de concentration de risques significative au sein de la clientèle du Financement des ventes.

Le montant des garanties détenues sur les créances douteuses ou incidentées est de 466 millions d'euros au 31 décembre 2008.

### Note 5 : Ventilation des opérations avec la clientèle par segment d'activité

| En millions d'euros                          | Grand public | Entreprises  | Réseau       | Autres     | Total 12/2008 |
|--|--------------|--------------|--------------|------------|---------------|
| <b>Valeur brute</b>                          | <b>4 014</b> | <b>2 202</b> | <b>1 666</b> | <b>168</b> | <b>8 050</b>  |
| Créances saines                              | 3 740        | 2 173        | 1 557        | 166        | 7 636         |
| Créances douteuses                           | 52           | 11           | 107          | 1          | 171           |
| Créances compromises                         | 222          | 18           | 2            | 1          | 243           |
| <b>Dépréciation sur base individuelle</b>    | <b>(193)</b> | <b>(17)</b>  | <b>(46)</b>  | <b>(2)</b> | <b>(258)</b>  |
| Dépréciation créances saines                 | (15)         | (1)          | (20)         |            | (36)          |
| Dépréciation créances douteuses              | (24)         | (7)          | (24)         | (1)        | (56)          |
| Dépréciation créances compromises            | (154)        | (9)          | (2)          | (1)        | (166)         |
| <b>Dépréciation collectives sectorielles</b> | <b>(3)</b>   | <b>(6)</b>   | <b>(19)</b>  |            | <b>(28)</b>   |
| Dépréciation des créances                    | (3)          | (6)          | (19)         |            | (28)          |
| <b>Total des valeurs nettes (*)</b>          | <b>3 818</b> | <b>2 179</b> | <b>1 601</b> | <b>166</b> | <b>7 764</b>  |

(\*) Dont entreprises liées (Hors participations reçues et rémunérations versées)

1 256 39 296

| En millions d'euros                          | Grand public | Entreprises  | Réseau       | Autres     | Total 12/2007 |
|--|--------------|--------------|--------------|------------|---------------|
| <b>Valeur brute</b>                          | <b>3 975</b> | <b>2 075</b> | <b>2 187</b> | <b>172</b> | <b>8 409</b>  |
| Créances saines                              | 3 762        | 2 050        | 2 111        | 169        | 8 092         |
| Créances douteuses                           | 75           | 12           | 73           | 2          | 162           |
| Créances compromises                         | 138          | 13           | 3            | 1          | 155           |
| <b>Dépréciation sur base individuelle</b>    | <b>(154)</b> | <b>(16)</b>  | <b>(36)</b>  | <b>(3)</b> | <b>(209)</b>  |
| Dépréciation créances saines                 | (15)         | (1)          | (20)         |            | (36)          |
| Dépréciation créances douteuses              | (47)         | (4)          | (13)         | (2)        | (66)          |
| Dépréciation créances compromises            | (92)         | (11)         | (3)          | (1)        | (107)         |
| <b>Dépréciation collectives sectorielles</b> | <b>(1)</b>   | <b>(5)</b>   | <b>(16)</b>  |            | <b>(22)</b>   |
| Dépréciation des créances                    | (1)          | (5)          | (16)         |            | (22)          |
| <b>Total des valeurs nettes (*)</b>          | <b>3 820</b> | <b>2 054</b> | <b>2 135</b> | <b>169</b> | <b>8 178</b>  |

(\*) Dont entreprises liées (Hors participations reçues et rémunérations versées)

2 506 19 527

L'information sectorielle est détaillée en note 1.

Hormis le groupe Renault, le Groupe DIAC n'a pas d'engagement de crédit sur des contreparties représentant un montant supérieur à 10% de ses fonds propres.

## Note 6 : Comptes de régularisation et actifs divers

| En millions d'euros   | 12/2008    | 12/2007    |
|---|------------|------------|
| <b>Créances d'impôts et taxes fiscales</b>                      | <b>85</b>  | <b>39</b>  |
| Créances d'impôts courants                                      | 5          | 1          |
| Créances d'impôts différés                                      | 20         | 15         |
| Créances fiscales hors impôts courants                          | 60         | 23         |
| <b>Comptes de régularisation et actifs divers</b>               | <b>124</b> | <b>102</b> |
| Autres débiteurs divers   | 57         | 55         |
| Comptes de régularisation actif                                 | 12         | 6          |
| Valeurs reçues à l'encaissement                                 | 55         | 41         |
| <b>Total des comptes de régularisation et actifs divers (*)</b> | <b>209</b> | <b>141</b> |

(\*) Dont entreprises liées

53 66

Les actifs d'impôts différés sont analysés en note 24.

**Note 7 : Immobilisations corporelles et incorporelles**

| En millions d'euros   | 12/2008   | 12/2007   |
|---|-----------|-----------|
| <b>Valeur nette des immobilisations incorporelles</b>             | <b>1</b>  | <b>2</b>  |
| Valeur brute  | 15        | 15        |
| Amortissements et provisions                                      | (14)      | (13)      |
| <b>Valeur nette des immobilisations corporelles</b>               | <b>19</b> | <b>20</b> |
| Valeur brute  | 65        | 63        |
| Amortissements et provisions                                      | (46)      | (43)      |
| <b>Total net des immobilisations corporelles et incorporelles</b> | <b>20</b> | <b>22</b> |

**Note 8 : Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle ou représentées par un titre****8.1 - Ventilation des dettes par méthode d'évaluation**

| En millions d'euros                        | 12/2008      | 12/2007      |
|--|--------------|--------------|
| <b>Dettes évaluées au coût amorti</b>      | <b>7 118</b> | <b>7 510</b> |
| Dettes envers les établissements de crédit | 3 466        | 3 164        |
| Dettes envers la clientèle                 | 490          | 466          |
| Dettes représentées par un titre           | 3 162        | 3 880        |
| <b>Total des dettes financières</b>        | <b>7 118</b> | <b>7 510</b> |

**8.2 - Dettes envers les établissements de crédit**

| En millions d'euros   | 12/2008      | 12/2007      |
|---|--------------|--------------|
| <b>Dettes à vue envers les établissements de crédit</b>         | <b>952</b>   | <b>1 291</b> |
| Comptes ordinaires créditeurs                                   | 933          | 1 273        |
| Autres sommes dues  | 15           | 12           |
| Dettes rattachées   | 4            | 6            |
| <b>Dettes à terme envers les établissements de crédit</b>       | <b>2 514</b> | <b>1 873</b> |
| Comptes et emprunts à terme                                     | 2 482        | 1 861        |
| Dettes rattachées   | 32           | 12           |
| <b>Total des dettes envers les établissements de crédit (*)</b> | <b>3 466</b> | <b>3 164</b> |

(\*) Dont entreprises liées

3 362

3 059

Les dettes à vue sont un élément constitutif du poste « Trésorerie et équivalents de trésorerie » figurant dans le tableau de flux de trésorerie.



**8.3 - Dettes envers la clientèle**

| En millions d'euros   | 12/2008    | 12/2007    |
|---|------------|------------|
| <b>Comptes créditeurs de la clientèle</b>                     | <b>484</b> | <b>455</b> |
| Comptes ordinaires créditeurs                                 | 34         | 5          |
| Comptes créditeurs à terme                                    | 450        | 450        |
| <b>Autres sommes dues à la clientèle et dettes rattachées</b> | <b>6</b>   | <b>11</b>  |
| Autres sommes dues à la clientèle                             | 4          | 9          |
| Dettes rattachées sur comptes créditeurs à vue                | 1          | 1          |
| Dettes rattachées sur comptes créditeurs à terme              | 1          | 1          |
| <b>Total des dettes envers la clientèle (*)</b>               | <b>490</b> | <b>466</b> |
| <i>(*) Dont entreprises liées (1)</i>                         | <i>451</i> | <i>451</i> |

(1) Cogera, une filiale du groupe DIAC, a contracté un emprunt à recours limité auprès de Renault SAS pour un montant de 450 millions d'euros, assorti d'un nantissement de la créance de Renault SAS en faveur de Cogera. Cette opération a été réalisée afin d'obtenir un refinancement des prêts consentis à Renault Retail Groupe, filiale commerciale du groupe Renault en France, et de réduire les engagements de Cogera sur le groupe Renault. Les créances RRG sont maintenues à l'actif du bilan à leur poste d'origine.

**8.4 - Dettes représentées par un titre**

| En millions d'euros   | 12/2008      | 12/2007      |
|---|--------------|--------------|
| <b>Titres de créances négociables (1)</b>                     | <b>451</b>   | <b>859</b>   |
| Certificat de dépôts  | 245          | 776          |
| BMTN et assimilés   | 201          | 79           |
| Dettes rattachées sur titres de créances négociables          | 5            | 4            |
| <b>Autres dettes représentées par un titre (2)</b>            | <b>2 711</b> | <b>3 021</b> |
| Autres dettes représentées par un titre                       | 2 710        | 3 018        |
| Dettes rattachées sur autres dettes représentées par un titre | 1            | 3            |
| <b>Total des dettes représentées par un titre (*)</b>         | <b>3 162</b> | <b>3 880</b> |
| <i>(*) Dont entreprises liées</i>                             | <i>300</i>   | <i>609</i>   |

(1) Les certificats de dépôts, les billets de trésorerie, papiers commerciaux sont émis par DIAC.

(2) Les autres dettes représentées par un titre correspondent principalement aux titres émis par les véhicules de titrisation créés pour les besoins des opérations de titrisation française (Diac et Cogera).

**8.5 - Ventilation des dettes par échéances**

La ventilation des dettes par échéance est exposée en note 14.

## 8.6 - Ventilation de l'endettement par taux avant dérivés

| En millions d'euros                     | 12/2008      |              |              |         | 12/2007      |            |              |         |
|---|--------------|--------------|--------------|---------|--------------|------------|--------------|---------|
|   | Variable     | Fixe         | Total        | TIE (*) | Variable     | Fixe       | Total        | TIE (*) |
| Dettes sur les établissements de crédit | 1 948        | 1 518        | <b>3 466</b> | 3,02%   | 2 774        | 390        | <b>3 164</b> | 4,30%   |
| Dettes envers la clientèle              | 463          | 27           | <b>490</b>   | 2,89%   | 452          | 14         | <b>466</b>   | 4,80%   |
| Titres de créances négociables          | 170          | 281          | <b>451</b>   | 4,71%   | 446          | 413        | <b>859</b>   | 4,59%   |
| Autres dettes représentées par un titre | 2 713        | (2)          | <b>2 711</b> | 4,12%   | 3 023        | (2)        | <b>3 021</b> | 4,51%   |
| <b>Total de l'endettement par taux</b>  | <b>5 294</b> | <b>1 824</b> | <b>7 118</b> |         | <b>6 695</b> | <b>815</b> | <b>7 510</b> |         |

(\*) Taux d'intérêt effectif moyen pondéré

La majorité des passifs à taux révisable ont une période de fixation maximale de 3 mois

## Note 9 : Titrisation

| En millions d'euros                     | TITRISATION - Opérations publiques  |   |
|---|---|---|
|   | DIAC SA   | COGERA SA                                 |
| Entités cédantes                        | France  | France                                    |
| Pays                                    | France  | France                                    |
| Date de début                           | octobre 2006  | janvier 2005                              |
| Durée maximale des fonds                | octobre 2020  | janvier 2012                              |
| Véhicule d'émission                     | Cars Alliance Auto Loans France FCC   | FCC Alliance DFP France                   |
| Montant des créances cédées à l'origine | 2 323,0   | 1 372,0                                   |
| Nature des créances cédées              | Crédits automobiles à la clientèle  | Créances concessionnaires indépendants    |
| Créances cédées au 31/12/08             | 1 894,0   | 1 370,0                                   |
| Réhaussement de crédit au 31/12/08      | Cash reserve pour 0,10% soit 2,3 Meur<br>Sur-collatéralisation en créance de 4,5% | Sur-collatéralisation en créances de 4,5% |
| Véhicule d'émission                     | Cars Alliance Auto Loans France FCC   | Cars Alliance Funding PLC Irlande         |
| Emissions publiques                     | Class A   | Séries 2005-1 Class A                     |
| Moyen terme                             | Notation AAA  | Notation AAA                              |
| Encours au 31/12/2008                   | 1 467,5   | 814,0                                     |
|   | Class B   | Séries 2005-1 Class B                     |
|   | Notation A  | Notation A                                |
|   | 94,3  | 36,0                                      |
| Placements privés listés                | Class R   | Séries 2005-2 Class A                     |
| Cout terme                              | Notation AAA  | Notation AAA                              |
| Titres émis au 31/12/2008               | 11,9  | 50,0                                      |

Le groupe DIAC a procédé à plusieurs opérations de titrisation portant sur des créances sur le réseau de distribution ou sur des crédits à la clientèle finale, par l'intermédiaire de véhicules ad hoc.

Ces opérations de titrisation n'ont pas eu pour conséquence la décomptabilisation des créances cédées, la totalité du risque étant conservé par le Groupe. Un passif de 2 711 millions a été comptabilisé en Autres dettes représentées par un titre correspondant aux titres émis lors de ces opérations de titrisation. La différence entre le montant des créances cédées et le montant du passif cité précédemment correspond au rehaussement de crédit nécessaire à ces opérations ainsi qu'à la quote-part des titres conservés par DIAC, constituant une réserve de liquidité.

En application des règles de consolidation, les parts résiduelles et parts court terme éventuellement souscrites par DIAC sont éliminées dans les comptes consolidés.

L'ensemble des créances titrisées, y compris les intérêts courus non échus, a été maintenu à l'actif du bilan.

### Note 10 : Comptes de régularisation et passifs divers

| En millions d'euros  | 12/2008    | 12/2007    |
|--|------------|------------|
| <b>Dettes d'impôts et taxes fiscales</b>                         | <b>170</b> | <b>160</b> |
| Dettes d'impôts courants   | 7          | 3          |
| Dettes d'impôts différés   | 156        | 148        |
| Dettes fiscales hors impôts courants                             | 7          | 9          |
| <b>Comptes de régularisation et passifs divers</b>               | <b>370</b> | <b>311</b> |
| Dettes sociales  | 33         | 30         |
| Autres créditeurs divers   | 192        | 191        |
| Comptes de régularisation passif                                 | 99         | 90         |
| Comptes d'encaissement   | 46         |            |
| <b>Total des comptes de régularisation et passifs divers (*)</b> | <b>540</b> | <b>471</b> |
| <i>(*) Dont entreprises liées</i>                                | 66         | 75         |

Les passifs d'impôts différés sont analysés en note 24.

### Note 11 : Provisions

| En millions d'euros                                 | 12/2007   | Dotations | Reprises   |               | Autres (*)<br>variations | 12/2008   |
|---|-----------|-----------|------------|---------------|--------------------------|-----------|
|   |           |           | Utilisées  | Non utilisées |                          |           |
| <b>Provisions sur opérations bancaires</b>          | <b>13</b> | <b>2</b>  | <b>(1)</b> | <b>(3)</b>    | <b>1</b>                 | <b>12</b> |
| Provisions pour risques de litiges                  | 2         |           |            | (1)           |                          | 1         |
| Autres provisions                                   | 11        | 2         | (1)        | (2)           | 1                        | 11        |
| <b>Provisions sur opérations non bancaires</b>      | <b>52</b> | <b>7</b>  | <b>(5)</b> | <b>(11)</b>   | <b>(1)</b>               | <b>42</b> |
| Provisions pour engagements de retraite et ass.     | 20        | 2         | (1)        |               | (1)                      | 20        |
| Provisions pour risques fiscaux et litiges          | 26        | 4         | (1)        | (9)           | 1                        | 21        |
| Autres provisions                                   | 6         | 1         | (3)        | (2)           | (1)                      | 1         |
| <b>Total des provisions pour risques et charges</b> | <b>65</b> | <b>9</b>  | <b>(6)</b> | <b>(14)</b>   |                          | <b>54</b> |

(\*) Autres variations = Reclassement, effet des variations de change, effet de la variation du périmètre

Chacun des litiges connus dans lesquels DIAC ou des sociétés du Groupe sont impliqués fait l'objet d'un examen à la date d'arrêté des comptes. Après avis des conseils juridiques, les provisions jugées nécessaires sont, le cas échéant, constituées pour couvrir les risques estimés.

Les sociétés du groupe font périodiquement l'objet de contrôles fiscaux. Les rappels d'impôts et taxes acceptés sont comptabilisés par voie de provisions. Les rappels contestés sont pris en compte, au cas par cas, selon des estimations intégrant le risque que le bien-fondé des actions et recours engagés puisse ne pas prévaloir.

#### Provisions pour engagements de retraite et assimilés

| Principales hypothèses actuarielles retenues | 12/2008 | 12/2007 |
|--|---------|---------|
| Age de départ à la retraite                  | 65 ans  | 65 ans  |
| Evolution des salaires                       | 3,70%   | 4,00%   |
| Taux d'actualisation financière              | 5,30%   | 5,38%   |
| Taux de départ                               | 4,95%   | 4,68%   |

#### Variation des provisions pour engagements de retraite au cours de l'exercice

| En millions d'euros                          | Valeur actuarielle des engagements | Valeur actuarielle des fonds investis | Engagements nets des fonds investis | Ecarts actuariels non comptabilisés | Provision au bilan |
|--|------------------------------------|---------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|--------------------|
| <b>Solde au 31 décembre 2006</b>             | <b>20</b>                          |                                       | <b>20</b>                           | <b>(2)</b>                          | <b>18</b>          |
| Charge nette de l'exercice 2007              | 2                                  |                                       | 2                                   |                                     | 2                  |
| Prestations et contributions payées au fonds | (1)                                |                                       | (1)                                 |                                     | (1)                |
| Ecarts actuariels                            | (1)                                |                                       | (1)                                 | 2                                   | 1                  |
| <b>Solde au 31 décembre 2007</b>             | <b>20</b>                          |                                       | <b>20</b>                           |                                     | <b>20</b>          |
| Charge nette de l'exercice 2008              | 1                                  |                                       | 1                                   |                                     | 1                  |
| Prestations et contributions payées au fonds | (1)                                |                                       | (1)                                 |                                     | (1)                |
| <b>Solde au 31 décembre 2008</b>             | <b>20</b>                          |                                       | <b>20</b>                           |                                     | <b>20</b>          |

#### Montants comptabilisés au compte de résultat au titre des engagements de retraite

| En millions d'euros                 | 12/2008  | 12/2007  |
|-------------------------------------|----------|----------|
| Coût des services rendus            |          | 1        |
| Coût de la désactualisation         | 1        | 1        |
| <b>Charges nettes de l'exercice</b> | <b>1</b> | <b>2</b> |

**Note 12 : Dépréciations et provisions constituées en couverture d'un risque de contrepartie**

| En millions d'euros                                  | 12/2007    | Dotations  | Reprises     |               | Autres <sup>(*)</sup><br>variations | 12/2008    |
|--|------------|------------|--------------|---------------|-------------------------------------|------------|
|  |            |            | Utilisées    | Non utilisées |                                     |            |
| <b>Dépréciations de l'actif</b>                      | <b>231</b> | <b>276</b> | <b>(175)</b> | <b>(45)</b>   |                                     | <b>287</b> |
| Opérations avec la clientèle                         | 231        | 276        | (175)        | (45)          |                                     | 287        |
| <b>Provisions inscrites au passif</b>                | <b>5</b>   | <b>1</b>   |              | <b>(2)</b>    |                                     | <b>4</b>   |
| Autres couvertures d'un risque de contrepartie       | 5          | 1          |              | (2)           |                                     | 4          |
| <b>Total couverture des risques de contreparties</b> | <b>236</b> | <b>277</b> | <b>(175)</b> | <b>(47)</b>   |                                     | <b>291</b> |

(\*) Autres variations = Reclassement, effet des variations de change, effet de la variation du périmètre

La ventilation par marché des dépréciations de l'actif liées aux opérations avec la clientèle est présentée en note 5.

**Note 13 : Dettes subordonnées**

| En millions d'euros                      | 12/2008  | 12/2007   |
|--|----------|-----------|
| <b>Dettes évaluées à la juste valeur</b> | <b>8</b> | <b>19</b> |
| Titres participatifs                     | 8        | 19        |
| <b>Total des dettes subordonnées</b>     | <b>8</b> | <b>19</b> |

Les titres participatifs ont été émis en 1985 par DIAC SA.

La rémunération des titres participatifs émis en 1985 par DIAC comprend une partie fixe égale au TAM (Taux annuel monétaire) et une partie variable obtenue en appliquant à 40 % du TAM le taux de progression du résultat net consolidé du groupe DIAC de l'exercice par rapport à celui de l'exercice précédent.

**Note 14 : Ventilation des actifs et passifs financiers par durée restant à courir**

| En millions d'euros                                | < 3 mois     | de 3 à 12 mois | de 1 à 5 ans | > 5 ans   | Total 12/2008 |
|--|--------------|----------------|--------------|-----------|---------------|
| <b>Actifs financiers</b>                           | <b>2 740</b> | <b>2 088</b>   | <b>3 349</b> | <b>19</b> | <b>8 196</b>  |
| Instruments dérivés                                | 3            |                |              |           | 3             |
| Prêts et créances sur les établissements de crédit | 300          | 15             | 114          |           | 429           |
| Prêts et créances sur la clientèle                 | 2 437        | 2 073          | 3 235        | 19        | 7 764         |
| <b>Passifs financiers</b>                          | <b>1 541</b> | <b>965</b>     | <b>4 670</b> | <b>8</b>  | <b>7 184</b>  |
| Instruments dérivés                                | 58           |                |              |           | 58            |
| Dettes envers les établissements de crédit         | 1 044        | 462            | 1 960        |           | 3 466         |
| Dettes envers la clientèle                         | 40           | 450            |              |           | 490           |
| Dettes représentées par un titre                   | 399          | 53             | 2 710        |           | 3 162         |
| Dettes subordonnées                                |              |                |              | 8         | 8             |

| En millions d'euros                                | < 3 mois     | de 3 à 12 mois | de 1 à 5 ans | > 5 ans   | Total 12/2007 |
|--|--------------|----------------|--------------|-----------|---------------|
| <b>Actifs financiers</b>                           | <b>2 986</b> | <b>2 175</b>   | <b>3 323</b> | <b>17</b> | <b>8 501</b>  |
| Instruments dérivés                                | 31           |                |              |           | 31            |
| Prêts et créances sur les établissements de crédit | 192          | 29             | 71           |           | 292           |
| Prêts et créances sur la clientèle                 | 2 763        | 2 146          | 3 252        | 17        | 8 178         |
| <b>Passifs financiers</b>                          | <b>3 025</b> | <b>753</b>     | <b>3 758</b> | <b>19</b> | <b>7 555</b>  |
| Instruments dérivés                                | 26           |                |              |           | 26            |
| Dettes envers les établissements de crédit         | 1 846        | 229            | 1 089        |           | 3 164         |
| Dettes envers la clientèle                         | 16           | 450            |              |           | 466           |
| Dettes représentées par un titre                   | 1 137        | 74             | 2 669        |           | 3 880         |
| Dettes subordonnées                                |              |                |              | 19        | 19            |

**Note 15 : Ventilation des flux futurs contractuels par échéance**

| En millions d'euros                        | < 3 mois     | de 3 à 12 mois | de 1 à 5 ans | > 5 ans   | Total 12/2008 |
|--|--------------|----------------|--------------|-----------|---------------|
| <b>Passifs financiers</b>                  | <b>1 450</b> | <b>1 046</b>   | <b>4 767</b> | <b>10</b> | <b>7 273</b>  |
| Instruments dérivés                        | 40           |                |              |           | 40            |
| Dettes envers les établissements de crédit | 1 008        | 462            | 1 960        |           | 3 430         |
| Dettes envers la clientèle                 | 38           | 450            |              |           | 488           |
| Dettes représentées par un titre           | 349          | 53             | 2 710        |           | 3 112         |
| Dettes subordonnées                        |              |                |              | 10        | 10            |
| Intérêts futurs à payer                    | 15           | 81             | 97           |           | 193           |

| En millions d'euros                        | < 3 mois     | de 3 à 12 mois | de 1 à 5 ans | > 5 ans   | Total 12/2007 |
|--|--------------|----------------|--------------|-----------|---------------|
| <b>Passifs financiers</b>                  | <b>3 038</b> | <b>777</b>     | <b>3 769</b> | <b>35</b> | <b>7 619</b>  |
| Instruments dérivés                        | 26           |                |              |           | 26            |
| Dettes envers les établissements de crédit | 1 846        | 229            | 1 089        |           | 3 164         |
| Dettes envers la clientèle                 | 16           | 450            |              |           | 466           |
| Dettes représentées par un titre           | 1 137        | 74             | 2 669        |           | 3 880         |
| Dettes subordonnées                        |              |                |              | 19        | 19            |
| Intérêts futurs à payer                    | 13           | 24             | 11           | 16        | 64            |

La somme des flux futurs contractuels n'est pas égale aux valeurs bilancielle notamment en raison de la prise en compte des intérêts futurs contractuels et des coupons de swaps non actualisés.

Pour les dérivés passifs, les flux contractuels correspondent aux montants à décaisser.

Pour les autres passifs financiers non dérivés, les flux contractuels correspondent au remboursement du nominal et au paiement des intérêts.

Pour les instruments financiers à taux variable, les intérêts ont été estimés sur la base du taux d'intérêt en vigueur au 31 décembre.

**Note 16 : Juste Valeur des actifs et passifs financiers (en application d'IAS 32)**

| En millions d'euros                                | 12/2008            |                   |                      | 12/2007            |                   |                      |
|--|--------------------|-------------------|----------------------|--------------------|-------------------|----------------------|
|  | VNC <sup>(*)</sup> | JV <sup>(*)</sup> | Ecart <sup>(*)</sup> | VNC <sup>(*)</sup> | JV <sup>(*)</sup> | Ecart <sup>(*)</sup> |
| <b>Actifs financiers</b>                           | <b>8 196</b>       | <b>8 083</b>      | <b>(113)</b>         | <b>8 501</b>       | <b>8 471</b>      | <b>(30)</b>          |
| Instruments dérivés                                | 3                  | 3                 |                      | 31                 | 31                |                      |
| Prêts et créances sur les établissements de crédit | 429                | 429               |                      | 292                | 292               |                      |
| Prêts et créances sur la clientèle                 | 7 764              | 7 651             | (113)                | 8 178              | 8 148             | (30)                 |
| <b>Passifs financier</b>                           | <b>7 184</b>       | <b>7 072</b>      | <b>112</b>           | <b>7 555</b>       | <b>7 553</b>      | <b>2</b>             |
| Instruments dérivés                                | 58                 | 58                |                      | 26                 | 26                |                      |
| Dettes envers les établissements de crédit         | 3 466              | 3 466             |                      | 3 164              | 3 163             | 1                    |
| Dettes envers la clientèle                         | 490                | 490               |                      | 466                | 466               |                      |
| Dettes représentées par un titre                   | 3 162              | 3 050             | 112                  | 3 880              | 3 879             | 1                    |
| Dettes subordonnées                                | 8                  | 8                 |                      | 19                 | 19                |                      |

(\*) VNC : Valeur nette comptable - JV : Juste valeur - Ecart : Gains ou pertes latents

**Hypothèses et méthodes retenues :**

Les justes valeurs estimées ont été déterminées en utilisant les informations disponibles sur les marchés et les méthodes d'évaluation appropriées selon les types d'instruments. Toutefois, les méthodes et hypothèses retenues sont par nature théoriques, et une part importante de jugement intervient dans l'interprétation des données du marché. L'utilisation d'hypothèses différentes et/ou de méthodes d'évaluation différentes pourrait avoir un effet significatif sur les valeurs estimées.

Les justes valeurs ont été déterminées sur la base des informations disponibles à la date de clôture de chaque exercice, et ne prennent donc pas en compte l'effet des variations ultérieures.

En règle générale, quand l'instrument financier est coté sur un marché actif et liquide, le dernier cours coté est utilisé pour calculer la valeur de marché. Pour les instruments non cotés, la valeur de marché est déterminée à partir de modèles de valorisation reconnus qui utilisent des paramètres de marché observables. Si DIAC ne dispose pas des outils de valorisation, notamment pour les produits complexes, les valorisations sont obtenues auprès d'établissements financiers de premier plan.

Les principales hypothèses et méthodes d'évaluation retenues sont :

**- Actifs financiers**

Les prêts à taux fixe ont été estimés en actualisant les flux futurs aux taux proposés à DIAC au 31 décembre 2008 et au 31 décembre 2007 pour des prêts de conditions et échéances similaires.

**- Créances à la clientèle**

Les créances de financement des ventes ont été estimées en actualisant les flux futurs au taux auquel des prêts similaires (conditions, échéance et qualité du débiteur) seraient accordés au 31 décembre 2008 et au 31 décembre 2007.

Les créances à la clientèle qui ont une durée de vie inférieure à un an ne sont pas actualisées, leur juste valeur ne présentant pas d'écart significatif avec la valeur nette comptable.



- *Passifs financiers*

La juste valeur des passifs financiers a été déterminée par l'actualisation des flux futurs aux taux proposés à DIAC au 31 décembre 2008 et 31 décembre 2007 pour des emprunts de conditions et échéances similaires. Les flux prévisionnels sont donc actualisés selon une courbe de taux zéro-coupon, incluant le spread de DIAC.

**Note 17 : Engagements donnés**

| En millions d'euros                   | 12/2008      | 12/2007    |
|---------------------------------------|--------------|------------|
| <b>Engagements de financement</b>     | <b>1 173</b> | <b>936</b> |
| Engagements en faveur de la clientèle | 1 173        | 936        |
| <b>Engagements sur titres</b>         |              | <b>44</b>  |
| Autres titres à livrer                |              | 44         |
| <b>Total des engagements donnés</b>   | <b>1 173</b> | <b>980</b> |

**Note 18 : Engagements reçus**

| En millions d'euros                          | 12/2008      | 12/2007      |
|--|--------------|--------------|
| <b>Engagements de financement</b>            | <b>1 269</b> | <b>1 251</b> |
| Engagements reçus d'établissements de crédit | 1 268        | 1 251        |
| Engagements reçus de la clientèle            | 1            |              |
| <b>Engagements de garantie</b>               | <b>2 937</b> | <b>2 157</b> |
| Engagements reçus d'établissements de crédit | 90           | 63           |
| Engagements reçus de la clientèle            | 995          | 970          |
| Engagements de reprise reçus                 | 1 852        | 1 124        |
| <b>Total des engagements reçus (*)</b>       | <b>4 206</b> | <b>3 408</b> |
| <i>(*) Dont entreprises liées</i>            | <i>2 653</i> | <i>2 554</i> |

**Note 19 : Intérêts et produits assimilés**

| En millions d'euros  | 12/2008     | 12/2007     |
|--|-------------|-------------|
| <b>Intérêts et produits assimilés</b>                                      | <b>689</b>  | <b>648</b>  |
| Opérations avec les établissements de crédit                               | 10          | 8           |
| Opérations avec la clientèle   | 401         | 384         |
| Opérations de location financière  | 256         | 225         |
| Intérêts courus et échus des instruments de couverture                     | 14          | 23          |
| Intérêts courus et échus des instruments financiers disponibles à la vente | 8           | 8           |
| <b>Etalement des rémunérations versées aux apporteurs d'affaires</b>       | <b>(81)</b> | <b>(77)</b> |
| Opérations avec la clientèle   | (56)        | (54)        |
| Opérations de location financière  | (25)        | (23)        |
| <b>Total des intérêts et produits assimilés (*)</b>                        | <b>608</b>  | <b>571</b>  |
| <i>(*) Dont entreprises liées</i>  | <i>117</i>  | <i>99</i>   |

La titrisation des créances Diac et Cogéra n'ayant pas fait l'objet d'une déconsolidation, les intérêts relatifs aux créances cédées au travers de ces opérations figurent toujours en intérêts et produits sur opérations avec la clientèle.

**Note 20 : Intérêts et charges assimilées**

| En millions d'euros                                    | 12/2008      | 12/2007      |
|--|--------------|--------------|
| Opérations avec les établissements de crédit           | (157)        | (129)        |
| Opérations avec la clientèle                           | (23)         | (20)         |
| Opérations de location financière                      |              | (1)          |
| Intérêts courus et échus des instruments de couverture | (25)         | (14)         |
| Charges sur dettes représentées par un titre           | (172)        | (153)        |
| Autres intérêts et charges assimilées                  |              | (1)          |
| <b>Total des intérêts et charges assimilées (*)</b>    | <b>(377)</b> | <b>(318)</b> |
| <i>(*) Dont entreprises liées</i>                      | <i>(219)</i> | <i>(143)</i> |

**Note 21 : Produits (charges) nets des autres activités**

| En millions d'euros  | 12/2008      | 12/2007      |
|--|--------------|--------------|
| <b>Autres produits d'exploitation bancaire</b>                     | <b>326</b>   | <b>288</b>   |
| Prestations accessoires aux contrats de financement                | 241          | 173          |
| Produits des activités de services                                 | 40           | 76           |
| Produits liés aux fins de contrats de location non-douteux         | 34           | 30           |
| <i>dont reprise de dépréciation des valeurs résiduelles</i>        | <i>4</i>     |              |
| Autres produits d'exploitation bancaire                            | 11           | 9            |
| <i>dont reprise de provisions pour risques bancaires</i>           | <i>5</i>     | <i>2</i>     |
| <b>Autres charges d'exploitation bancaire</b>                      | <b>(226)</b> | <b>(197)</b> |
| Coûts des prestations accessoires aux contrats de financements     | (133)        | (113)        |
| Coûts des activités de services                                    | (34)         | (33)         |
| Charges liées aux fins de contrats de location non-douteux         | (34)         | (29)         |
| <i>dont dotation de dépréciation des valeurs résiduelles</i>       | <i>(4)</i>   |              |
| Coûts de distribution non assimilables à des intérêts              | (21)         | (15)         |
| Autres charges d'exploitation bancaire                             | (4)          | (7)          |
| <i>dont dotation aux provisions pour risques bancaires</i>         | <i>(2)</i>   | <i>(2)</i>   |
| <b>Autres produits et charges d'exploitation non bancaire</b>      | <b>7</b>     | <b>(2)</b>   |
| Autres produits d'exploitation non bancaire                        | 14           | 7            |
| Autres charges d'exploitation non bancaire                         | (7)          | (9)          |
| <b>Total des produits et charges nets des autres activités (*)</b> | <b>107</b>   | <b>89</b>    |

(\*) Dont entreprises liées

(1)

(3)

Les prestations et les coûts des prestations accessoires aux contrats de financement ainsi que les produits et les coûts des activités de services se rapportent principalement à des prestations d'assurance et d'entretien.

**Note 22 : Charges générales d'exploitation et des effectifs**

| En millions d'euros                                   | 12/2008      | 12/2007      |
|---|--------------|--------------|
| <b>Frais de personnel</b>                             | <b>(85)</b>  | <b>(86)</b>  |
| Rémunération du personnel                             | (47)         | (45)         |
| Charges de retraites et assimilées                    | (8)          | (7)          |
| Autres charges sociales                               | (26)         | (28)         |
| Autres charges de personnel                           | (4)          | (6)          |
| <b>Autres frais administratifs</b>                    | <b>(23)</b>  | <b>(62)</b>  |
| Impôts et taxes hors IS                               | 7            | (15)         |
| Loyers  | (6)          | (7)          |
| Autres frais administratifs                           | (24)         | (40)         |
| <b>Total des charges générales d'exploitation (*)</b> | <b>(108)</b> | <b>(148)</b> |

(\*) Dont entreprises liées

48

46

| Effectif moyen en nombre           | 12/2008      | 12/2007      |
|------------------------------------|--------------|--------------|
| Financements et services en France | 1 373        | 1 373        |
| <b>Total</b>                       | <b>1 373</b> | <b>1 373</b> |

### Note 23 : Coût du risque par catégorie de clientèle

| En millions d'euros                                | 12/2008     | 12/2007     |
|--|-------------|-------------|
| <b>Coût du risque sur financement Grand Public</b> | <b>(24)</b> | <b>(19)</b> |
| Dotations pour dépréciation                        | (226)       | (36)        |
| Reprises de dépréciation                           | 181         | 31          |
| Pertes sur créances irrécouvrables                 | 17          | (18)        |
| Récupérations sur créances amorties                | 4           | 4           |
| <b>Coût du risque sur financement Entreprises</b>  | <b>(6)</b>  | <b>(2)</b>  |
| Dotations pour dépréciation                        | (6)         | (6)         |
| Reprises de dépréciation                           | 4           | 8           |
| Pertes sur créances irrécouvrables                 | (4)         | (4)         |
| <b>Coût du risque sur financement des Réseaux</b>  | <b>(13)</b> | <b>(2)</b>  |
| Dotations pour dépréciation                        | (29)        | (27)        |
| Reprises de dépréciation                           | 16          | 25          |
| <b>Coût du risque sur autres activités</b>         | <b>2</b>    | <b>(1)</b>  |
| Variation des dépréciations des autres créances    | 2           | (1)         |
| <b>Total du coût du risque</b>                     | <b>(41)</b> | <b>(24)</b> |

Ce poste comprend le montant net des dotations (reprises) pour dépréciation, les pertes sur créances irrécouvrables, ainsi que les récupérations sur créances amorties.

### Note 24 : Impôts sur les bénéfices

| En millions d'euros                                  | 12/2008     | 12/2007     |
|--|-------------|-------------|
| <b>Impôts exigibles</b>                              | <b>(48)</b> | <b>(47)</b> |
| Impôts courants sur les bénéfices                    | (48)        | (47)        |
| <b>Impôts différés</b>                               | <b>(18)</b> | <b>(10)</b> |
| Impôts différés                                      | (18)        | (10)        |
| <b>Total de la charge d'impôts sur les bénéfices</b> | <b>(66)</b> | <b>(57)</b> |

La charge d'impôt courant est égale aux montants d'impôts sur les bénéfices dus aux administrations fiscales au titre de l'exercice.

Certaines différences entre les résultats fiscaux des sociétés et les résultats inclus en consolidation donnent lieu à la constatation d'impôts différés. Ces différences résultent principalement des règles retenues pour la comptabilisation des opérations de crédit bail et de location longue durée, et des dépréciations des créances douteuses.

#### Ventilation du solde net bilantiel des impôts différés

| En millions d'euros   | 12/2008      | 12/2007      |
|---|--------------|--------------|
| ID sur dépréciations  | 36           | 32           |
| ID sur provisions et autres charges déductibles lors de leur paiement | 16           | 10           |
| ID sur autres actifs et passifs                                       | (6)          | (2)          |
| ID sur opérations de location   | (184)        | (165)        |
| ID sur immobilisations  | 2            | 1            |
| <b>Total des impôts différés nets au bilan</b>                        | <b>(136)</b> | <b>(124)</b> |

#### Rapprochement entre la charge réelle d'impôts comptabilisée et la charge théorique

| En %   | 12/2008       | 12/2007       |
|--|---------------|---------------|
| <b>Taux d'impôt sur les bénéficiaires en vigueur en France</b> | <b>34,43%</b> | <b>34,43%</b> |
| Différentiel de taux d'imposition                              | 0,16%         | 0,35%         |
| Autres impacts   | 0,18%         | -0,13%        |
| <b>Taux effectif d'impôt</b>                                   | <b>34,77%</b> | <b>34,65%</b> |

Le taux effectif d'impôts en France (Diac consolidée) s'établit à 34,77 % en 2008 contre 34,65 % l'année précédente.

#### Impôts courants et différés constatés en variation des capitaux propres

| En millions d'euros                            | Var. 2008 des capitaux propres |    |      | Var. 2007 des capitaux propres |    |     |
|--|--------------------------------|----|------|--------------------------------|----|-----|
|  | Avant IS                       | IS | Net  | Avant IS                       | IS | Net |
| Ecart actuariels sur engagements de retraite   |                                |    |      | (1)                            |    | (1) |
| Opérations de couverture de flux de trésorerie | (43)                           | 15 | (28) | (9)                            | 3  | (6) |

## 6. LISTE DES SOCIETES CONSOLIDEES

|                                       | Pays   | Pourcentage de contrôle et d'intérêt |        |
|---------------------------------------|--------|--------------------------------------|--------|
|                                       |        | 2008                                 | 2007   |
| <b>SOCIETE MERE :</b>                 |        |                                      |        |
| DIAC S.A.                             | France |                                      |        |
| <b>SOCIETES INTEGREES GLOBALEMENT</b> |        |                                      |        |
| <b>Financement des ventes</b>         |        |                                      |        |
| Cogéra S.A.                           | France | 94,81                                | 94,81  |
| DIAC Location S.A.                    | France | 100,00                               | 100,00 |
| <b>Sociétés de services :</b>         |        |                                      |        |
| Sigma Service S.A                     | France | 100,00                               | 100,00 |
| Sogesma S.A.R.L                       | France | 100,00                               | 100,00 |



**RAPPORT GENERAL DES  
COMMISSAIRES AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES STATUTAIRES**

**31 décembre 2008**

ERNST & YOUNG AUDIT  
Faubourg de l'Arche - 11, allée de l'Arche  
92037 Paris-La Défense Cedex

DELOITTE & ASSOCIES  
185 avenue Charles de Gaulle  
92524 Neuilly-sur-Seine Cedex

## **DIAC**

Société Anonyme

14, avenue du Pavé Neuf  
93168 Noisy-le-Grand Cedex

---

### **Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2008

---

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2008, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société DIAC, tels qu'ils sont joints au présent rapport;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.



## **I. Opinion sur les comptes annuels**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

## **II. Justification des appréciations**

Les estimations comptables concourant à la préparation des états financiers au 31 décembre 2008 ont été réalisées dans un contexte de difficulté certaine à appréhender les perspectives économiques. Ces conditions sont décrites dans le paragraphe II de l'annexe des comptes. C'est dans ce contexte que, conformément aux dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce, nous avons procédé à nos propres appréciations que nous portons à votre connaissance :

### **Estimations comptables**

DIAC constitue des provisions pour couvrir les risques de crédit inhérents à ses activités, ainsi qu'exposé dans les notes I.1 et I.3 de l'annexe.

Nos travaux ont consisté à examiner le dispositif de contrôle relatif au suivi du risque de crédit, à apprécier les données et hypothèses sur lesquelles se fondent les estimations et à revoir les calculs effectués par la société. Nous avons, sur ces bases, procédé à l'appréciation du caractère raisonnable de ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

**III. Vérifications et informations spécifiques**

Nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur :

la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels,

la sincérité des informations données dans le rapport de gestion relatives aux rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux concernés ainsi qu'aux engagements consentis en leur faveur à l'occasion de la prise, du changement, de la cessation de fonctions ou postérieurement à celles-ci.

Paris-La Défense et Neuilly-sur-Seine, le 19 mars 2009

Les Commissaires aux Comptes

ERNST & YOUNG AUDIT

DELOITTE & ASSOCIES

Micha MISSAKIAN

Damien LEURENT



# **ETATS FINANCIERS STATUTAIRES**

**31 décembre 2008**

## SOMMAIRE

|   |           |
|---|-----------|
| <b>BILAN ET COMPTE DE RESULTAT .....</b>                                | <b>60</b> |
| <b>ANNEXE AUX COMPTES SOCIAUX.....</b>                                  | <b>63</b> |
| <b>1. REGLES ET METHODES COMPTABLES .....</b>                           | <b>63</b> |
| <b>2. ADAPTATION A L'ENVIRONNEMENT DE CRISE FINANCIERE.....</b>         | <b>71</b> |
| <b>3. - COMMENTAIRES SUR LES POSTES DU BILAN ET DU HORS BILAN .....</b> | <b>74</b> |
| <b>4. - COMMENTAIRES SUR LES POSTES DU COMPTE DE RESULTAT .....</b>     | <b>89</b> |
| <b>5. - TABLEAU DES FILIALES ET DES PARTICIPATIONS .....</b>            | <b>94</b> |

**BILAN**  
(En milliers d'euros)

| Note | ACTIF  | 31/12/2008       | 31/12/2007       |
|------|--|------------------|------------------|
|      | Caisse, Banques centrales, CCP                       | 17               | 0                |
| 1    | Créances sur les établissements de crédit            | 30 892           | 14 479           |
| 2    | Opérations avec la clientèle                         | 831 362          | 779 999          |
| 3    | Obligations et autres titres à revenu fixe           | 86 137           | 97 592           |
|      | Actions et autres titres à revenu variable           | 1                | 1                |
| 4    | Participations et autres titres détenus à long terme | 96               | 96               |
| 5    | Parts dans les entreprises liées                     | 133 675          | 133 675          |
| 6    | Crédit-bail et location avec option d'achat          | 1 186 404        | 1 074 822        |
|      | Immobilisations incorporelles                        | 7                | 7                |
|      | Immobilisations corporelles                          | 5                | 5                |
| 7    | Autres actifs  | 72 658           | 48 413           |
| 8    | Comptes de régularisation actif                      | 29 788           | 5 785            |
|      | <b>TOTAL DEL'ACTIF</b>                               | <b>2 371 042</b> | <b>2 154 874</b> |

| Note | PASSIF                                     | 31/12/2008       | 31/12/2007       |
|------|--|------------------|------------------|
| 9    | Dettes envers les établissements de crédit | 1 236 655        | 818 548          |
| 10   | Opérations avec la clientèle               | 41 458           | 10 353           |
| 11   | Dettes représentées par un titre           | 451 331          | 859 055          |
| 12   | Autres passifs                             | 146 904          | 141 407          |
| 13   | Comptes de régularisation passif           | 264 336          | 190 480          |
| 14   | Provisions pour risques et charges         | 26 118           | 31 657           |
| 16   | Dettes subordonnées                        | 10 726           | 15 381           |
| 17   | Capital souscrit                           | 61 000           | 61 000           |
| 17   | Réserves                                   | 6 100            | 6 100            |
| 17   | Report à nouveau                           | 13               | -89 962          |
| 17   | Résultat de l'exercice                     | 126 401          | 110 855          |
|      | <b>TOTAL DU PASSIF</b>                     | <b>2 371 042</b> | <b>2 154 874</b> |

**HORS BILAN**

(En milliers d'euros)

| Note |                                  | 31/12/2008     | 31/12/2007     |
|------|----------------------------------|----------------|----------------|
| 18   | <b>Engagements donnés</b>        | <b>894 428</b> | <b>212 975</b> |
|      | Engagements de financement       | 445 201        | 212 975        |
|      | Engagements de garantie          | 449 227        | 0              |
| 19   | <b>Engagements reçus</b>         | <b>412 051</b> | <b>72 785</b>  |
|      | Engagements reçus de financement | 43 021         | 14 902         |
|      | Engagements de garantie          | 369 030        | 13 882         |
|      | Engagements sur titres           | 0              | 44 001         |

**COMPTE DE RESULTAT**

(En milliers d'euros)

| Note |  | 31/12/2008     | 31/12/2007     |
|------|--|----------------|----------------|
| 21   | Intérêts et produits assimilés                               | 94 076         | 106 261        |
| 22   | Intérêts et charges assimilées                               | -101 522       | -80 399        |
|      | Produits sur opérations de crédit bail et assimilées         | 873 490        | 493 781        |
|      | Charges sur opérations de crédit bail et assimilées          | -764 683       | -429 534       |
| 23   | Revenus des titres à revenu variable                         | 127 877        | 148 973        |
|      | Commissions (produits)                                       | 11 148         | 10 844         |
|      | Commissions (charges)  | -2 476         | -1 678         |
|      | Gains ou perte sur opé de portefeuilles de placement et ass. | -1             | 0              |
| 24   | Autres produits d'exploitation bancaire                      | 161 584        | 99 969         |
| 25   | Autres charges d'exploitation bancaire                       | -7 741         | -13 589        |
|      | <b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>                                  | <b>391 752</b> | <b>334 628</b> |
| 26   | Charges générales d'exploitation                             | -212 663       | -215 746       |
|      | <b>RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>                          | <b>179 089</b> | <b>118 882</b> |
| 27   | Coût du risque   | -30 674        | -16 395        |
|      | <b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>                               | <b>148 415</b> | <b>102 487</b> |
| 28   | Gains ou pertes sur actifs immobilisés                       | 797            | 31 353         |
|      | <b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOT</b>                          | <b>149 212</b> | <b>133 840</b> |
| 29   | Impôt sur les bénéfices                                      | -22 811        | -22 985        |
|      | <b>RESULTAT NET</b>  | <b>126 401</b> | <b>110 855</b> |

## ANNEXE AUX COMPTES SOCIAUX

Les comptes annuels de DIAC S.A sont établis conformément aux principes comptables généralement admis et aux dispositions de la réglementation applicable aux établissements de crédit en France.

### 1. REGLES ET METHODES COMPTABLES

La société Diac applique le règlement n° 91-01 du Comité de la Réglementation Bancaire relatif à l'établissement et la publication des comptes individuels annuels des établissements de crédit, modifié par les règlements n° 2000-03 du Comité de la Réglementation Comptable pour les comptes afférents à l'exercice ouvert à compter du 1er janvier 2001.

La société applique le règlement n° 00-06 du Comité de la Réglementation Comptable sur les passifs, pour les comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2002.

La société applique le règlement n° 2002-03 du Comité de la Réglementation Comptable sur le traitement comptable du risque de crédit, pour les comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2003.

La société applique les règlements n° 2002-10 et 2004-06 du Comité de la Réglementation Comptable sur le traitement comptable des immobilisations, pour les comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2005.

#### A. CREDITS A LA CLIENTELE NON TITRISES

Les crédits à la clientèle figurent au bilan pour leur valeur nominale déduction faite des provisions pour dépréciation.

Toute créance présentant un risque avéré de non recouvrement partiel ou total est classée parmi l'une des deux catégories suivantes :

- Encours douteux : le classement en créance douteuse intervient au plus tard lorsqu'une échéance est impayée depuis plus de trois mois. Celui-ci entraîne le transfert en créance douteuse de l'intégralité des encours du client concerné ;
- Encours douteux compromis : l'identification des encours compromis intervient lors de la prononciation de la déchéance du terme en raison de la situation financière dégradée de la contrepartie. En l'absence de déchéance du terme, elle intervient un an au plus tard après le passage en douteux des encours du client.

Le retour d'un encours douteux vers l'encours sain intervient lorsque les arriérés ont été apurés.

Les encours identifiés comme restructurés au sens de l'article 6 du règlement 2002-03 correspondent exclusivement à des créances faisant l'objet d'un plan dans le cadre de la loi française sur le surendettement. Lorsque les échéances du plan de surendettement ne sont pas respectées, les encours sont immédiatement déclassés en encours douteux compromis et l'intérêt cesse d'être comptabilisé.

Les encours restructurés présentent historiquement un risque de perte élevé et leur traitement en gestion suit celui du contentieux, ce qui conduit notamment à les inclure dans les bases de calcul du provisionnement. La provision correspondante est représentative de la perte attendue dans les classes de risque auxquelles appartiennent les encours restructurés.

Par conséquent, les encours restructurés sont présentés non pas dans une subdivision des encours sains faisant apparaître une décote, mais parmi les encours douteux couverts par une provision.

Les provisions constituées pour couvrir les risques de non recouvrement des créances sont déterminées à partir d'une approche statistique des risques. Elle vise à estimer la perte finale sur l'encours douteux, l'encours compromis et l'encours avec incident de paiement.

Le provisionnement statistique est déterminé à partir des taux de récupération observés sur les 12 derniers mois glissants. Ceux-ci sont calculés par rapport aux encaissements réalisés sur la période et actualisés au taux moyen des contrats mutés en douteux.

L'encours incidenté non douteux est provisionné en tenant compte de la probabilité de passage en douteux de la créance et sur la base d'un taux de récupération au moment du passage en douteux.

Au delà d'une certaine ancienneté des créances compromises, les récupérations ne sont généralement plus significatives et entraînent un provisionnement à 100%.

Les provisions sont classées au bilan, en déduction des postes d'actif auxquels elles se rattachent.

Conformément à la réglementation bancaire, les intérêts échus et courus sur créances douteuses sont intégralement provisionnés. La variation de cette provision vient en déduction du poste d'intérêts et produits auquel elle se rapporte.

## B. CREDITS A LA CLIENTELE TITRISES

Depuis le 25 octobre 2002, la société Diac titre la grande majorité de son portefeuille d'encours de crédit à la clientèle. Celui-ci est cédé au fonds commun de créances « Alliance Auto Loans - France » créé à cet effet. Ces cessions sont effectuées conformément aux dispositions de la loi du 23 décembre 1998 modifiée.

### Les créances titrisées

Les créances cédées présentent les caractéristiques principales suivantes :

- les prêts doivent être consentis à des personnes physiques (hors personnel du groupe Renault) ou à des entreprises (hors Agents Renault) résidant en France métropolitaine sur une durée initiale inférieure ou égale à 6 ans ;
- les prêts sont affectés à l'acquisition d'un véhicule automobile neuf ou d'occasion ;
- les prêts sont rémunérés à taux fixe avec une marge minimum de 1% et à paiement mensuel ;
- les prêts doivent avoir fait l'objet d'au moins une facturation avant leur cession ;
- les créances titrisées ne doivent faire l'objet d'aucun impayé à la date de leur cession.

Les encours sont cédés le 25 de chaque mois (25/M), rétroactivement en date de jouissance au 1<sup>er</sup> jour du mois de la cession (1/M). Cette dernière est réalisée au pair des capitaux restant dus calculé au 30/M-1. Elle ne dégage donc aucun résultat.

Conformément au règlement CRB N°93-06 du 21 décembre 1993, les créances cédées cessent de figurer à l'actif du bilan (opérations avec la clientèle) de la société Diac à la date de remise du bordereau de cession.

| Evolution du solde net des contrats cédés (En Keur)                            | 31/12/08         | 31/12/07         |
|--|------------------|------------------|
| Solde net des contrats cédés au début de l'exercice                            | 1 917 652        | 2 181 852        |
| Cumul des cessions réalisées au cours de l'exercice                            | 1 072 221        | 997 452          |
| Remboursements et diminutions de l'exercice constatés par le FCC               | -1 095 548       | -1 154 802       |
| Remboursements clients prévisionnels non encore reversés par la société au FCC | -99 063          | -106 850         |
| <b>Solde net des contrats cédés à la fin de l'exercice</b>                     | <b>1 795 261</b> | <b>1 917 652</b> |

### Le financement de l'acquisition des créances titrisées

Le fonds commun de créances finance l'acquisition des prêts cédés par Diac via l'émission de six catégories de parts :

- les parts investisseurs seniors (classe A) moyen terme ;
- les parts investisseurs subordonnées (classe B) moyen terme ;
- les parts investisseurs pour réhaussement de créance (classe C) moyen terme ;
- les parts court terme revolving seniors (classe R) d'une durée de vie de 1 à 4 mois ;
- les parts court terme revolving subordonnées (classe S) d'une durée de vie de 1 mois.
- les parts court terme pour réhaussement de créances (classe T) d'une durée de vie de 1 mois.



Les parts R ont fait l'objet d'un placement privé et sont à ce jour détenues par RCI Banque. Les parts C, S et T sont souscrites par la société Diac et comptabilisées en autres titres à revenu fixe.

| <b>Décomposition des parts émises par le FCC (En Keur)</b> | <b>31/12/08</b>   | <b>31/12/07</b>   |
|--|-------------------|-------------------|
| Parts investisseurs seniors (classe A moyen terme)         | -1 705 700        | -1 705 700        |
| Parts investisseurs subordonnées (classe B moyen terme)    | -94 300           | -94 300           |
| Parts revolving seniors (classe R court terme)             | -11 900           | -120 700          |
| Parts revolving subordonnées (classe S court terme)        | -700              | -6 700            |
| Parts sur réhaussement de créances (classe C moyen terme)  | -84 800           | -84 800           |
| Parts sur réhaussement de créances (classe T court terme)  | -600              | -6 000            |
| <b>Solde du refinancement émis par le FCC</b>              | <b>-1 898 000</b> | <b>-2 018 200</b> |

### **Reversement des flux liés aux contrats titrisés**

Après cession, la société Diac continue à assurer les diverses opérations de gestion portant sur ces créances notamment leur recouvrement. A ce titre Diac perçoit mensuellement une commission de recouvreur d'affaires. Celle-ci est comptabilisée en produit de commissions.

Les produits nets associés aux contrats cédés, encaissés par Diac et reversés au fonds commun de créances, correspondent principalement :

- aux intérêts des contrats à partir de la date de jouissance de la cession ;
- aux intérêts de retard et indemnités sur impayés ;
- à la quote-part d'étalement des bonifications sur contrats sains hors résiliations anticipées ;
- à la quote-part d'étalement des frais de dossiers sur contrats sains hors résiliations anticipées ;
- aux abandons de créances sur contrats douteux titrisés

Ces produits et charges sont donc extournés des comptes de la société (Intérêts sur opérations avec la clientèle) aux fur et à mesure de leur reversement au FCC.

Le fonds commun de créances assume le risque client de non recouvrement. A ce titre, une provision pour dépréciation est enregistrée dans les livres du FCC équivalente à :

- 100 % des créances échues impayées sur les contrats titrisés sains, incidentés ou douteux ;
- 100 % des créances à échoir sur les contrats titrisés douteux.

Les versements de fonds s'effectuent tous les jours via un compte d'affectation spéciale. Une régularisation est effectuée le 25 de chaque mois (25/M) sur la base des encaissements réalisés par Diac au cours du mois M-1 minorée des versements déjà réalisés.

### **Les mécanismes de couverture des risques**

Pour garantir ses obligations de reversement, la société Diac a constitué des gages-espèces en faveur du FCC. Ceux-ci sont destinés à couvrir le risque de défaillance de Diac sur le reversement des quotes-parts mensuelles d'étalement des bonifications et des frais de dossiers.

Ces gages-espèces sont comptabilisés à l'actif de Diac en opérations avec la clientèle et donnent lieu à rémunération.

Le risque de défaillance des clients titrisés est couvert :

- par les parts subordonnées B et S émises par le FCC ;
- par les parts pour réhaussement de créances C et T émises par le FCC ;
- par la constitution dans le FCC d'une réserve générale égale à 0,10% du stock de capital restant dû des créances saines cédées.

L'ajustement mensuel de cette réserve est réalisé par prélèvement direct sur la trésorerie disponible dans le FCC.

| Décomposition des réserves versées par la société au FCC (En Keur)                       | 31/12/08      | 31/12/07      |
|--|---------------|---------------|
| Gages-espèces en couverture du risque de non reversement des encaissements client        | 0             | 0             |
| Gages-espèces en couverture du risque de non reversement des bonif. et frais de dossiers | 29 320        | 32 503        |
| Réserve générale versée par Diac   | 2 323         | 2 323         |
| <b>Solde des réserves du FCC versées par la société</b>                                  | <b>31 643</b> | <b>34 826</b> |

La couverture du risque de taux est assurée par des swaps miroirs. Pour la sécurité des investisseurs, il a donc été mis en place un swap de taux entre Diac (prêteur à taux fixe contre emprunteur à taux variable) et le FCC (prêteur à taux variable contre emprunteur à taux fixe).

Le montant de ces swaps correspond au solde du capital restant dû des créances cédées avant provision.

### La rémunération de la part résiduelle

Dans le but d'appréhender le résultat du FCC, Diac a souscrit à la part résiduelle émise par le FCC. Celle-ci est comptabilisée à l'actif de la société en titres de placement à revenu variable.

Le résultat du FCC est distribué tous les mois et est comptabilisé en produit chez Diac lors de son encaissement.

Celui-ci est constitué des éléments suivants :

- Produits associés aux créances cédées et reversés par Diac ;
  - Abandons de créances constatés
  - Variation des provisions sur créances échues et à échoir
  - Charges d'intérêts sur rémunération des parts A, B, C, R, S et T
  - Produits sur les placements court terme de trésorerie
  - Charges de rémunération des gages-espèces
  - Charges nettes de swap
  - Dotation à la réserve générale
  - Charges de commissions et d'honoraires
- A la fin de chaque exercice, il est à noter la présence d'un stock de produits latents non encore appréhendé dans les comptes de la société Diac. Celui-ci est constitué principalement des produits associés aux contrats cédés encaissés par Diac sur le dernier mois de l'année.

| Décomposition du résultat net sur opérations de titrisation (En Keur)                   | 31/12/08      | 31/12/07      |
|---|---------------|---------------|
| Intérêts et produits assimilés encaissés de la clientèle sur créances cédées            | 167 853       | 178 433       |
| Intérêts et produits nets assimilés sur placements de trésorerie à taux fixe            | 5 762         | 5 798         |
| Intérêts et charges assimilées sur rémunération des parts à taux fixe                   | -92 231       | -92 571       |
| Intérêts et charges nettes assimilées sur swap avec des établissements de crédit        | 2 767         | 425           |
| Charge de commissions de recouvrement versées à Diac et frais de gestion                | -10 339       | -11 315       |
| Coût du risque sur créances cédées  | 13 742        | -960          |
| <b>Résultat de l'exercice du FCC avant rémunération de la part résiduelle</b>           | <b>87 553</b> | <b>79 811</b> |
| Stock de résultat du FCC en attente de reversement à l'ouverture de l'exercice          | 6 401         | 3 883         |
| Rémunération de la part résiduelle encaissée par Diac dans l'exercice                   | -97 340       | -77 293       |
| Ajustement de la réserve générale   | 429           | 298           |
| <b>Résultat du FCC en attente de reversement à la clôture de l'exercice</b>             | <b>-2 956</b> | <b>6 699</b>  |
| Produits latents en attente de reversement par le FCC                                   | 14 258        | 14 225        |
| <b>Total des produits latents disponibles en attente de récupération par la société</b> | <b>11 301</b> | <b>20 925</b> |

## C. OPERATIONS DE CREDIT-BAIL ET ASSIMILEES

Les immobilisations faisant l'objet de contrats de crédit-bail, de location avec option d'achat ou de location longue durée figurent à l'actif du bilan pour leur coût d'acquisition, diminué des amortissements pratiqués. Le coût d'acquisition comprend l'ensemble des frais accessoires d'acquisition inclus dans le montant du financement accordé et servant de base à la détermination des loyers.

Les amortissements sont déterminés en fonction de la durée normale d'utilisation des biens concernés, à savoir :

- selon le mode linéaire (véhicules particuliers et véhicules utilitaires), ou dégressif (certains véhicules industriels et biens d'équipement).
- sur des durées variant de 4 à 7 ans selon le type de matériel.

Les loyers perçus au titre de ces opérations sont rapportés au résultat de l'exercice en fonction d'un étalement linéaire calculé sur la durée des contrats.

Toute créance présentant un risque avéré de non recouvrement partiel ou total est classée parmi l'une des deux catégories suivantes :

- Contrats douteux : le classement en créance douteuse intervient au plus tard lorsqu'une échéance est impayée depuis plus de trois mois. Celui-ci entraîne le transfert en créance douteuse de l'intégralité des impayés du client concerné ;
- Contrats douteux compromis : l'identification des contrats compromis intervient lors de la prononciation de la résiliation du contrat en raison de la situation financière dégradée de la contrepartie. En l'absence de résiliation du contrat, elle intervient un an au plus tard après le passage en douteux des encours du client.

Le retour en sain d'un client intervient lorsque ses arriérés ont été apurés.

Les contrats identifiés comme restructurés au sens de l'article 6 du règlement 2002-03 correspondent exclusivement à des créances faisant l'objet d'un plan dans le cadre de la loi française sur le surendettement. Lorsque les échéances du plan de surendettement ne sont pas respectées, elles sont immédiatement déclassées en encours douteux compromis et les loyers cessent d'être comptabilisés.

Les créances restructurées présentent historiquement un risque de perte élevé et leur traitement en gestion suit celui du contentieux, ce qui conduit notamment à les inclure dans les bases de calcul du provisionnement. La provision correspondante, représentative de la perte attendue dans les classes de risque auxquelles appartiennent les encours restructurés, déprécie ces encours au-delà du niveau de la perte d'intérêts futurs.

Par conséquent, à titre dérogatoire, les créances restructurées non compromises sont présentées non pas dans une subdivision des créances saines faisant apparaître une décote, mais parmi les créances douteuses couvertes par une provision.

Les provisions constituées pour couvrir les risques de non recouvrement des créances sont déterminées à partir d'une approche statistique des risques. Elle vise à estimer la perte finale sur les contrats douteux, les contrats douteux compromis et les contrats avec incident de paiement.

Le provisionnement statistique est déterminé à partir des taux de récupération observés sur les 12 derniers mois glissants. Ceux-ci sont calculés par rapport aux encaissements réalisés sur la période et actualisés au taux moyen des contrats mutés en douteux.

L'encours incidenté non douteux est provisionné en tenant compte de la probabilité de passage en douteux de la créance et sur la base d'un taux de récupération au moment du passage en douteux.

Au delà d'une certaine ancienneté des créances compromises, les récupérations ne sont généralement plus significatives et entraînent un provisionnement à 100%.

La réserve latente afférente aux contrats concernés est retranchée des provisions calculées sur la base des échéances impayées et du capital restant dû selon la comptabilité financière. Celles-ci sont classées au bilan, en déduction des postes d'actif auxquels elles se rattachent.

La part d'intérêt comprise dans les loyers échus et courus sur les contrats douteux est intégralement provisionnée. La variation de cette provision vient en déduction du poste d'intérêts et produits auquel elle se rapporte.

Les conditions de ces contrats permettent d'assimiler ces opérations à des financements. En effet, tant pour les

opérations de crédit-bail, de location avec option d'achat, que de location longue durée, il existe des engagements de reprise permettant à la société d'être totalement remboursée à l'expiration du contrat.

En conséquence, leur comptabilisation par assimilation à des crédits accordés permettrait de donner une image plus fidèle de ces opérations et du patrimoine de la société. Cette comptabilisation, couramment dénommée "comptabilité financière", se différencie de la comptabilisation des opérations dans les comptes sociaux par les éléments suivants :

- à la valeur nette comptable de chaque opération est substitué son encours financier. Celui-ci est défini comme le montant initial financé par la société et non encore remboursé par la fraction de capital incluse dans les loyers effectivement perçus. Cette fraction de capital est souvent appelée "amortissement financier". Dans la mesure où les échéances sont calculées sur le montant net financé, les dépôts de garantie sont déduits de l'encours financier. De même, l'effet des opérations destinées à tenir compte de la spécialisation des exercices sur la totalité des loyers dans les comptes sociaux est neutralisé dans les comptes de régularisation et l'encours financier, pour la fraction de capital correspondante.
- n'est incluse dans les produits de l'exercice que la fraction des loyers correspondant à des intérêts.
- les opérations concernées étant traitées non comme des immobilisations louées mais comme des crédits accordés, les plus ou moins-values enregistrées dans les comptes sociaux sont neutralisées. Il leur est substitué le montant éventuellement définitivement perdu sur des contrats contentieux. Ce dernier montant est appelé "moins-value financière".

L'ensemble de ces différences, cumulé depuis l'origine de la société, est communément dénommé "réserve latente" par la profession. Le résultat des opérations que traduit cette technique de comptabilisation est appelé "résultat financier". Les principaux éléments caractérisant le passage du résultat social au résultat financier sont présentés à la fin du paragraphe III - Commentaires sur les postes du compte de résultat.

#### **D. BONIFICATIONS**

Dans le cadre d'opérations promotionnelles, le constructeur et le réseau couvrent l'écart de taux par le biais de bonifications.

Au plan comptable, ces dernières sont assimilées à des compléments de loyers et d'intérêts, et par voie de conséquence, étalées sur les durées de vie réelles des contrats bonifiés. Cet étalement est linéaire pour les contrats de crédit-bail. Pour les contrats de crédit, l'étalement est effectué en fonction du taux implicite des contrats. Ces calculs sont effectués contrat par contrat. Au plan fiscal, ces bonifications sont retraitées afin d'être soumises à l'impôt lors de l'exercice de paiement par le constructeur ou le réseau.

#### **E. INDEMNITES ET INTERETS DE RETARD**

Du fait du caractère incertain de leur recouvrement, les indemnités de résiliation et les intérêts de retard sont intégralement provisionnés. La provision est extournée au moment de l'encaissement.

Les indemnités d'assurance sont comptabilisées dès leur exigibilité.

#### **F. TITRES DE PARTICIPATION, AUTRES TITRES DETENUS A LONG TERME ET PARTS DANS LES ENTREPRISES LIEES**

Les titres de participation, les autres titres détenus à long terme et les parts dans les entreprises liées figurent au bilan à leur coût d'acquisition, hors frais accessoires d'achat, déduction faite des provisions éventuellement constatées. Les dividendes correspondants sont comptabilisés l'année de leur mise en distribution.

## **G. PRIMES DE REMBOURSEMENT**

Les primes de remboursement des titres de créances négociables sont amorties linéairement sur leur durée de vie.

## **H. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES**

Ces provisions ont notamment pour objet de couvrir le coût des restructurations, ainsi que les litiges ou les risques nés antérieurement à la date de l'arrêté.

Les variations de provisions pour risques et charges sont imputées dans les postes du compte de résultat auxquels elles se rattachent par nature.

## **I. ENGAGEMENTS DE RETRAITE**

Les engagements de retraite et assimilés sont évalués selon les principes définis par la réglementation internationale (norme IAS 19 révisée).

Le coût des indemnités de départ, des compléments de retraite et des engagements assimilés est pris en charge au fur et à mesure de l'acquisition des droits par les salariés. Les droits sont déterminés à la clôture de chaque exercice en tenant compte de l'ancienneté du personnel et de la probabilité de présence dans l'entreprise à la date de départ en retraite ou à l'âge minimum requis pour en bénéficier dans le cas où certains droits sont acquis de manière irrévocable avant cette date.

Le calcul repose sur une méthode actuarielle intégrant des hypothèses d'évolution des salaires, d'âge de départ et de rentabilité des placements à long terme. Les effets de la modification de ces paramètres actuariels de calcul ne sont constatés que lorsqu'ils conduisent à réestimer l'engagement de plus de 10%. La part cumulée des écarts supérieure à 10% est étalée sur la durée résiduelle de présence des salariés actifs.

Lorsque les conditions des contrats de retraite et engagement assimilés sont modifiées, l'effet de ces modifications est étalé sur la durée restant à courir jusqu'à ce que les droits soient définitivement acquis aux salariés. Ils sont intégralement constatés dans le résultat de la période au cours de laquelle la décision de modification est intervenue pour les retraites et les actifs dont les droits sont acquis.

Les mesures de la loi Fillon n'ont pas d'impact significatif, pour l'instant, sur le montant des engagements de retraite.

## **J. CONTRATS D'ECHANGE DE TAUX D'INTERET NEGOCIES SUR DES MARCHES DE GRE A GRE**

Ces opérations s'inscrivent dans le cadre d'une gestion du risque global de taux d'intérêt.

Conformément au règlement du Comité de la Réglementation Bancaire 90.15 du 18 décembre 1990 modifié, les charges et les produits sont inscrits au compte de résultat prorata temporis et les gains ou pertes latents ne sont pas comptabilisés.

Les produits et charges sont compensés swap par swap pour leur présentation au bilan et au compte de résultat.

Au bilan, le produit net à recevoir sur un contrat de swap bénéficiaire figure dans le poste Compte de régularisation actif. De même, la charge nette à payer sur un swap déficitaire est classée dans le poste Compte de régularisation passif.

Au compte de résultat, les produits nets sur contrats bénéficiaires sont classés parmi les Intérêts, produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit ou sur opérations avec la clientèle, selon la qualité de la contrepartie. De manière symétrique, les charges nettes sur contrats déficitaires figurent dans les Intérêts, charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit ou opérations avec la clientèle, en fonction de la nature de la contrepartie.

## K. RISQUES DE CONTREPARTIE SUR PRODUITS DERIVES

Les règles de contrôle interne applicables au risque de contrepartie sur produits dérivés sont définies sur le périmètre consolidé du Groupe RCI Banque, dans lequel la société Diac est incluse. Les limites de contreparties sont allouées par Renault pour le Groupe RCI Banque consolidé et le suivi des engagements doit, pour rendre compte de l'exposition réelle au risque, s'effectuer de manière consolidée. Il n'est donc pas fait de calcul individualisé d'exposition au risque de contrepartie pour la société Diac.

Les règles de gestion du risque de contrepartie sur produits dérivés mises en place au niveau du groupe RCI Banque sont les suivantes :

- Le risque global de couverture encouru sur l'ensemble des produits dérivés inscrits au hors bilan, est mesuré selon une méthode interne forfaitaire. L'équivalent - crédit est calculé sur la base de coefficients de pondération liés au type d'instrument (3% par an pour les opérations libellées en une seule devise et 10% par an pour les opérations engageant deux devises) et à la durée de l'opération. Ces coefficients sont volontairement plus élevés que ceux prévus par la réglementation sur l'adéquation des fonds propres, ce qui correspond à une approche délibérément prudente et conservatrice dans les conditions actuelles du marché. Il n'est pas fait de compensation entre les risques liés aux positions se neutralisant avec une même contrepartie. Enfin, toutes les contreparties sont considérées comme des risques identiques.
- Le suivi individualisé du risque de contrepartie est fondé sur la méthode définie ci-dessus. Il tient compte en outre du risque de livraison et s'appuie sur une méthode de notation interne (déterminée par l'actionnaire Renault) qui permet de lier la limite attribuée à chaque contrepartie à une note tenant compte de plusieurs facteurs de risque pondérés : niveau long terme et court terme par les agences de rating et niveau de risque estimé du pays.

## L. INFORMATIONS GEOGRAPHIQUES ET SECTORIELLES

La société réalise ses opérations avec la clientèle exclusivement sur le territoire français. Dans leur très grande majorité, celles-ci sont effectuées avec des particuliers, des entrepreneurs individuels ou de petites entreprises.

Le montant du total des encours moyens de chaque client est inférieur à 10 K Euros correspondant globalement à la valeur du capital restant dû d'un ou deux contrats.

Les activités de la société s'articulent donc autour du seul secteur "Grand Public", les segments "Entreprises" et "Réseaux" sont marginaux.

## M. VENTILATION GROUPE ET HORS GROUPE

La ventilation des créances, des dettes et des engagements hors bilan par catégorie de partenaire est indiquée dans les commentaires sur les postes de bilan et du hors bilan.

- Sociétés du Groupe Diac : entreprises avec lesquelles la société a un lien direct de participation ;
- Autres sociétés du groupe Renault : entreprises avec lesquelles la société est liée ;
- Fonds Commun de Créances : FCC assurant le portage des créances titrisées.

## 2. ADAPTATION A L'ENVIRONNEMENT DE CRISE FINANCIERE

Dans un environnement économique en profonde mutation, DIAC a adapté son mode de fonctionnement au contexte financier actuel.

### Liquidité

Le pilotage du risque de liquidité de DIAC est assuré par RCI Banque et décrit ci-après :

La gestion du risque de liquidité est fondée sur plusieurs indicateurs ou analyses, réactualisés mensuellement sur la base des dernières prévisions d'encours (clientèle et réseau) et des opérations de refinancement réalisées.

**La liquidité statique** : l'objectif de RCI Banque est d'avoir une liquidité statique positive. Les actifs générés dans le passé ont été financés par des dettes d'une maturité supérieure.

**La liquidité dynamique « scénario noir »** : cet indicateur prend en compte les prévisions d'activité nouvelle, dans un contexte de stress test maximum qui n'envisage aucun accès à de la ressource nouvelle. Ce scénario permet d'établir deux indicateurs :

- o nombre de jours d'activité commerciale possibles sans accès au marché, en utilisant seulement les lignes bancaires confirmées et les mobilisations BCE (indicateur de pilotage interne),
- o réserve de liquidité (indicateur de pilotage interne et de communication externe).

**La liquidité dynamique « scénario central du management »** réalisée à partir d'hypothèses de refinancement diversifié incluant marché obligataire, placements privés, financement bancaire à long terme, titrisation (y compris conduit et BCE) et recours aux plans de soutien européens. Ce scénario constitue l'indicateur de communication externe notamment vis-à-vis des agences de notation qui demandent une visibilité sur la liquidité à 12 mois. Cette analyse est complétée par une simulation de l'évolution de la liquidité statique prévisionnelle.

**La réserve de liquidité** est calculée comme la différence entre les sécurités disponibles et l'encours de commercial paper. Elle reflète la capacité de RCI Banque à lever des nouvelles ressources de manière certaine, que ce soit sur les marchés des certificats de dépôts et commercial paper, sous forme de mobilisations en Banque Centrale ou par utilisation des lignes de financements confirmées. Celle-ci atteint ainsi 3 988 M€, en progression de 911 M€ par rapport au 31 décembre 2007. Cette progression s'explique principalement par la titrisation du portefeuille leasing en Allemagne, conservée par RCI Banque comme collatéral BCE pour un montant nominal de 675 M€, et par la mise en place d'un mécanisme de déclaration bi-hebdomadaire des créances commerciales acceptées par la Banque de France en garantie des opérations de politique monétaire pour environ 220 M€.

### Risque au titre de l'activité de crédit

La politique d'acceptation stricte et réactive a été maintenue et affinée. Les comités risques mensuels permettent le suivi régulier de la performance réelle et l'ajustement régulier des scores (objectifs par marché). Ces instances de pilotage ont été renforcées par un suivi dynamique du risque, grâce à l'évolution méthodologique de nos modèles.

En 2008, les objectifs de PD moyenne (Probabilité de Défaut prévisionnelle) ont été abaissés. Un suivi fin par secteur d'activité et l'ajustement des scores ont permis un maintien du coût du risque proche de celui enregistré en 2007.

Le recouvrement fait l'objet d'une attention particulière et reste avec l'acceptation un enjeu majeur. L'optimisation des plateformes (managers dédiés, renforcement des effectifs), la mise en place de nouveaux outils et le maintien de la politique de récupération des véhicules améliorent les performances de recouvrement des créances incidentées et douteuses.

Dans une conjoncture économique incertaine, DIAC reste attentif à un environnement changeant, avec pour cible de maintenir le coût du risque global à un niveau compatible avec les attentes de la communauté financière et les cibles de profitabilité.

### **Rentabilité**

Les marges de crédit constatées sur les marchés ont subi des mouvements significatifs. Dans ce contexte volatile, DIAC a fait preuve d'une grande réactivité et révisé à plusieurs reprises les coûts de liquidité internes utilisés pour la tarification des opérations clientèle, permettant ainsi de maintenir une marge sur la production de nouveaux crédits en ligne avec les cibles budgétaires.

### **Gouvernance**

Le suivi de la position de liquidité statique, de la position de liquidité dynamique dans un stress scénario de totale fermeture de nouvelles sources de financement, et de la réserve de liquidité ont fait l'objet d'un point spécifique à chacun des Comités Financiers mensuels, sur base consolidée au niveau du groupe RCI.

### **Expositions à la crise**

Le contexte économique en 2008 a été caractérisé par le déplacement de la crise financière du risque essentiellement « subprime » à l'origine à un risque généralisé au secteur financier dans son ensemble. La période récente s'est traduite par l'aggravation des risques sur certains types de contreparties déjà en risque fin 2007 (monolines, contreparties bancaires, hedge funds) ainsi que par les faillites d'établissements de crédit (Lehmann Brothers, banques islandaises).

DIAC ne détient pas d'expositions directes de type « subprime », monolines, hedge funds, CDO (Collateralized Debt Obligations) ou CMBS (Commercial Mortgage-Backed Securities). Il n'était pas non plus engagé dans des opérations avec des établissements ayant fait défaut. Aucune perte n'a donc été enregistrée à ce titre.

Dans le contexte économique actuel, le Comité de Contrepartie a par ailleurs décidé de supprimer ou geler temporairement les limites sur un certain nombre de contreparties sensibles ou en risque. Les suivis de dépassements de limites réalisés par le groupe n'ont pas mis en évidence de dépassements significatifs.

### **Principes et méthodes comptables**

En préalable, l'analyse de la situation du groupe et les mesures prises dans le contexte actuel, telles que décrites précédemment, ne conduisent pas à remettre en cause l'hypothèse de continuité d'exploitation retenue pour l'arrêté des comptes.



Compte tenu de la nature de ses activités et portefeuilles d'instruments financiers, DIAC n'a pas procédé dans le cadre de la clôture 2008 à des changements de méthodes comptables ou de valorisation ou des estimations comptables significatives autres que celles habituellement retenues, en particulier sur les points suivants :

**Transferts de portefeuilles** : DIAC n'a pas effectué de reclassements de portefeuilles d'actifs financiers, tels que permis par l'avis 2008-19 du CNC du 8 décembre 2008 modifiant le règlement 90-01 du CRB.

S'agissant des prêts et créances à la clientèle et contrats de location financement, les méthodes de dépréciation, décrites en paragraphes I.1 et I.3 sont restées inchangées ; les dépréciations comptabilisées ont donc été actualisées au regard de l'évolution du portefeuille et de l'environnement économique.

Aucune autre estimation comptable particulière n'a été retenue par DIAC dans le cadre de la clôture des comptes 2008.

### 3. COMMENTAIRES SUR LES POSTES DU BILAN ET DU HORS BILAN

#### Note 1 : Créances sur les établissements de crédit

(En milliers d'euros)

| Ventilation par natures                                    | 31/12/2008    | 31/12/2007    |
|--|---------------|---------------|
| Comptes ordinaires débiteurs                               | 30 474        | 14 479        |
| Créances rattachées  | 418           | 0             |
| <b>Créances à vue sur établissements de crédit</b>         | <b>30 892</b> | <b>14 479</b> |
| <b>Créances à terme sur établissements de crédit</b>       | <b>0</b>      | <b>0</b>      |
| <b>Total des créances sur les établissements de crédit</b> | <b>30 892</b> | <b>14 479</b> |

| Ventilation par partenaires                                | 31/12/2008    | 31/12/2007    |
|--|---------------|---------------|
| Sociétés et tiers hors groupe                              | 30 820        | 9 024         |
| Sociétés du groupe Diac                                    | 0             | 0             |
| Autres sociétés du groupe Renault                          | 72            | 5 455         |
| Fonds commun de créances                                   | 0             | 0             |
| <b>Total des créances sur les établissements de crédit</b> | <b>30 892</b> | <b>14 479</b> |

Les échéances de ces opérations sont toutes à moins de trois mois.

Ces créances ne comportent pas de part subordonnée.

## Note 2 : Opérations avec la clientèle

(En milliers d'euros)

| Ventilation par natures                                  | 31/12/2008     | 31/12/2007     |
|--|----------------|----------------|
| Encours de crédit affecté non titrisé                    | 584 087        | 574 970        |
| Encours Carte et prêts personnels revolving              | 123 705        | 138 364        |
| Créances rattachées sur contrats non douteux             | 2 546          | 133            |
| Provisions sur créances impayées                         | -9 379         | -7 199         |
| <b>Sous-total des crédits non douteux à la clientèle</b> | <b>700 959</b> | <b>706 268</b> |
| Créances rattachées sur contrats douteux                 | 235            | 0              |
| Créances sur contrats douteux                            | 16 487         | 41 697         |
| Provisions sur contrats douteux                          | -11 376        | -28 770        |
| Créances rattachées sur contrats douteux compromis       | 354            | 0              |
| Créances sur contrats douteux compromis                  | 137 198        | 70 070         |
| Provisions sur contrats douteux compromis                | -56 234        | -55 138        |
| <b>Sous-total des crédits douteux à la clientèle</b>     | <b>86 664</b>  | <b>27 859</b>  |
| <b>Valeurs nettes des crédits à la clientèle</b>         | <b>787 623</b> | <b>734 127</b> |
| Prêts au personnel                                       | 608            | 687            |
| Prêts à la clientèle financière                          | 31 643         | 40 590         |
| Autres concours à la clientèle                           | 446            | 732            |
| Valeurs non imputées                                     | 1 049          | 713            |
| Créances rattachées sur concours divers                  | 9              | 20             |
| Provisions sur concours divers                           | -60            | -60            |
| <b>Sous-total des concours divers</b>                    | <b>33 695</b>  | <b>42 682</b>  |
| Comptes ordinaires sains                                 | 7 154          | 2 717          |
| Créances rattachées sur comptes ordinaires               | 2 908          | 444            |
| Comptes ordinaires douteux                               | 20             | 195            |
| Provisions sur comptes ordinaires douteux                | -44            | -166           |
| Comptes ordinaires douteux compromis                     | 6              | 0              |
| <b>Sous-total des comptes ordinaires</b>                 | <b>10 044</b>  | <b>3 190</b>   |
| <b>Autres opérations nettes avec la clientèle</b>        | <b>43 739</b>  | <b>45 872</b>  |
| <b>Total des opérations avec la clientèle</b>            | <b>831 362</b> | <b>779 999</b> |

| Ventilation par durées résiduelles            | 31/12/2008     | 31/12/2007     |
|---|----------------|----------------|
| Jusqu'à trois mois                            | 148 503        | 143 875        |
| De trois mois à un an                         | 221 659        | 197 920        |
| De un an à cinq ans                           | 451 447        | 431 644        |
| Supérieure à cinq ans                         | 9 753          | 6 560          |
| <b>Total des opérations avec la clientèle</b> | <b>831 362</b> | <b>779 999</b> |

| Ventilation par partenaires                   | 31/12/2008     | 31/12/2007     |
|---|----------------|----------------|
| Sociétés et tiers hors groupe                 | 789 777        | 736 354        |
| Sociétés du groupe Diac                       | 2 361          | 2 378          |
| Autres sociétés du groupe Renault             | 7 572          | 657            |
| Fonds commun de créances                      | 31 652         | 40 610         |
| <b>Total des opérations avec la clientèle</b> | <b>831 362</b> | <b>779 999</b> |

Les comptes ordinaires débiteurs comprennent principalement les créances sur le réseau suite au rachat des véhicules en fin de contrat de crédit-bail ou assimilé.

Les prêts à la clientèle financière comprennent principalement aux gages-espèces versés par Diac au FCC.

### Note 3 : Obligations et autres titres à revenu fixe

(En milliers d'euros)

| Ventilation par natures                                     | 31/12/2008    | 31/12/2007    |
|---|---------------|---------------|
| Titres à revenu fixe  | 86 100        | 97 500        |
| Créances rattachées sur titres à revenu fixe                | 37            | 92            |
| <b>Titres de placement</b>                                  | <b>86 137</b> | <b>97 592</b> |
| <b>Total des obligations et autres titres à revenu fixe</b> | <b>86 137</b> | <b>97 592</b> |

| Ventilation par durées résiduelles                          | 31/12/2008    | 31/12/2007    |
|---|---------------|---------------|
| Jusqu'à trois mois  | 1 300         | 97 592        |
| De trois mois à un an                                       | 0             | 0             |
| De un an à cinq ans   | 84 837        | 0             |
| Supérieure à cinq ans                                       | 0             | 0             |
| <b>Total des obligations et autres titres à revenu fixe</b> | <b>86 137</b> | <b>97 592</b> |

| Ventilation par partenaires                                 | 31/12/2008    | 31/12/2007    |
|---|---------------|---------------|
| Sociétés et tiers hors groupe                               | 86 137        | 0             |
| Sociétés du groupe Diac                                     | 0             | 0             |
| Autres sociétés du groupe Renault                           | 0             | 0             |
| Fonds commun de créances                                    | 0             | 97 592        |
| <b>Total des obligations et autres titres à revenu fixe</b> | <b>86 137</b> | <b>97 592</b> |

**Note 4 : Participations et autres titres détenus à long terme**

(En milliers d'euros)

| Ventilation par natures                                  | Nb titres à fin | 31/12/2007 | Acquisitions | Cessions | 31/12/2008 |
|--|-----------------|------------|--------------|----------|------------|
| SIRHA  | 2 601           | 40         |              |          | 40         |
| <b>Titres de participation</b>                           |                 | <b>40</b>  | <b>0</b>     | <b>0</b> | <b>40</b>  |
| SOFARIS  | 1 829           | 56         |              |          | 56         |
| <b>Titres détenus à long terme</b>                       |                 | <b>56</b>  | <b>0</b>     | <b>0</b> | <b>56</b>  |
| <b>Provisions pour dépréciation</b>                      |                 | <b>0</b>   | <b>0</b>     | <b>0</b> | <b>0</b>   |
| <b>Total part. et autres titres détenus à long terme</b> |                 | <b>96</b>  | <b>0</b>     | <b>0</b> | <b>96</b>  |

**Note 5 : Parts dans les entreprises liées**

(En milliers d'euros)

| Ventilation par natures                           | Nb titres à fin | 31/12/2007     | Acquisitions | Cessions | 31/12/2008     |
|---|-----------------|----------------|--------------|----------|----------------|
| Cogéra  | 902 212         | 50 052         |              |          | 50 052         |
| Sogesma   | 82 000          | 1 254          |              |          | 1 254          |
| Diac Location                                     | 1 918 694       | 81 346         |              |          | 81 346         |
| Sigma Services                                    | 39 994          | 1 023          |              |          | 1 023          |
| <b>Parts dans les entreprises liées</b>           |                 | <b>133 675</b> | <b>0</b>     | <b>0</b> | <b>133 675</b> |
| <b>Provisions pour dépréciation</b>               |                 | <b>0</b>       | <b>0</b>     | <b>0</b> | <b>0</b>       |
| <b>Total des parts dans les entreprises liées</b> |                 | <b>133 675</b> | <b>0</b>     | <b>0</b> | <b>133 675</b> |

**Note 6 : Opérations de crédit-bail et location avec option d'achat**

(En milliers d'euros)

| <b>Ventilation par natures</b>   | <b>31/12/2008</b>       | <b>31/12/2007</b>       |
|--|-------------------------|-------------------------|
| Immobilisations brutes au début de l'exercice                              | 1 814 365               | 1 600 515               |
| Acquisitions de l'exercice   | 743 348                 | 721 837                 |
| Cessions de l'exercice   | -569 979                | -507 987                |
| <b><i>Sous-total des immobilisations brutes à la fin de l'exercice</i></b> | <b><i>1 987 734</i></b> | <b><i>1 814 365</i></b> |
| Amortissements au début de l'exercice                                      | -750 594                | -691 902                |
| Dotations de l'exercice  | -455 616                | -403 601                |
| Diminutions sur cessions de l'exercice                                     | 393 001                 | 344 910                 |
| <b><i>Sous-total des amortissements à la fin de l'exercice</i></b>         | <b><i>-813 209</i></b>  | <b><i>-750 593</i></b>  |
| <b>Valeurs nettes des immobilisations louées</b>                           | <b>1 174 525</b>        | <b>1 063 772</b>        |
| Loyers échus   | 2 299                   | 1 306                   |
| Créances rattachées  | 0                       | 4 052                   |
| Loyers douteux   | 2 463                   | 4 555                   |
| Provisions sur loyers douteux  | -6 527                  | -2 714                  |
| Loyers douteux compromis   | 39 630                  | 10 938                  |
| Provisions sur loyers douteux compromis                                    | -25 986                 | -7 087                  |
| <b>Loyers échus et créances rattachées</b>                                 | <b>11 879</b>           | <b>11 050</b>           |
| <b>Total des opérations de crédit-bail et location avec option d'achat</b> | <b>1 186 404</b>        | <b>1 074 822</b>        |

**Note 7 : Autres actifs**

(En milliers d'euros)

| <b>Ventilation par natures</b>           | <b>31/12/2008</b> | <b>31/12/2007</b> |
|--|-------------------|-------------------|
| Etat                                     | 27 361            | 13 049            |
| Créances sociales                        | 65                | 75                |
| Débiteurs divers                         | 18 270            | 9 307             |
| Créances rattachées sur débiteurs divers | 26 962            | 25 982            |
| <b>Total des autres actifs</b>           | <b>72 658</b>     | <b>48 413</b>     |

| <b>Ventilation par durées résiduelles</b> | <b>31/12/2008</b> | <b>31/12/2007</b> |
|---|-------------------|-------------------|
| Jusqu'à trois mois                        | 72 656            | 47 121            |
| De trois mois à un an                     | 2                 | 1 292             |
| De un an à cinq ans                       | 0                 | 0                 |
| Supérieure à cinq ans                     | 0                 | 0                 |
| <b>Total des autres actifs</b>            | <b>72 658</b>     | <b>48 413</b>     |

| Ventilation par partenaires       | 31/12/2008    | 31/12/2007    |
|-----------------------------------|---------------|---------------|
| Sociétés et tiers hors groupe     | 32 868        | 18 582        |
| Sociétés du groupe Diac           | 30 975        | 22 611        |
| Autres sociétés du groupe Renault | 8 815         | 7 077         |
| Fonds commun de créances          | 0             | 143           |
| <b>Total des autres actifs</b>    | <b>72 658</b> | <b>48 413</b> |

**Note 8 : Comptes de régularisation actif**

(En milliers d'euros)

| Ventilation par natures                          | 31/12/2008    | 31/12/2007   |
|--|---------------|--------------|
| Charges à répartir ou à étaler                   | 1 396         | 1 771        |
| Charges constatées d'avance                      | 4 306         | 31           |
| Produits à recevoir sur swaps ou IFT             | 250           | 2 024        |
| Autres produits à recevoir                       | 1 374         | 0            |
| Valeurs à l'encaissement                         | 22 458        | 1 417        |
| Autres comptes de régularisation actif           | 4             | 542          |
| <b>Total des comptes de régularisation actif</b> | <b>29 788</b> | <b>5 785</b> |

| Ventilation par durées résiduelles               | 31/12/2008    | 31/12/2007   |
|--|---------------|--------------|
| Jusqu'à trois mois                               | 28 647        | 4 268        |
| De trois mois à un an                            | 762           | 762          |
| De un an à cinq ans                              | 379           | 755          |
| Supérieure à cinq ans                            | 0             | 0            |
| <b>Total des comptes de régularisation actif</b> | <b>29 788</b> | <b>5 785</b> |

| Ventilation par partenaires                      | 31/12/2008    | 31/12/2007   |
|--|---------------|--------------|
| Sociétés et tiers hors groupe                    | 29 788        | 3 772        |
| Sociétés du groupe Diac                          | 0             | 0            |
| Autres sociétés du groupe Renault                | 0             | 2 013        |
| Fonds commun de créances                         | 0             | 0            |
| <b>Total des comptes de régularisation actif</b> | <b>29 788</b> | <b>5 785</b> |

Les charges à répartir correspondent principalement aux dépenses engagées par Diac dans le montage de l'opération de titrisation. Elles sont amorties sur la durée de l'opération.

**Note 9 : Dettes envers les établissements de crédit**

(En milliers d'euros)

| <b>Ventilation par natures</b>                              | <b>31/12/2008</b> | <b>31/12/2007</b> |
|---|-------------------|-------------------|
| Comptes ordinaires créditeurs                               | 166 266           | 60 983            |
| Dettes rattachées   | 1 137             | 856               |
| <b>Dettes à vue sur établissements de crédit</b>            | <b>167 403</b>    | <b>61 839</b>     |
| Comptes et emprunts à terme                                 | 1 056 000         | 755 000           |
| Dettes rattachées   | 13 252            | 1 709             |
| <b>Dettes à terme sur établissements de crédit</b>          | <b>1 069 252</b>  | <b>756 709</b>    |
| <b>Total des dettes envers les établissements de crédit</b> | <b>1 236 655</b>  | <b>818 548</b>    |

| <b>Ventilation par durées résiduelles</b>                   | <b>31/12/2008</b> | <b>31/12/2007</b> |
|---|-------------------|-------------------|
| Jusqu'à trois mois  | 180 655           | 617 036           |
| De trois mois à un an                                       | 292 085           | 156 512           |
| De un an à cinq ans   | 763 915           | 45 000            |
| Supérieure à cinq ans                                       | 0                 | 0                 |
| <b>Total des dettes envers les établissements de crédit</b> | <b>1 236 655</b>  | <b>818 548</b>    |

| <b>Ventilation par partenaires</b>                          | <b>31/12/2008</b> | <b>31/12/2007</b> |
|---|-------------------|-------------------|
| Sociétés et tiers hors groupe                               | 4 735             | 19 785            |
| Sociétés du groupe Diac                                     | 0                 | 0                 |
| Autres sociétés du groupe Renault                           | 1 231 920         | 798 763           |
| Fonds commun de créances                                    | 0                 | 0                 |
| <b>Total des dettes envers les établissements de crédit</b> | <b>1 236 655</b>  | <b>818 548</b>    |



**Note 10 : Opérations avec la clientèle**

(En milliers d'euros)

| <b>Ventilation par natures</b>                         | <b>31/12/2008</b> | <b>31/12/2007</b> |
|--|-------------------|-------------------|
| Comptes ordinaires créditeurs                          | 27 587            | 2 759             |
| Acomptes et autres sommes dues                         | 363               | 4 603             |
| Dettes vis-à-vis de la clientèle financière            | 13 487            | 0                 |
| Dettes rattachées                                      | 0                 | 2 875             |
| <b>Dettes à vue sur opérations avec la clientèle</b>   | <b>41 437</b>     | <b>10 237</b>     |
| Comptes ordinaires créditeurs                          | 21                | 116               |
| <b>Dettes à terme sur opérations avec la clientèle</b> | <b>21</b>         | <b>116</b>        |
| <b>Total des opérations avec la clientèle</b>          | <b>41 458</b>     | <b>10 353</b>     |

Les échéances de ces opérations sont toutes à moins de trois mois.

| <b>Ventilation par partenaires</b>            | <b>31/12/2008</b> | <b>31/12/2007</b> |
|---|-------------------|-------------------|
| Sociétés et tiers hors groupe                 | 27 971            | 10 237            |
| Sociétés du groupe Diac                       | 0                 | 116               |
| Autres sociétés du groupe Renault             | 0                 | 0                 |
| Fonds commun de créances                      | 13 487            | 0                 |
| <b>Total des opérations avec la clientèle</b> | <b>41 458</b>     | <b>10 353</b>     |

Les dettes vis-à-vis de la clientèle financière correspondent principalement aux encaissements clients, effectués par Diac, en attente de reversement au fonds commun de créances.

**Note 11 : Dettes représentées par un titre**

(En milliers d'euros)

| <b>Ventilation par natures</b>                          | <b>31/12/2008</b> | <b>31/12/2007</b> |
|---|-------------------|-------------------|
| Certificats de dépôts                                   | 245 341           | 776 018           |
| Billets de trésorerie, papiers commerciaux et assimilés | 201 000           | 79 000            |
| Dettes rattachées                                       | 4 990             | 4 037             |
| <b>Titres de créances négociables</b>                   | <b>451 331</b>    | <b>859 055</b>    |
| <b>Total des dettes représentées par un titre</b>       | <b>451 331</b>    | <b>859 055</b>    |

| Ventilation par durées résiduelles                | 31/12/2008     | 31/12/2007     |
|---|----------------|----------------|
| Jusqu'à trois mois                                | 348 331        | 777 609        |
| De trois mois à un an                             | 42 000         | 61 446         |
| De un an à cinq ans                               | 61 000         | 20 000         |
| Supérieure à cinq ans                             | 0              | 0              |
| <b>Total des dettes représentées par un titre</b> | <b>451 331</b> | <b>859 055</b> |

Ces opérations sont toutes effectuées avec des partenaires hors groupe.

### Note 12 : Autres passifs

(En milliers d'euros)

| Ventilation par natures                          | 31/12/2008     | 31/12/2007     |
|--|----------------|----------------|
| Etat   | 2 965          | 4 484          |
| Fournisseurs                                     | 52 638         | 10 928         |
| Dépôts de garantie sur opérations de crédit-bail | 36 721         | 34 878         |
| Dettes sociales                                  | 30 666         | 27 775         |
| Autres créiteurs divers                          | 22 059         | 63 342         |
| Impôts différés passifs                          | 189            | 0              |
| Créances rattachées sur créiteurs divers         | 1 666          | 0              |
| <b>Total des autres passifs</b>                  | <b>146 904</b> | <b>141 407</b> |

| Ventilation par durées résiduelles | 31/12/2008     | 31/12/2007     |
|------------------------------------|----------------|----------------|
| Jusqu'à trois mois                 | 121 971        | 93 829         |
| De trois mois à un an              | 17 360         | 14 956         |
| De un an à cinq ans                | 7 565          | 32 434         |
| Supérieure à cinq ans              | 8              | 188            |
| <b>Total des autres passifs</b>    | <b>146 904</b> | <b>141 407</b> |

| Ventilation par partenaires       | 31/12/2008     | 31/12/2007     |
|-----------------------------------|----------------|----------------|
| Sociétés et tiers hors groupe     | 130 915        | 120 094        |
| Sociétés du groupe Diac           | 1 149          | 3 529          |
| Autres sociétés du groupe Renault | 14 840         | 17 784         |
| Fonds commun de créances          | 0              | 0              |
| <b>Total des autres passifs</b>   | <b>146 904</b> | <b>141 407</b> |

**Note 13 : Comptes de régularisation passif**

(En milliers d'euros)

| <b>Ventilation par natures</b>                               | <b>31/12/2008</b> | <b>31/12/2007</b> |
|--|-------------------|-------------------|
| Produits constatés d'avance sur opérations de crédit-bail    | 111 964           | 99 489            |
| Produits constatés d'avance sur opérations avec la clientèle | 14 693            | 11 413            |
| Bonifications à étaler                                       | 57 733            | 53 802            |
| Autres produits constatés d'avance                           | 329               | 323               |
| Intérêts à payer sur swaps ou IFT                            | 32 610            | 23 436            |
| Autres charges à payer                                       | 1                 | 3                 |
| Autres comptes de régularisation passif                      | 47 006            | 2 014             |
| <b>Total des comptes de régularisation passif</b>            | <b>264 336</b>    | <b>190 480</b>    |

| <b>Ventilation par durées résiduelles</b>         | <b>31/12/2008</b> | <b>31/12/2007</b> |
|---|-------------------|-------------------|
| Jusqu'à trois mois                                | 241 535           | 132 220           |
| De trois mois à un an                             | 7 144             | 16 592            |
| De un an à cinq ans                               | 15 588            | 41 546            |
| Supérieure à cinq ans                             | 69                | 122               |
| <b>Total des comptes de régularisation passif</b> | <b>264 336</b>    | <b>190 480</b>    |

| <b>Ventilation par partenaires</b>                | <b>31/12/2008</b> | <b>31/12/2007</b> |
|---|-------------------|-------------------|
| Sociétés et tiers hors groupe                     | 183 893           | 125 679           |
| Sociétés du groupe Diac                           | 0                 | 0                 |
| Autres sociétés du groupe Renault                 | 80 443            | 64 801            |
| Fonds commun de créances                          | 0                 | 0                 |
| <b>Total des comptes de régularisation passif</b> | <b>264 336</b>    | <b>190 480</b>    |

## Note 14 : Provisions pour risques et charges

(En milliers d'euros)

| Ventilation par natures                    | 31/12/2007    | Dotation     | Reprise avec utilisation | Reprise sans utilisation | 31/12/2008    |
|--|---------------|--------------|--------------------------|--------------------------|---------------|
| Litiges et eng. donnés clients             | 1 009         |              |                          | -957                     | 52            |
| <b>Provisions sur opé. bancaires</b>       | <b>1 009</b>  | <b>0</b>     | <b>0</b>                 | <b>-957</b>              | <b>52</b>     |
| Engagements de retraite                    | 19 296        | 2 061        | -1 368                   |                          | 19 989        |
| Risques filiales                           | 1 062         |              | -38                      | -759                     | 265           |
| Plans sociaux et de restructuration        | 488           |              | -23                      | -465                     | 0             |
| Autres litiges personnel                   | 3 608         | 1 087        | -150                     | -1 430                   | 3 115         |
| Autres risques et charges                  | 6 194         | 1 459        | -4 274                   | -682                     | 2 697         |
| <b>Provisions sur opé. non bancaires</b>   | <b>30 648</b> | <b>4 607</b> | <b>-5 853</b>            | <b>-3 336</b>            | <b>26 066</b> |
| <b>Total provisions risques et charges</b> | <b>31 657</b> | <b>4 607</b> | <b>-5 853</b>            | <b>-4 293</b>            | <b>26 118</b> |

Aucun des litiges connus, dans lesquels la société est impliquée, ne devrait entraîner des pertes significatives n'ayant pas été provisionnées.

*Engagements de retraite*

| Hypothèses d'actualisation          | 31/12/2007 | 31/12/2008 |
|-------------------------------------|------------|------------|
| Age moyen de départ à la retraite   | 65 ans     | 65 ans     |
| Taux moyen d'indexation annuelle    | 4,00%      | 3,70%      |
| Taux moyen d'actualisation annuelle | 5,38%      | 5,56%      |
| Taux moyen de départ de la société  | 4,68%      | 4,95%      |

| Ventilation par natures                 | Provision pour engagements de retraite | Gains ou pertes non constatés | Coût des services passés non constatés | Charges à répartir | Valeur actuarielle de l'engagement |
|---|--|-------------------------------|--|--------------------|------------------------------------|
| Montant engagements à l'ouverture       | 19 935                                 | -639                          |  |                    | 19 296                             |
| Droits acquis durant la période         | 989                                    |                               |  |                    | 989                                |
| Charge financière d'actualisation       | 1 073                                  |                               |  |                    | 1 073                              |
| Ecart actuariels                        | -429                                   | 429                           |  |                    |                                    |
| Prestations payées ou autres départs    | -1 368                                 |                               |  |                    | -1 368                             |
| Autres mouvements                       | -211                                   | 420                           |  |                    | 209                                |
| <b>Montant engagements à la clôture</b> | <b>19 989</b>                          | <b>210</b>                    | <b>0</b>                               | <b>0</b>           | <b>20 199</b>                      |

Les autres mouvements correspondent à la modification de méthode de calcul du taux de rotation des effectifs de la société.

**Note 15 : Provisions pour risques de contrepartie**

(En milliers d'euros)

| Ventilation par natures                    | 31/12/2007     | Dotation      | Reprise        | Reclas. et Chq de méthode | 31/12/2008     |
|--|----------------|---------------|----------------|---------------------------|----------------|
| Opérations avec la clientèle               | 91 332         | 57 860        | -72 099        |                           | 77 093         |
| Crédit-bail et loc. avec option d'achat    | 9 801          | 39 885        | -17 173        |                           | 32 513         |
| <b>Provisions inscrites à l'actif</b>      | <b>101 133</b> | <b>97 745</b> | <b>-89 272</b> | <b>0</b>                  | <b>109 606</b> |
| Risques filiales                           | 1 062          |               | -797           |                           | 265            |
| Litiges et eng. donnés clients             | 1 009          |               | -957           |                           | 52             |
| <b>Provisions inscrites au passif</b>      | <b>2 071</b>   | <b>0</b>      | <b>-1 754</b>  | <b>0</b>                  | <b>317</b>     |
| <b>Total prov. risques de contrepartie</b> | <b>103 204</b> | <b>97 745</b> | <b>-91 026</b> | <b>0</b>                  | <b>109 923</b> |

**Note 16 : Dettes subordonnées**

(En milliers d'euros)

| Ventilation par natures                    | 31/12/2008    | 31/12/2007    |
|--|---------------|---------------|
| Titres participatifs                       | 10 560        | 15 159        |
| Dettes rattachées sur titres participatifs | 166           | 222           |
| <b>Total des dettes subordonnées</b>       | <b>10 726</b> | <b>15 381</b> |

| Ventilation par durées résiduelles   | 31/12/2008    | 31/12/2007    |
|--------------------------------------|---------------|---------------|
| Jusqu'à trois mois                   | 0             | 0             |
| De trois mois à un an                | 166           | 222           |
| De un an à cinq ans                  | 0             | 0             |
| Supérieure à cinq ans                | 10 560        | 15 159        |
| <b>Total des dettes subordonnées</b> | <b>10 726</b> | <b>15 381</b> |

Ces opérations sont toutes effectuées avec des partenaires hors groupe.

Les titres participatifs ont été émis en 1985 par Diac.

Le système de rémunération comprend :

- une partie fixe égale au TAM (Taux Annuel Monétaire)
- une partie variable obtenue en appliquant à 40 % du TAM le taux de progression du résultat net consolidé du dernier exercice sur celui de l'exercice précédent.

La rémunération annuelle est comprise entre 100 % et 130 % du TAM, et est assortie d'un taux plancher de 6,5 %.

**Note 17 : Capital souscrit**

(En milliers d'euros)

| Ventilation par natures           | 31/12/2007        | Variation      | 31/12/2008       | Proposition d'affectation |                  | 31/12/2008    |
|-----------------------------------|-------------------|----------------|------------------|---------------------------|------------------|---------------|
|                                   | Après affectation |                | Année 31/12/2008 | Avant affectation         | Auto-financement | Dividendes    |
| Capital social                    | 61 000            |                | 61 000           |                           |                  | 61 000        |
| Réserves légales                  | 6 100             |                | 6 100            |                           |                  | 6 100         |
| Report à nouveau                  | 13                |                | 13               | 1                         |                  | 14            |
| Résultat net                      |                   | 126 401        | 126 401          | -1                        | -126 400         |               |
| <b>Total des capitaux propres</b> | <b>67 113</b>     | <b>126 401</b> | <b>193 514</b>   | <b>0</b>                  | <b>-126 400</b>  | <b>67 114</b> |

Le capital est constitué de 4 000 000 actions ordinaires d'une valeur nominale de 15,25 euros conférant à leurs propriétaires les mêmes droits. Diac S.A est consolidée par intégration globale dans RCI Banque, cette dernière étant consolidée par intégration globale dans le groupe Renault.

**Note 18 : Engagements donnés**

(En milliers d'euros)

| Ventilation par natures  | 31/12/2008     | 31/12/2007     |
|--|----------------|----------------|
| Engagements donnés en faveur de la clientèle                           | 445 201        | 212 975        |
| <b>Total des engagements donnés de financement</b>                     | <b>445 201</b> | <b>212 975</b> |
| Cautions, avals et autres garanties d'ordre d'établissements de crédit | 449 227        | 0              |
| <b>Total des engagements donnés de garantie</b>                        | <b>449 227</b> | <b>0</b>       |
| <b>Total des engagements donnés</b>                                    | <b>894 428</b> | <b>212 975</b> |

Les échéances de ces opérations sont toutes à moins de trois mois.

| Ventilation par partenaires         | 31/12/2008     | 31/12/2007     |
|-------------------------------------|----------------|----------------|
| Sociétés et tiers hors groupe       | 445 202        | 212 975        |
| Sociétés du groupe Diac             | 0              | 0              |
| Autres sociétés du groupe Renault   | 449 226        | 0              |
| Fonds commun de créances            | 0              | 0              |
| <b>Total des engagements donnés</b> | <b>894 428</b> | <b>212 975</b> |

## Note 19 : Engagements reçus

(En milliers d'euros)

| Ventilation par natures   | 31/12/2008     | 31/12/2007    |
|---|----------------|---------------|
| Engagements reçus en faveur des établissements de crédit                | 42 216         | 14 895        |
| Engagements reçus en faveur de la clientèle                             | 805            | 7             |
| <b>Total des engagements reçus de financement</b>                       | <b>43 021</b>  | <b>14 902</b> |
| Engagements de reprises des véhicules dans le cadre des contrats de LLD | 369 030        | 13 882        |
| <b>Total des engagements reçus de garantie</b>                          | <b>369 030</b> | <b>13 882</b> |
| Titres à recevoir   | 0              | 44 001        |
| <b>Total des engagements reçus sur titres</b>                           | <b>0</b>       | <b>44 001</b> |
| <b>Total des engagements reçus</b>                                      | <b>412 051</b> | <b>72 785</b> |

| Ventilation par durées résiduelles | 31/12/2008     | 31/12/2007    |
|------------------------------------|----------------|---------------|
| Jusqu'à trois mois                 | 115 486        | 60 148        |
| De trois mois à un an              | 72 791         | 3 314         |
| De un an à cinq ans                | 223 308        | 9 307         |
| Supérieure à cinq ans              | 466            | 16            |
| <b>Total des engagements reçus</b> | <b>412 051</b> | <b>72 785</b> |

| Ventilation par partenaires        | 31/12/2008     | 31/12/2007    |
|------------------------------------|----------------|---------------|
| Sociétés et tiers hors groupe      | 369 573        | 59 700        |
| Sociétés du groupe Diac            | 0              | 0             |
| Autres sociétés du groupe Renault  | 42 478         | 13 085        |
| Fonds commun de créances           | 0              | 0             |
| <b>Total des engagements reçus</b> | <b>412 051</b> | <b>72 785</b> |

**Note 20 : Instruments financiers à terme**

(En milliers d'euros)

| <b>Ventilation par natures</b> | <b>31/12/2008</b> | <b>31/12/2007</b> |
|--------------------------------|-------------------|-------------------|
| <b>Risque de taux</b>          |                   |                   |
| Swaps de taux                  | 4 719 325         | 7 033 908         |

| <b>Ventilation par durées résiduelles</b>       | <b>31/12/2008</b> | <b>31/12/2007</b> |
|---|-------------------|-------------------|
| Jusqu'à trois mois                              | 845 660           | 2 618 908         |
| De trois mois à un an                           | 1 709 505         | 1 095 000         |
| De un an à cinq ans                             | 2 164 160         | 3 320 000         |
| Supérieure à cinq ans                           | 0                 | 0                 |
| <b>Total des instruments financiers à terme</b> | <b>4 719 325</b>  | <b>7 033 908</b>  |

| <b>Ventilation par partenaires</b>              | <b>31/12/2008</b> | <b>31/12/2007</b> |
|---|-------------------|-------------------|
| Sociétés et tiers hors groupe                   | 0                 | 0                 |
| Sociétés du groupe Diac                         | 0                 | 0                 |
| Autres sociétés du groupe Renault               | 4 719 325         | 4 960 000         |
| Fonds commun de créances                        | 0                 | 2 073 908         |
| <b>Total des instruments financiers à terme</b> | <b>4 719 325</b>  | <b>7 033 908</b>  |

Les opérations sur instruments financiers de taux d'intérêts sont réalisées dans le cadre de la couverture globale du risque de taux d'intérêt. Les interventions sur les marchés d'instruments financiers à terme, principalement effectuées sur des marchés de gré à gré, ont essentiellement pour but de minimiser l'exposition aux risques de taux d'intérêt.

La juste valeur nette des instruments financiers (coupon couru inclus) s'établit à – 8 156 Keuros pour l'exercice 2008 contre +28 091 Keuros en 2007.



#### 4. COMMENTAIRES SUR LES POSTES DU COMPTE DE RESULTAT

##### Note 21 : Intérêts et produits assimilés

(En milliers d'euros)

| Ventilation par natures   | 31/12/2008    | 31/12/2007     |
|---|---------------|----------------|
| Intérêts et produits sur opérations avec les établissements de crédit | 14 448        | 26 144         |
| Intérêts et produits sur opérations avec la clientèle                 | 73 286        | 73 131         |
| Intérêts et produits sur obligations et autres titres à revenu fixe   | 6 342         | 6 986          |
| <b>Total des intérêts et produits assimilés</b>                       | <b>94 076</b> | <b>106 261</b> |

##### Note 22 : Intérêts et charges assimilées

(En milliers d'euros)

| Ventilation par natures  | 31/12/2008      | 31/12/2007     |
|--|-----------------|----------------|
| Intérêts et charges sur opérations avec les établissements de crédit | -62 144         | -52 768        |
| Intérêts et charges sur obligations et autres titres à revenu fixe   | -38 736         | -26 646        |
| Intérêts et charges sur dettes subordonnées                          | -642            | -985           |
| <b>Total des intérêts et charges assimilées</b>                      | <b>-101 522</b> | <b>-80 399</b> |

##### Note 23 : Revenus des titres à revenu variable

(En milliers d'euros)

| Ventilation par natures                               | 31/12/2008     | 31/12/2007     |
|---|----------------|----------------|
| Revenus du portefeuille de placement                  | 97 339         | 77 294         |
| Revenus des titres détenus à long terme               | 2              | 1              |
| Revenus des parts dans les entreprises liées          | 30 536         | 71 678         |
| <b>Total des revenus des titres à revenu variable</b> | <b>127 877</b> | <b>148 973</b> |

Les revenus du portefeuille de placement correspondent à la rémunération de la part résiduelle dans le FCC.

**Note 24 : Autres produits d'exploitation bancaire**

(En milliers d'euros)

| <b>Ventilation par natures</b>  | <b>31/12/2008</b> | <b>31/12/2007</b> |
|---|-------------------|-------------------|
| Produits des prestations accessoires aux contrats de financement            | 86 053            | 39 015            |
| Transferts de charges (dt ind. d'assurances reçues sur sinistres véhicules) | 20 184            | 9 829             |
| Opérations faites en commun   | 8                 | 22                |
| Autres produits d'exploitation bancaire                                     | 326               | 12                |
| <b>Total des autres produits d'exploitation bancaire</b>                    | <b>106 571</b>    | <b>48 878</b>     |
| Refacturations de charges d'exploitation                                    | 54 694            | 51 053            |
| Autres produits d'exploitation non bancaire                                 | 319               | 38                |
| <b>Total des autres produits d'exploitation non bancaire</b>                | <b>55 013</b>     | <b>51 091</b>     |
| <b>Total des autres produits d'exploitation bancaire</b>                    | <b>161 584</b>    | <b>99 969</b>     |

**Note 25 : Autres charges d'exploitation bancaire**

(En milliers d'euros)

| <b>Ventilation par natures</b>   | <b>31/12/2008</b> | <b>31/12/2007</b> |
|--|-------------------|-------------------|
| Charges des prestations accessoires aux contrats de financement          | -7 548            | -7 432            |
| Opérations faites en commun  | -1 775            | -27               |
| Autres charges d'exploitation bancaire                                   | -8                | -3 211            |
| Variation des provisions pour risques et charges d'exploitation bancaire | 129               | -621              |
| <b>Total des autres charges d'exploitation bancaire</b>                  | <b>-9 202</b>     | <b>-11 291</b>    |
| Autres charges d'exploitation non bancaire                               | -1 505            | -3                |
| Variation provisions pour risques et charges d'exploitation non bancaire | 2 966             | -2 295            |
| <b>Total des autres charges d'exploitation non bancaire</b>              | <b>1 461</b>      | <b>-2 298</b>     |
| <b>Total des autres charges d'exploitation bancaire</b>                  | <b>-7 741</b>     | <b>-13 589</b>    |

**Note 26 : Charges générales d'exploitation**

(En milliers d'euros)

| Ventilation par natures                           | 31/12/2008      | 31/12/2007      |
|---|-----------------|-----------------|
| Salaires et traitements                           | -62 275         | -60 669         |
| Charges sociales sur retraites                    | -7 021          | -6 281          |
| Autres charges sociales                           | -26 147         | -28 001         |
| Participation des salariés                        | -2 575          | -2 517          |
| Autres frais de personnel                         | -1 770          | -4 336          |
| <b>Total des frais de personnel</b>               | <b>-99 788</b>  | <b>-101 804</b> |
| Impôts et taxes                                   | -2 720          | -3 393          |
| Travaux, fournitures et services extérieurs       | -27 817         | -30 921         |
| Commissions versées au réseau commercial          | -80 563         | -79 519         |
| Autres frais administratifs                       | -1 775          | -109            |
| <b>Total des autres frais administratifs</b>      | <b>-112 875</b> | <b>-113 942</b> |
| <b>Total des charges générales d'exploitation</b> | <b>-212 663</b> | <b>-215 746</b> |

**Note 27 : Coût du risque**

(En milliers d'euros)

| Ventilation par natures   | 31/12/2008     | 31/12/2007     |
|---|----------------|----------------|
| <b>Coût du risque sur établissements de crédit</b>                          | <b>0</b>       | <b>0</b>       |
| Dotations aux provisions  | -39 885        | -1 219         |
| Reprises de provisions  | 16 670         | 3 229          |
| Abandons de créances  | -34            | -1 368         |
| Récupérations sur créances amorties   | 0              | 777            |
| <b>Sous-total du coût du risque sur opérations de crédit-bail</b>           | <b>-23 249</b> | <b>1 419</b>   |
| Dotations aux provisions  | -55 864        | -18 975        |
| Reprises de provisions  | 67 763         | 13 377         |
| Abandons de créances  | -23 958        | -15 275        |
| Récupérations sur créances amorties   | 3 554          | 3 112          |
| <b>Sous-total du coût du risque sur opérations de crédit</b>                | <b>-8 505</b>  | <b>-17 761</b> |
| Dotations aux provisions  | -158           | -78            |
| Reprises de provisions  | 1 237          | 25             |
| Abandons de créances  | 1              | 0              |
| <b>Sous-total du coût du risque sur autres opérations avec la clientèle</b> | <b>1 080</b>   | <b>-53</b>     |
| <b>Coût du risque sur opérations avec la clientèle</b>                      | <b>-30 674</b> | <b>-16 395</b> |
| <b>Coût du risque sur portefeuille titres</b>                               | <b>0</b>       | <b>0</b>       |
| <b>Coût du risque sur autres opérations</b>                                 | <b>0</b>       | <b>0</b>       |
| <b>Total du coût du risque</b>  | <b>-30 674</b> | <b>-16 395</b> |

**Note 28 : Gains ou pertes sur actifs immobilisés**

(En milliers d'euros)

| Ventilation par natures                                 | 31/12/2008 | 31/12/2007    |
|---|------------|---------------|
| Gains ou pertes sur immobilisations financières         | 797        | 31 353        |
| <b>Total des gains ou pertes sur actifs immobilisés</b> | <b>797</b> | <b>31 353</b> |

Impact au 31/12/2007 de la fusion RECA à hauteur de + 31 750 K€

**Note 29 : Impôt sur les bénéfices**

La charge d'impôt figurant au compte de résultat représente uniquement l'impôt exigible au titre de l'exercice et ne tient pas compte des éventuels actifs ou passifs latents d'impôt.

La société est intégrée fiscalement par la société Renault SA. L'impôt comptabilisé correspond à celui qui aurait été supporté par la société en l'absence d'intégration fiscale.

**Note 30 : Passage du résultat net social au résultat net financier**

(En milliers d'euros)

| Ventilation par natures  | 31/12/2008     | 31/12/2007     |
|--|----------------|----------------|
| Résultat net social  | 126 401        | 110 855        |
| Impôt courant social   | 22 811         | 22 985         |
| <b>Résultat social avant impôts</b>  | <b>149 212</b> | <b>133 840</b> |
| Retraitements des produits financiers nets sur opé. de crédit-bail et ass.   | 81 754         | 70 311         |
| Retraitements du coût du risque sur opé. de crédit-bail et assimilées        | 113            | -65            |
| Retraitements des plus et moins values de cession de contrats de crédit-bail | -59 152        | -54 572        |
| <b>Résultat latent sur opérations de crédit-bail</b>                         | <b>22 715</b>  | <b>15 674</b>  |
| Var. du résultat dégagé par le FCC non encore reversé                        | -9 786         | 2 518          |
| Var. produits nets sur contrats titrisés non encore reversés au FCC          | 33             | -1 420         |
| Var. des différences d'évaluation (provisions et intérêts courus non échus)  | -46 124        | -1 059         |
| <b>Résultat latent sur opérations de titrisation de crédit</b>               | <b>-55 877</b> | <b>39</b>      |
| Étalement des commissions versées au réseau (coût amorti)                    | -1 923         | 21             |
| Retraitements des provisions pour risques et charges                         | -846           | -556           |
| Autres retraitements de consolidation  | 5 156          | -342           |
| <b>Résultat latent sur autres retraitements</b>                              | <b>2 387</b>   | <b>-877</b>    |
| <b>Sous-total des retraitements de consolidation avant IS</b>                | <b>-30 775</b> | <b>14 836</b>  |
| <b>Résultat financier avant impôts</b>                                       | <b>118 437</b> | <b>148 676</b> |
| Impôt courants financier   | -23 399        | -22 985        |
| Impôts différés nets   | -6 733         | -3 906         |
| <b>Résultat net financier</b>  | <b>88 305</b>  | <b>121 785</b> |

| <b>Stock de réserve latente à la clôture</b>                  | <b>2 008</b>   | <b>2 007</b>   |
|---|----------------|----------------|
| Réserve latente brute   | 262 024        | 328 997        |
| Impôts différés nets  | -49 964        | -54 817        |
| <b>Solde net de la réserve latente à la fin de l'exercice</b> | <b>212 060</b> | <b>274 180</b> |

Les différences constatées entre le résultat social et le résultat financier résultent principalement des éléments suivants :

- Ecart de méthode d'amortissement sur les contrats de crédit-bail ;
- Différence d'évaluation de certaines provisions pour risques et charges ;
- Comptabilisation ou non de la fiscalité différée ;
- Retraitements liés aux opérations de titrisation.

Le résultat net des créances titrisées est appréhendé globalement en comptabilité sociale lors de l'encaissement de la rémunération de la part résiduelle. En revanche, en comptabilité financière, les opérations comptabilisées dans le FCC sont consolidées avec celles de la société Diac. Les flux réciproques sont éliminés et les produits et charges sont enregistrés prorata temporis. Les impayés et créances incidentées ou douteuses sont provisionnées non plus à 100% mais suivant une approche statistique des risques.

### Note 31 : Effectifs moyens

| <b>Ventilation par natures</b>    | <b>31/12/2008</b> | <b>31/12/2007</b> |
|-----------------------------------|-------------------|-------------------|
| Agents de maîtrise                | 668               | 692               |
| Cadres                            | 629               | 608               |
| Contrats à durée déterminée       | 8                 | 24                |
| <b>Total des effectifs moyens</b> | <b>1 305</b>      | <b>1 324</b>      |

| <b>Droit individuel à la formation</b>                          | <b>31/12/2008</b> | <b>31/12/2007</b> |
|---|-------------------|-------------------|
| Volume d'heures de formation dispensées au titre du DIF         | 3 239 h           | 3 158 h           |
| Volume d'heures non consommées entrant dans le périmètre du DIF | 109 613 h         | 88 224 h          |

## 5. - TABLEAU DES FILIALES ET DES PARTICIPATIONS

| INFORMATIONS FINANCIERES<br>(En milliers d'euros) | Capital | Réserves et reports à nouveaux avant affectation | Quote-part du capital détenu (en %) | Valeur comptable des titres détenus |       | Prêts et avances consentis par la ste et non remboursés | Montant des cautions et avals donnés par la société | PNB ou CA hors taxes du dernier exercice | Résultats (bénéfice ou perte du dernier exercice) | Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice |
|---|---------|--|-------------------------------------|-------------------------------------|-------|---|---|--|---|--|
|   |         |  |                                     | Brute                               | Nette |   |   |  |   |  |

## Renseignements détaillés sur chaque société dont la valeur brute excède 1 % du capital de la société astreinte à la publication

| FILIALES (+ de 50 %) |        |        |         |  |  |  |  |         |        |
|----------------------|--------|--------|---------|--|--|--|--|---------|--------|
| Diac Location        | 29 241 | 2 924  | 100,00% |  |  |  |  | 753 461 | 32 071 |
| Cogéra               | 14 512 | 30 902 | 94,81%  |  |  |  |  | 183 722 | 20 233 |
| Sogesma              | 1 251  | 308    | 100,00% |  |  |  |  | 65 492  | -96    |
| Sigma Services       | 610    | 61     | 99,99%  |  |  |  |  | 16 335  | 2 869  |

## Renseignements globaux sur les autres titres dont la valeur brute n'excède pas 1 % du capital de la société astreinte à la publication

|   |  |  |  |         |         |  |  |  |  |
|---|--|--|--|---------|---------|--|--|--|--|
| Total des participations dans des sociétés françaises |  |  |  | 133 771 | 133 771 |  |  |  |  |
|---|--|--|--|---------|---------|--|--|--|--|

## TABLEAU DES RESULTATS DES 5 DERNIERS EXERCICES

| Exercices  | 2 004     | 2 005     | 2 006     | 2 007     | 2 008     |
|--|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| <b>Situation financière en fin d'exercice</b>                |           |           |           |           |           |
| Capital social (en milliers d'euros)                         | 61 000    | 61 000    | 61 000    | 61 000    | 61 000    |
| Nombre d'actions émises                                      | 4 000 000 | 4 000 000 | 4 000 000 | 4 000 000 | 4 000 000 |
| Nombre d'obligations convertibles en actions                 | 0         | 0         | 0         | 0         | 0         |
| <b>Résultat global des opérations (en milliers d'euros)</b>  |           |           |           |           |           |
| Produits hors taxes  | 591 195   | 604 423   | 596 351   | 600 042   | 967 566   |
| Bénéfice avant impôts, amortissements et provisions          | 392 673   | 437 799   | 513 036   | 543 991   | 607 762   |
| Impôts sur les bénéfices                                     | 9 008     | 7 032     | 13 711    | 22 985    | 22 811    |
| Bénéfice après impôts, amortissements et provisions          | 13 333    | 59 518    | 123 882   | 110 855   | 126 401   |
| Montant des bénéfices distribués                             | 4 560     | 85 560    | 194 960   | 110 880   | 126 400   |
| <b>Résultat des opérations réduit à une action (en Euro)</b> |           |           |           |           |           |
| Bénéfice après impôts, mais avant amort. et provisions       | 95,92     | 107,69    | 124,83    | 130,25    | 146,24    |
| Bénéfice après impôts, amortissements et provisions          | 3,33      | 14,88     | 30,97     | 27,71     | 31,60     |
| Dividende versé à chaque action                              | 1,14      | 21,39     | 48,74     | 27,72     | 31,60     |



**HONORAIRES DES COMMISSAIRES  
AUX COMPTES**

**31 décembre 2008**



## HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES ET DE LEUR RESEAU

| En Milliers d'Euros   | Réseau<br>CAC ERNST&YOUNG |             |           |             | Réseau<br>CAC DELOITTE<br>TOUCHE TOHMATSU |             |            |             | Réseau<br>CAC AUTRES |   |       |   |
|---|---------------------------|-------------|-----------|-------------|---|-------------|------------|-------------|----------------------|---|-------|---|
|   | 2 008                     |             | 2 007     |             | 2 008                                     |             | 2 007      |             | 2 008                |   | 2 007 |   |
|   | HT                        | %           | HT        | %           | HT  | %           | HT         | %           | HT                   | % | HT    | % |
| <b>1- Honoraires d'audit</b>  |                           |             |           |             |   |             |            |             |                      |   |       |   |
| 1.1 Commissaires aux comptes, certifications, examens des comptes individuels et consolidés | 118                       | 100%        | 79        | 100%        | 294                                       | 100%        | 308        | 100%        |                      |   |       |   |
| 1.2 Prestations directement liées à la mission d'audit                                      |                           |             |           |             |   |             |            |             |                      |   |       |   |
| <b>Total des honoraires</b>   | <b>118</b>                | <b>100%</b> | <b>79</b> | <b>100%</b> | <b>294</b>                                | <b>100%</b> | <b>308</b> | <b>100%</b> |                      |   |       |   |
| <b>2- Autres prestations</b>  |                           |             |           |             |   |             |            |             |                      |   |       |   |
| 2.1 Juridique, fiscal, social   |                           |             |           |             |   |             |            |             |                      |   |       |   |
| 2.2 Systèmes d'information  |                           |             |           |             |   |             |            |             |                      |   |       |   |
| 2.3 Autres (vérification de stock...)   |                           |             |           |             |   |             |            |             |                      |   |       |   |
| <b>Total des autres prestations</b>   |                           |             |           |             |   |             |            |             |                      |   |       |   |
| <b>TOTAL GENERAL</b>  | <b>118</b>                |             | <b>79</b> |             | <b>294</b>                                |             | <b>308</b> |             |                      |   |       |   |